

« Radio-Télévision » / « Heures locales »

Le Monde

15, rue Valguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14940 - 7 F

- DIMANCHE 7 - LUNDI 8 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

La Bosnie vue de Washington

LES Balkans ont trop souffert, dans le passé, jette le discord parmi les grandes puissances, fut-ce au prix du malheur de l'Europe. Cette loi fatale se vérifierait-elle une nouvelle fois aujourd'hui ? En confirmant vendredi 5 février son hostilité au plan de paix qui porte le nom de MM. Cyrus Vance et David Owen - coprésidents de la conférence sur l'ex-Yougoslavie - M. Bill Clinton s'est nettement démarqué de ses alliés occidentaux, notamment français et britanniques, favorables au scénario mis au point à Genève.

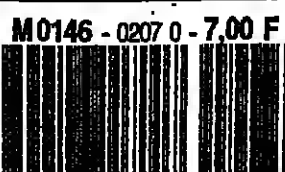
Le nouveau président américain semble oser prendre le temps de la réflexion avant d'agir, qualité après tout fort légitime chez un homme d'Etat. En bonne logique, il souhaite donc, avant d'engager plus avant son pays, étudier plus longuement le problème yougoslave, l'un des plus complexes qu'il ait reçus en héritage. Mais il est d'ores et déjà une certitude : M. Clinton a tempéré l'ardeur manifestée pendant sa campagne électorale. N'avait-il pas évoqué alors la possibilité de bombarder des « objectifs » serbes ? Depuis, il a commencé d'ouvrir les dossiers, de déplier les cartes et sans doute d'écouter attentivement les vives réticences des chefs du Pentagone envers toute intervention armée dans l'ancien pays de Tito.

Le refus d'envisager - du moins pour l'instant - une aventure militaire, ce souci de privilégier une approche diplomatique et humanitaire ne conduisant pas M. Clinton à avorter n'importe quelle solution en Bosnie-Herzégovine, il reproche au plan Vance-Owen de faire la part trop belle à l'agresseur serbe, en entraînant la majorité de ces conquêtes territoriales, rançon d'une campagne de terreur menée au nom de l'insupportable « purification ethnique ». Il juge insuffisantes les garanties qu'il présente sur le maintien d'une paix durable à laquelle il s'efforce en outre d'associer la Russie, traditionnellement encline à soutenir les Serbes.

Ces griefs, pour justifiés qu'ils soient, ne peuvent tenir lieu de politique. Le plan Vance-Owen, malgré ses limites - propres à tout compromis - eût au moins le mérite de donner à court terme une chance à la paix, à condition, bien sûr, que tous les belligérants consentent enfin à l'approuver. En le rejetant, du moins dans sa forme actuelle, M. Clinton apporte de l'eau au moulin de deux des camps en présence, hostiles au projet de division du pays en dix provinces autonomes : les Musulmans, qui espèrent reconquérir par les armes une partie du terrain perdu ; les Serbes de Bosnie, qui n'ont pas renoncé à rattacher leur République « euprocléenne » à la nouvelle Yougoslavie.

Soucieux de « sauver » leur plan, MM. Vance et Owen semblent prêts à l'amender pour tenir compte de certaines critiques de Washington. Mais le président américain ne pourra faire longtemps l'économie d'une vraie stratégie envers l'ex-Yougoslavie. Sauf à voir entamer son crédit, à ruiner des mois de laborieuses négociations et à laisser la guerre s'intensifier à nouveau.

Lire nos informations page 4



Alors que M^{me} Dufoix est mise en cause pour un détournement d'argent public Les magistrats de la Haute Cour renvoient au Parlement l'affaire du sang contaminé

La commission d'instruction de la Haute Cour de justice a constaté, vendredi 5 février, la prescription des délits retenus par le Parlement dans l'affaire du sang contaminé contre M^{me} Georgina Dufoix et MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé. Les trois anciens ministres ne pourront répondre de leurs actes que si les parlementaires votent une nouvelle mise en accusation sur le fondement de l'homicide involontaire. De son côté, M. Van Rymsbeke a estimé que seule la Haute Cour pouvait être chargée du dossier du scanner de Nîmes en raison de l'implication de M^{me} Dufoix, ministre au moment des faits. Le même jour, M. Poivre d'Arvor, présentateur vedette de TF1, a été inculpé dans l'affaire Botton, tandis que M. François Léotard obtenait un non-lieu dans l'affaire de Port-Fréjus.



Lire également

- La commission d'instruction de la Haute Cour déclare éteinte l'action publique
- Dérèglement judiciaire par LAURENT GRELSAMER page 6
- La chambre d'accusation demande au parquet de Lyon de requérir contre M. Léotard pour « corruption passive et ingérence » par ROBERT MARMOZ
- Une absolution singulière par ALAIN ROLLAT page 7
- La procédure en Haute Cour pourrait être requise à l'encontre de M^{me} Georgina Dufoix par ROLAND-PIERRE PARINGAUX
- Georgina Dufoix, « une illusion d'éthique » par AGATHE LOGEART page 9
- Affaire Botton : Patrick Poivre d'Arvor a été inculpé de recel d'abus de biens sociaux par ROBERT BELLEFRET
- A TF1, un bloc de solidarité autour... d'une « connerie de mégalo » par ARIANE CHEMIN et MICHEL COLONNA D'ESTRA page 10

HEURES LOCALES

L'âge de raison de la décentralisation

L'évolution des structures locales, au cours des dernières années, a favorisé les excès de pouvoir des élus, note un rapport préparatoire au XI^e Plan.

Avec les pages « Cités » (Albertville : les cinq anneaux de la nostalgie), « Régions » et « Île-de-France », le dossier, les informations pratiques.

Lire pages 19 à 26

La vengeance aux deux visages

par Jean-Marie Colombani

Comment ne pas, dans le déferlement politico-judiciaire qui efface et tient lieu de campagne électorale, céder à la tentation de dire : halte au feu ! Comment ne pas ressentir une véritable sensation d'asphyxie quand la vie du pays tend à se réduire à une chronique judiciaire ? N'est-ce qu'il faille demander aux juges de ne plus dire le droit, au contraire. Mais parce que, au-delà de la concomitance qui fait que la prescription en faveur de MM. Fabius et Léotard le dispute, dans les gros titres du jour, à l'inculpation du journaliste vedette de TF1 et au souhait de mise en accusation de M^{me} Dufoix, devant la Haute Cour du juge Van Rymsbeke, se pose un problème de société, comme un dit, qui va bien au-delà de

l'échec politique du moment. Au cœur du malaise français, il y a aujourd'hui une aspiration à la vengeance, comme s'il fallait ressusciter le temps des purges, pour solder de tout compte du déficit moral d'un pouvoir. Vengeance du peuple, dont la volonté de sanction politique se renforce de sondage en sondage ; vengeance des juges, qui font porter au pouvoir un chapeau trop grand pour lui.

On peut, bien sûr, s'arrêter à l'événement lui-même et imputer aux socialistes une légèreté - dans la rédaction de l'acte d'accusation des anciens ministres pour l'affaire du sang contaminé qui conduit à la prescription - qu'ils vont de nouveau devoir payer cher, comme s'ils avaient besoin de cela.

Lire la suite page 6

LE MONDE diplomatique

Février 1993

- CRISE : Etat d'urgence économique, par Danièle Gervais.
- ALGÉRIE : Dans le labyrinthe, par Ignacio Ramonet.
- PÉTROLE : L'inquiétante balise des revenus des pays producteurs, par Nicolas Sarkis.
- EUROPE DE L'EST : Comment aider la révolution sans utopie ? par Marie Lavigne. - Ce barrage qui oppose Bratislava à Budapest, par Roger Cans.
- ETATS-UNIS : M. Clinton en quête d'une « nouvelle vision » diplomatique, par Michael Klare. - L'« Irakgate » ou le cyclisme-roi, par Joe Stark.
- RUSSIE : Une gauche « à l'occidentale » ?, par Bernard Frédéric.
- CUBA : Une forteresse assiégée, par Janette Habel.
- ÉCOLOGIE : Grands barrages, grands désastres, par Christian Ferrière.
- CINÉMA : Le Japon découvre les infatigables de Los Angeles alors qu'il n'était pas encore un vétérinaire. Joseph L. Mankiewicz a occupé dans le cinéma américain une place très à part. Il reçut beaucoup d'honneurs, il connut pas mal de déboires, en particulier avec cette *Citopâtre* qu'il considérait comme « un absurde et délinant
- SOCIÉTÉ : Repenser le sciences, par Dominique Lacourt. - Le casse-tête des langues, par Bernard Casson.
- CULTURE : « Dans l'ombre de la guerre », une nouvelle de Ben Okri.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

La mémoire du goulag

Les anciens prisonniers politiques, aujourd'hui marginalisés, témoignent de leurs combats et de leurs espoirs

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Même le temps était triste, en cet automne moscovite. Le 30 octobre dernier, moins de deux cents personnes, frileusement groupées dans le cimetière de Vaganov, assistaient à la pose de la première pierre d'un monument à la mémoire des victimes de la répression stalinienne. De vieilles personnes pour la plupart, qui tentaient maladroitement de protéger de la pluie la lumière vacillante de la bougie qu'elles tenaient à la main.

Une voiture luxueuse est arrivée, éclaboussant tout sur son passage. Un officiel, impeccable dans son manteau gris, a est descendu pour prononcer une vague allocution, où il fut question de « compréhension mutuelle » entre les anciens prisonniers et les anciens responsables. Il est reparti, laissant les victimes à leurs souvenirs. Une per une, les bougies se sont éteintes.

Comme s'est éteint l'espoir, fuyant, que les anciens prisonniers politiques, parce qu'ils représentent le

conscience et l'honneur d'un peuple, pourraient jouer un rôle dans la Russie d'aujourd'hui. A Prague, Varsovie, Sofia ou Budapest, les principaux dirigeants, de Vclav Havel à Jello Jelav en passant par Lach Walesa, n'ont-ils pas tous eu maille à partir avec les dictateurs communistes ?

Ici, sur les mille députés du Congrès de la Fédération de Russie, quatre seulement font partie de Mémorial, l'association qui défend les victimes de la répression. On raconte qu'en décembre 1989, le jour de l'enterrement de Sakharov, Mikhaïl Gorbatchev demanda à Elena Bonner, la vauve de l'académicien, ce que les autorités pourraient faire pour lui rendre hommage : lui ériger une statue ? donner son nom à une rue de la capitale ? « Reconnaissez officiellement Mémorial » fut la seule réponse d'Elena Bonner. Si, aujourd'hui, Mémorial est victime d'une scission et qu'une autre association a vu le jour, elle reste la vraie mémoire du goulag.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

Un entretien avec le premier ministre libanais

M. Rafic Hariri se donne notamment pour mission de rétablir la confiance entre « musulmans et chrétiens », entre « l'Etat et les citoyens ».

Lire l'entretien avec LUCIEN GEORGE page 5

La visite du pape en Ouganda

Jean-Paul II prêche la « réconciliation » et le respect des droits de l'homme.

Lire l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 3

La crise au Zaïre

Ignorant les appels des Occidentaux, le président Mobutu exige de nouveau le changement du gouvernement.

Lire page 18

Le Festival du film à Delhi

Chaque jour, 70 millions d'Indiens vont au cinéma.

Lire l'article d'YVES THORAVAL page 13

Le sommaire complet se trouve page 18

Mankiewicz, l'intellectuel

Le réalisateur de « la Comtesse aux pieds nus » s'est éteint près de New-York

Scénariste, producteur, réalisateur, Joseph Mankiewicz, l'un des auteurs les plus cultivés de l'histoire du cinéma américain, est mort le 5 février à l'hôpital de North-Westchester, près de Bedford (Etat de New-York). Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Un style, une personnalité, une grande sensibilité artistique, un tempérament littéraire qui l'amenait à écrire presque tous ses films, une liberté conquise au sein du système hollywoodien, puis un retrait orgueilleux loin de Los Angeles alors qu'il n'était pas encore un vétérinaire. Joseph L. Mankiewicz a occupé dans le cinéma américain une place très à part. Il reçut beaucoup d'honneurs, il connut pas mal de déboires, en particulier avec cette *Citopâtre* qu'il considérait comme « un absurde et délinant

cauchemar ». Il fut un auteur volontiers porté vers les portraits de femmes et qui dirigea les plus grandes actrices : Gene Tierney, Bette Davis, Ava Gardner, Jean Simmons, Katharine Hepburn, Elizabeth Taylor. Un auteur dont les comédies et les drames furent autant de réflexions sur les jeux de la vérité et du mensonge, sur les apparences d'une réalité humaine difficile à cerner. Il aimait le théâtre et donna à certains de ses films une dramaturgie et des dialogues moteurs de l'action comme au théâtre ; mais c'est bien une œuvre de cinéaste qu'il a laissée.

Joseph L. Mankiewicz naît le 11 février 1909 à Wilkes-Barre, en Pennsylvanie. Fils d'un émigré berlinois, universitaire réputé, il fait de brillantes études à l'université Columbia (licence de lettres et de langues vivantes).

JACQUES SICLIER

Lire la suite page 13

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-25
Tél. : 206.800 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Dirigé par la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

du « Monde »

12, rue M. Goussier

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Réimpression sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-65-25-23

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration.

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

ÉTANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse demandés au

provisoire : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

nommes propres en capitales d'imprimerie.

PP. Paris RP 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne : gérant

directeur de la publication

Bruno Freppet

directeur de la rédaction

Jacques Gulu

directeur de la gestion

Marcel Lucet

secrétaire général

Rédacteurs en chef

Jean-Marie Orléant

Robert Solé

(adjoints au directeur

de la rédaction)

Yves Agnès

Jacques Anselmi

Thomas Farnaud

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvel (1969-1982)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1989-1991)

DATES

Il y a cinquante ans

La guerre fait demi-tour à Stalingrad

par Bernard Féron

La mi-temps commença avec le semestre le plus long de la seconde guerre mondiale, celui qui va de la fin de juin 1942 aux tout premiers jours de février 1943. Jusqu'alors tout, ou presque tout, semblait réussir à Hitler. Il avait avalé l'un après l'autre des adversaires désunis, mal armés. Il avait fait main basse sur l'Europe continentale à l'exception d'une portion congrue de la Russie au-delà de l'Oural, et de quelques neutres, les uns hostiles, d'autres plutôt favorables à « l'ordre nouveau ». Encore un petit effort et le vieux monde portera pendant « mille ans au moins » les couleurs brunes du nazisme. Les thuriféraires du III^e Reich ne savaient pas encore qu'à l'entrée de l'hiver 1942-1943, la victoire changerait de camp.

Certes, dès le moment de la grande débâcle, de Gaulle avait prévu et annoncé le retournement de situation. Le conflit, disaient les rares hommes d'Etat demeurent lucides, deviendra mondial, et le rapport des forces se renversera. Fort heureusement, la Grande-Bretagne n'avait pas subi l'invasion pendant les quelques jours où la Wehrmacht avait une chance de lui assener le coup de grâce. Encore fallait-il qu'elle fût bon sous les terribles bombardements de la Luftwaffe, que l'URSS besculât du côté allié et que, sortie de l'isolement, l'Amérique constituât le plus formidable arsenal dont pouvait alors disposer une coalition. Ces conditions préliminaires étaient enfin remplies. Terrassée par une attaque que son grand chef n'attendait pas, l'armée rouge s'était ressaisie aux abords de Moscou : en contenant, puis en éloignant, l'ennemi qui s'était juré de prendre la capitale avant l'hiver 1941-1942, elle avait montré que l'époque des guerres éclair était révolue.

Britanniques et Soviétiques se retrouvent donc côte à côte, mais leurs relations d'étaient pas très confiantes. Churchill en eut confirmation lorsqu'il se rendit à Moscou, le 14 avril 1942. Staline se plaignait amèrement de supporter seul le poids de la guerre terrestre, et de ne pas recevoir des alliés tout l'équipement dont il avait besoin. Ne lui avait-on pas promis, inconsciemment, que le deuxième front serait ouvert rapidement en Europe ? Churchill eut la mission difficile de lui annoncer que les militaires ne disposeraient pas avant 1943 des moyens nécessaires pour mener à bien une telle opération.

Autre question : l'acheminement du matériel par la route maritime du Nord, la seule alors ouverte mais terriblement dangereuse (un convoi britannique y avait perdu 80 % de ses navires). L'ennemi ne voulait évidemment pas gaspiller ses ressources. S'ensuivit alors un dialogue de sourds entre les deux hommes d'Etat. Staline dit que les



Soldats russes dans les rues de Stalingrad.

Britanniques épargnaient les machines et les hommes tandis que les Soviétiques démunis mouraient par centaines de milliers. Churchill fit remarquer que les convois seraient plus en sécurité si les techniciens et les aviateurs anglais avaient enfin l'autorisation d'installer des bases dans le Nord soviétique. Il développa sans doute cet argument qu'il présenta en ces termes, à son retour de Moscou, à la Chambre des communes (8 septembre) : « La guerre sur mer commande tout le reste. Si nous la perdons, le reste ne servira à rien. » On peut dire aussi qu'en dépit des difficultés l'aide de la Grande-Bretagne et du Commonwealth ne fut pas négligeable. Pour l'année 1941, elle s'élevait à 705 avions, 481 chars, 2 373 véhicules. Pour 1942, 1 960 avions, 2 705 chars, 22 000 véhicules.

La grande visée stratégique des Allemands

Le premier ministre britannique put quand même donner un sujet de satisfaction à Moscou en annonçant le prochain débarquement (8 novembre) en Afrique du Nord. Il y avait d'autres bonnes nouvelles : les Britanniques, battus à Tobrouk en juin, étaient sur le point de prendre leur revanche à El Alamein en octobre avec Montgomery, en attendant que celui-ci fasse sa jonction en janvier avec Leclerc. Quant au débarquement en Europe, la tentative de Diéppe (le 19 août) coïncidait comme par hasard avec le voyage de Churchill en URSS montrant qu'il fallait

encore beaucoup travailler pour réussir. C'est ce que disait le premier ministre dans son discours du 8 septembre aux Communes : « L'engagement de Diéppe a été une rencontre rapide et brutale. C'est une de ces opérations de choc dont la répétition va se poursuivre. C'était un préliminaire indispensable à des opérations de grand style. »

Et, pendant ce temps, Hitler lance sur le front russe la grande offensive qui, croit-il, va lui assurer la victoire totale. La bataille pour Stalingrad a commencé le 17 juillet dans la boucle du Don. Après avoir franchi ce fleuve, les Allemands doivent parvenir à cette ville, et être en mesure d'interdire tout trafic russe sur la Volga. Pourquoi Stalingrad devient-elle l'objectif prioritaire ? Certes il y a un motif psychologique. La Wehrmacht a échoué devant Moscou, et ne peut investir Léningrad. Quel coup d'éclat si elle saisit la « ville de Staline » !

Il y a aussi une grande visée stratégique. Si les Allemands ont pénétré devant les deux capitales, c'est en partie parce qu'ils ont manqué de pétrole. Donc il leur faut s'emparer des ressources du Caucase. C'est aussi parce que Moscou est protégée par des environs boisés. Donc, plutôt que de l'attaquer de front, il faut l'encercler par l'arrière. La prise de Stalingrad donne la maîtrise de l'échiquier. Le commandement allemand fait même de cette ville le centre d'une stratégie planétaire. Il s'agit tout simplement, après avoir enlevé le Caucase, de déferler sur

le Proche-Orient, de prendre le contrôle des puits pétroliers de cette région, d'obliger au passage la Turquie à se lier aux puissances de l'Axe et de faire la jonction entre les armées du front russe et celles de Rommel en Afrique.

Les premières opérations se déroulent conformément au plan. La Wehrmacht s'installe au Caucase, précède le front de l'Est, et le Caucase du Nord, pendant que la VI^e armée du général von Paulus avance sur Stalingrad. Une fois encore, les Soviétiques paraissent surclassés. Les avions allemands peuvent faire jusqu'à trois mille sorties par jour, les soviétiques trois cents seulement. L'attaquant dispose de nombreux chars, l'attaqué en a peu : il ne peut compter que sur l'artillerie installée de l'autre côté de la Volga. Des généraux déconcentrés ne savent que faire. Des soldats déboussolés ne savent où aller. Finalement, ordre a été donné aux forces de l'Axe de prendre possession de la ville le 25 août. Elles ont déjà franchi la Volga au nord et forment un saillant profond de 8 kilomètres. Le 23 août, six cents bombardiers tuent quarante mille personnes à Stalingrad. Quelques jours plus tard, les Allemands franchissent la Volga au sud. Ils sont dans les faubourgs. A la mi-octobre, on peut penser que l'affaire est réglée. Les Russes n'ont plus que trois petites têtes de pont.

Des combats d'une féroacité sans précédent

Comment la déroute d'octobre fut-elle transformée en éclatante victoire ? Quels furent les artisans de ce renversement de fortune ? La contre-offensive fut conçue à l'état-major, sous le contrôle de Staline, par Joukov et Vassilievski, ce dernier étant plus particulièrement chargé de s'assurer des possibilités de mise en œuvre du plan. L'exécution fut confiée aux commandants de fronts (dans la terminologie soviétique, un front correspond à un groupe d'armées). Des armées avaient été récemment reconstituées sous la direction de Tchouikov, avec les restes des batailles précédentes. Depuis septembre, on se disputait la colline de Mamai, le point culminant où Tchouikov avait installé un précieux poste d'observation et de commandement. Assaillants et assaillis se battaient avec acharnement pour prendre ou garder un mètre de terrain. Selon un officier allemand, ces combats étaient « d'une cruauté et d'une féroacité sans précédent ».

La grande contre-offensive commença le 19 novembre. Il y avait trois « fronts » russes : ceux de Rossovski (front du Don), de Vatoutine, et d'Eremenko (front de Stalingrad proprement dit). Selon l'historique officielle soviétique de la guerre, ces trois fronts groupèrent 1 050 000 hommes. Ils disposaient désormais de 900 chars (contre 700 à l'ennemi), de 13 000 canons (contre 10 000) et de 1 000 avions (contre 1 200). D'assaut, le général allemand von Paulus devenait assiégé dans le « chaudron de Stalingrad ».

A quoi tient cette transformation ? Le matériel avait été enfin acheminé dans des conditions inimaginables, la nuit, par la seule voie ferrée, constamment bombardée le jour, et par la Volga. Les

navires évacués de l'autre côté de l'Oural travaillaient enfin à plein rendement, mais on n'avait pas le temps de constituer des réserves : les chars allaient directement de la fabrique au front. En attendant d'utiliser ce matériel, il fallait le camoufler sur un terrain qui n'offrait pas d'abri naturel. Dans les semaines qui précéderont la contre-offensive, le commandement soviétique sut pourtant cacher à l'ennemi l'importance des préparatifs et bénéficier ainsi d'un effet de surprise.

Il faut dire que le gros de l'effort se porta au moment opportun sur les ailes tenues par les Roumains ou les Italiens, beaucoup moins motivés que les Allemands, ce qui accéléra la décomposition du dispositif.

Il faut dire aussi que l'offensive d'été avait coûté cher à la Wehrmacht. Les réserves en vivres et en munitions des troupes enfermées dans le « chaudron » s'épuisaient. Le chef de l'armée, von Paulus, croyait encore aux promesses de Goering qui lui garantissait l'envoi de 500 tonnes par jour. Le flux quotidien ne dépassa pas 100 tonnes et fut de plus en plus réduit.

« Décidés à lutter jusqu'à la mort »

Pendant ce temps, le moral des troupes soviétiques grimpait en dépit de la durée des combats et de l'importance des pertes. Le 6 novembre, les défenseurs de la cité adressaient à Staline leur célèbre serment : « Nous sommes décidés à lutter jusqu'à la mort. Devant Stalingrad, nous défendrons notre patrie... Ici se décide pour le peuple soviétique la question d'être libre ou de ne pas l'être. Nous jurons de ne jamais tenir la gloire des armes russes... Sous ton commandement, nos pères ont gagné la bataille de Tsaritsyne. Sous ton commandement, nous gagnons la bataille de Stalingrad. »

Les Allemands essayèrent bien de briser l'encerclement en envoyant, le 12 décembre, une colonne blindée, sous le commandement de von Manstein. Le premier jour, la colonne avançait de 40 kilomètres. Elle franchit la Mysskova et alla jusqu'à 38 kilomètres du « chaudron », mais fut repoussée par Malinovski, alors commandant d'une armée. Pendant quelques jours, von Paulus avait eu la possibilité de sortir du piège en rejoignant la colonne blindée... Obéissant aux ordres de Hitler, il refusa de quitter la place et laissa passer l'occasion de sauver sa troupe.

Il y avait encore dans la ville et ses faubourgs 195 000 Allemands dont 27 généraux. Paulus rejeta, le 8 janvier, un ultimatum soviétique lui demandant de capituler pour éviter des sacrifices inutiles. Le 17, il rejeta une nouvelle offre de reddition, malgré l'avis de plusieurs de ses généraux. Le 31, il était promu maréchal (Hitler croyait qu'un maréchal ne se rend jamais), mais au même moment il finit par céder. Du sous-sol de l'Université qui lui servait de QG, il fit savoir qu'il était à bout de forces. Un simple lieutenant, Piotr Mikhaïlovitch Eltschenko, posté avec ses hommes de l'autre côté de la rue, vint s'assurer des intentions du grand vaincu. Celui-ci refusa d'abord de négocier avec un officier de rang si modeste, mais il n'avait plus le choix. Il fut ensuite conduit, prisonnier, auprès de généraux soviétiques de son niveau. Il y eut encore des combats jusqu'au 2 février. Quand fut achevée cette bataille, les Allemands furent faits prisonniers ou tués. Les Russes firent revenir aussi vite que possible leurs troupes envoyées au Caucase. C'est à Stalingrad que la seconde guerre mondiale a fait demi-tour, le 2 février 1943.

La ville martyre est entrée dans l'histoire et la légende. Son nom fleurit sur d'innombrables plaques de rues dans le monde. Un nom qui a fait problème dix-neuf ans plus tard lorsque Khrouchtchev dénonça publiquement devant le XXII^e congrès du PC les crimes de Staline. Il fut alors décidé de retirer du mausolée le corps de l'ancien dictateur, et aussi, ce qui était le plus difficile, de débaptiser « sa » ville. La glorieuse Stalingrad devint Volgograd (on n'allait pas toutefois jusqu'à parler de la « bataille de Volgograd »). La presse du monde entier fit ses manchettes avec cette taille nouvelle. A Moscou, l'information fut brièvement présentée dans un entrefilet que la Pravda publia en page 2 sous ce titre admirable : « A propos d'une ville sur la Volga ».

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

LAURENT FABRIS

FABRIS

ANNE PAR
OLIVIER MAZOUZ

20230
DURANCE
BOULEVARD

RTL

هكزان النمل

ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : les quinze premiers jours de M. Clinton à la présidence

Gouverner au centre

WASHINGTON
de notre correspondant

Les premiers accords d'une première quinzaine à la Maison Blanche ont parfois occulté la direction prise par la nouvelle administration d'un grand débat de société économique et social. Comme promis durant la campagne, le président Bill Clinton gouverne au centre.

La polémique sur la lutte contre les discriminations des homosexuels sous l'égide de l'armée a pu brouiller les cartes, donner l'impression d'un grand débat de société lancé par un président appartenant à la génération des « baby-boomers », celle de l'après-guerre. Aussi vite retombée qu'elle avait fait la « une », cette polémique paraît plus avoir passionné la presse que l'opinion. La Maison Blanche s'est empressée de reporter à six mois une affaire mal gérée et la présidence a mis en avant l'essentiel du programme Clinton : les dossiers économiques et sociaux.

Le président a enregistré vendredi 5 février un premier succès législatif avec le vote par le Sénat, après un passage confiant à la Chambre des représentants, d'une loi sur le congé parental et médical. Deux fois repoussé par le président George Bush, ce texte accorde quinze semaines de congé non payé, à l'occasion d'une naissance ou d'une maladie grave, à tous les salariés d'une entreprise de plus de cinquante personnes. C'est une réforme très populaire dans la classe moyenne - en principe la « base » électorale de M. Clinton - et qui concerne plus de la moitié des salariés américains.

Soucieux de satisfaire un des piliers traditionnels du parti, les syndicats, M. Clinton a entrepris de démanteler une partie de l'héritage de douze années de présidence républicaine dans ce domaine. Il a annulé deux réglementations qui



déplaçaient fortement à des syndicats qui ne regroupent plus que 16 % des salariés américains. M. Clinton a abrogé un décret limitant la possibilité pour les syndicats de collecter parmi leurs adhérents des fonds à des fins politiques. Il a aussi annulé une réglementation restreignant le pouvoir des syndicats au sein des entreprises travaillant pour des marchés publics.

Le poids d'Hillary Rodham Clinton

Il envisage, enfin, de revenir sur ce qui fut un des temps forts, en tout cas un des épisodes très symboliques de l'ère Reagan : l'interdiction faite à toutes les administrations d'embaucher un seul des contrôleurs sérieux qui, contrai-

ment à la loi, s'étaient mis en grève en 1981 et furent licenciés par le président Ronald Reagan.

Au chapitre « société », outre la bataille sur les homosexuels, le président Clinton a entamé son mandat en abrogeant, à son tour, un autre partie de l'héritage républicain : les différentes réglementations limitant l'accès à l'avortement dans les cliniques et centres de soins familiaux publics.

Parallèlement, il confiait à sa femme, Hillary, la tâche de coordonner les efforts en cours dans différents départements ministériels pour réformer un système de santé passablement malade : celui de la médecine privée et publique en hausse constante, cependant que près de quarante millions d'Américains ne disposent pas de la moindre assurance médicale.

Cette délégation de pouvoir - de la part du président à son épouse - représentait un geste sans précédent, et pour le coup très « baby-boomer » ou « démocrate » de la nouvelle génération. A en croire les sondages et les commentaires de la presse, c'est une initiative qui est, pour l'instant, fort bien acceptée par l'opinion. Hillary Rodham Clinton - elle tient à la mention de son nom de jeune fille devant celui de son mari - s'est rendue, jeudi, au Congrès pour débattre, avec les chefs de la majorité et de l'opposition, du dossier dont elle a la charge.

Démarche exceptionnelle de la part d'une femme de président, qui lui a valu la « une » et ce commentaire du *New York Times* : « Volontairement payée, sans fonction gouvernementale officielle, M. Clinton est néanmoins en passe d'émerger comme un des plus importants conseillers de la Maison Blanche en politique intérieure ». A peine si quelques ténéraires caricaturistes ont osé lui reprocher d'avoir interdit à qui que ce soit de fumer à la Maison Blanche. Si ce conseil de premières initiatives correspond au profil attendu d'un président démocrate, M. Clinton pourrait, en revanche, être plus conservateur en matière économique et budgétaire.

Servi par une conjoncture plus brillante que prévu, il prépare pour le 17 février un plan qui devra tout à la fois assurer que la reprise ne s'essouffie pas et entamer le déficit budgétaire. M. Clinton s'engage prudemment. A un « paquet » de relance de quelque 30 milliards de dollars (investissements publics et incitations fiscales à l'investissement privé), doit correspondre un train de réduction des dépenses et d'augmentation des recettes de l'Etat : coupes dans le budget de la défense ; imposition des pensions de sécurité sociale des personnes âgées au revenu confortable ; enfin, peut-être, taxe sur la consommation d'énergie.

Cela veut dire autant de batailles en perspective avec certains des plus puissants groupes de pression du pays : le Pentagone, les associations représentant le troisième âge et les syndicats de camionneurs (dans l'hypothèse d'une taxation des carburants). L'équipe Clinton s'y prépare avec une politique de communication qui lui a très bien réussi durant la campagne : passer par-dessus les intermédiaires traditionnels - en gros, la presse - pour s'adresser directement au pays lors d'émissions télévisées taillées sur mesure.

Sur une grande chaîne, le président doit répondre mercredi prochain, en direct, aux questions que les Américains voudront bien lui poser... juste avant une prestation du chanteur Michael Jackson ; le 20 février, M. Clinton répondra, cette fois, durant 90 minutes et toujours en direct, aux questions des enfants. Dans un cas comme dans l'autre, le président évite les questions de la presse. C'est une stratégie très réaganienne, qui explique sans doute que M. Clinton a souvent une « cote » plus basse dans la presse que dans l'opinion, ce dont il paraît bien s'accommoder.

ALAIN FRACHON

Dynamique de groupe pour les collaborateurs du président

M. Bill Clinton a eu recours aux services de deux psychologues lorsqu'il a réuni ses principaux collaborateurs, y compris les membres de son cabinet, le week-end dernier dans la résidence présidentielle de Camp David isolée dans les montagnes du Maryland, et a révélé vendredi 5 février le *Washington Post*. Les participants étaient invités à raconter une anecdote tirée de leur vie personnelle afin que les uns et les autres se connaissent mieux.

M. Clinton a lui-même expliqué comment, lorsqu'il avait cinq ou six ans, il avait eu les quintes de ses camarades en raison de son caractère. Cet exercice aurait dû rester confidentiel, mais plusieurs des invités ont trahi le consigne.

Le voyage du pape Jean-Paul II plaide la « réconciliation » en Ouganda

Après une première escale au Bénin, le pape est arrivé, vendredi 5 février, en Ouganda, où il a prôné la « réconciliation » nationale et le respect des droits de l'homme. L'Ouganda, ancienne colonie britannique de l'Afrique de l'Est, reste marqué par les séquelles des dictatures et des guerres civiles.

KAMPALA

de notre envoyé spécial

« Réconciliation » : tel est le message que Jean-Paul II, à peine débarqué à l'aéroport d'Entebbe, est venu apporter à l'Ouganda, un pays encore convalescent, marqué par les séquelles du régime d'Idi Amin Dada et celles d'une guerre civile - désastres qui, à eux deux, ont fait près de 800 000 morts. Et, même si le pays reste sur les listes rouges d'Amnesty International, notamment dans les zones de guérilla où la chasse aux insurgés est une excuse souvent invoquée, le pape progresse vers la démocratie, en dépit du marasme économique et des crispations sporadiques du pouvoir en place. Nouvelle Constitution et élections sont au programme, pour l'année prochaine au plus tard, en principe.

Aussi, au président Yoweri Museveni, ex-quérillero arrivé au pouvoir en 1986, le pape a rappelé que « en cette période cruciale de reconstruction, non seulement sur le plan économique, mais aussi pour ce qui constitue la fibre même de la nation », personne ne peut ignorer que « les Ougandais doivent chercher à se réconcilier et travailler ensemble, au sein d'une société dans laquelle le respect de la personne humaine et de ses droits doit être la règle pour tous ».

Réconciliation nationale donc, qui s'est déjà amorcée avec le retour de certains des 500 000 Asiatiques et Indiens jadis chassés par Idi Amin. Dans cet effort, les chrétiens (60 % de la population), et surtout les catholiques (40 %), ont un rôle primordial à jouer. L'engagement « social » de l'Eglise, particulièrement active et

« intégrée » en Ouganda, face au sida ou aux problèmes des réfugiés, doit être un des thèmes majeurs de la visite papale.

Le pèche de l'esclavage

Réconciliation, aussi, avec le communisme international, à l'heure où s'estamptent les vieux calculs dont l'Ouganda, de par sa position-clé en Afrique, a été souvent l'objet. Comme pour répondre aux interrogations du chef de l'Etat, qui avait lancé, un jour, cette boutade célèbre : « Pour régler les problèmes de l'Afrique, il faudrait que les étrangers ne s'occupent plus de nous pendant au moins trente ans », le pape a évoqué « une nouvelle solidarité » à créer. « L'Afrique », a dit Jean-Paul II, doit trouver la place qui lui revient en propre. Chacun de ses nations a droit à une aide désintéressée, pour assurer sa propre indépendance. Est-ce un vain espoir, s'est interrogé le pape, de penser que cette visite, à sa façon, servira à rendre plus consciente l'opinion politique des pays développés, de leur responsabilité envers l'Afrique ?

Réconciliation enfin avec le passé, ce passé d'esclavage, auquel, durant ses précédents voyages (au Sénégal, l'année dernière, comme à Saint-Domingue, cet hiver), le pape a déjà fait allusion. Le problème lui tient à cœur. Aussi n'est-ce pas un hasard si, à Cotonou (Bénin), au moment de s'envoler vers l'ancien royaume de « Bouganda » - dont les princes réduisaient en esclavage les tribus voisines, pour acheter des fusils aux blancs, - il a tenu à mentionner ce mémorial de la mauvaise conscience occidentale que sera la conférence internationale, prévue prochainement au Bénin sous l'égide de l'OUA et de l'UNESCO, sur le thème « La route des esclaves ». Le pape a déclaré que l'esclavage est « un drame (...) qui ne cesse de hanter la mémoire de l'Afrique », et fut « un pèche de l'homme contre l'homme, un pèche de l'homme contre Dieu ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk a présenté son projet de Charte des libertés fondamentales

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Comme il l'avait annoncé à l'ouverture de la session parlementaire (le Monde du 2 février), le président Frederik De Klerk a rendu public, vendredi 5 février, son projet de Charte des libertés fondamentales, destiné à « protéger le citoyen contre l'arbitraire » des pouvoirs législatifs ou exécutifs. Le gouvernement a aussi saisi l'Assemblée d'un projet de loi sur l'égalité des sexes, visant à réprimer le harcèlement sexuel et à interdire toute discrimination - notamment en matière d'emploi - fondée sur la sexe, le statut matrimonial ou la grossesse.

La Charte ne figurera pas au menu des travaux parlementaires. Les propositions gouvernementales qui la constitueront devront d'abord être amendées ou enrichies, lors des prochaines négociations constitutionnelles entre les différents partis. Tel qu'il est, le projet de Charte apparaît d'abord comme une critique du système juridique antérieur. « Notre histoire, reconnaissent les rédacteurs du texte, montre qu'un système constitutionnel qui accorde de larges pouvoirs au Parlement ne constitue pas, en soi, une garantie pour la protection des droits fondamentaux (...) Tant que le système n'est pas fondamentalement réformé, il n'y a aucune garantie qu'il n'en sera pas de même dans l'avenir ».

Fort de ce constat, les initiateurs du projet ont élaboré un catalogue détaillé des droits et libertés propres à garantir le citoyen contre d'éventuels empiètements du futur pouvoir : égalité devant la loi sans considération de race, de langue, de sexe, de religion, d'origine ethnique ou sociale ; liberté d'association, de parole, de manifestation et de culte ; droit à la propriété ; droit de grève ; droit au travail et à une rémunération décente ; droit à parler sa langue maternelle et à vivre sa culture d'origine, etc.

En présentant ce texte, le gouvernement n'a pas manqué de souligner qu'il était la preuve de sa volonté de changement, en même temps que la garantie de son aptitude à le conduire. Cet engagement gouvernemental n'est sans doute pas exempt d'arrière-pensées. Alors que se rapprochent les échéances électorales, le gouvernement d'abord voulu rassurer une clientèle blanche, soucieuse de garantir des droits si longtemps refusés à d'autres, et faire bonne figure devant la communauté internationale.

GEORGES MARION

Maison Blanche cherche juriste respectant la loi...

WASHINGTON
de notre correspondant

Maison Blanche cherche désespérément juriste de haut niveau, si possible démocrate, de préférence femme mais, surtout, surtout, respectant la loi, pour poste d'attorney général (ministre de la justice) ; durée du poste, en principe quatre ans.

Le président Bill Clinton n'a évidemment pas de chance avec son offre d'emploi. Après qu'une première candidate, M. Zné Baird, eut été obligée de se résigner pour avoir violé la loi en employant un couple d'immigrés clandestins, une deuxième juriste pressentie pour ce poste, M. Kimba Wood, vient de faire de même. La raison invoquée est à peu près identique : la juge Wood (quarante-neuf ans), candidate d'une cour fédérale à New-

York, avait employé comme garde d'ordonne une immigrante en situation irrégulière. A vrai dire, elle l'avait fait dans des conditions qui, à l'époque (1980-1987), n'étaient pas totalement contraires à la lettre d'une législation extrêmement complexe.

Mais, cette fois, M. Clinton et l'administration n'ont pas voulu prendre de risques. Ils ont décidé d'arrêter la procédure de sélection à ce stade, avant que M. Wood ait à subir, comme M. Baird, l'examen de passage de sa candidature devant le Sénat. Prudent, le président Clinton étudie, parallèlement, deux autres candidatures : celle d'un avocat de Washington, M. Charles Ruff, et celle d'un ancien gouverneur de Virginie, M. Gerald Baliles. Reste à connaître le statut de leur personnel de maison.

Al. Fr.

Les relations entre Washington et Ottawa

M. Clinton et M. Mulroney ont surtout parlé d'économie lors de leur première rencontre

Le président Clinton et le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, se sont rencontrés, pour la première fois, vendredi 5 février à Washington. M. Mulroney est le premier chef de gouvernement étranger reçu à la Maison Blanche depuis l'entrée en fonctions du président.

Les deux hommes ont surtout parlé d'économie et principalement de l'accord de libre-échange en Amérique du Nord (NAFTA), signé le 7 octobre 1992, à San-Antonio, au Texas, par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, qui prévoit la suppression des barrières douanières entre les trois pays, au cours des quinze prochaines années.

L'arrivée à la Maison Blanche du démocrate Bill Clinton, dont le soutien à des échanges réellement libres est parfois mis en doute, a soulevé des inquiétudes à Ottawa comme à Mexico. M. Clinton ne demande pas une renégociation de l'accord, mais il prévient que le traité n'entrainera en application qu'une série de négociations sur l'environnement, la protection des salariés et les exportations du

Mexique vers ses deux partenaires d'Amérique du Nord. Au terme de trois heures d'entrevue, le premier ministre canadien s'est cependant déclaré « vraiment rassuré par la position du président américain ». (AFP, UPI)

Le président Clinton envisage des mesures « plus énergiques » contre l'Haïti. Les Etats-Unis s'engageront dans une « voie plus énergique » pour restaurer la démocratie en Haïti en cas d'échec des efforts diplomatiques, a déclaré le président Clinton, vendredi 5 février, au cours d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre canadien Brian Mulroney. Estimant que les droits de l'homme doivent « être respectés et, pour une période transitoire, protégés » à Haïti, le chef de la Maison Blanche s'est également déclaré « déçu » de voir l'actuel premier ministre haïtien Marc Bazin refuser l'envoi dans son pays de « quelques observateurs de pays tiers », contrairement à ses engagements. Le président haïtien déchu Jean-Bertrand Aristide avait, plus tôt, été reçu par le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher. (AFP)

EN BREF

■ **PÉROU** : une soixantaine de morts en vingt-quatre heures. - Au moins seize personnes ont trouvé la mort vendredi 5 février, lors d'incendies attribués à la guérilla maoïste du Sentier lumineux, selon la police. L'organisation manifeste est engagée depuis treize ans dans une lutte armée qui a fait plus de 26 000 victimes. Dans un rapport publié jeudi à Lima, un institut indépendant estime que le Sentier lumineux n'a pas été anéanti par l'arrestation de son chef historique, Abimael Guzman, en septembre dernier. - (AFP, Reuters, UPI)

■ **PANAMA** : un mouvement de guérilla révolutionnaire des trois missionnaires américains. - Un mouvement de guérilla panaméen inconnu, l'Avent-Garde patriotique du 20 décembre (VPT 20), se réclamant de l'ancien président Omar Torrijos, a revendiqué l'enlèvement, le 31 janvier, de trois missionnaires américains dans l'est du Panama, dans un document parvenu à l'AFP vendredi 5 février. Le VPT 20 accuse les missionnaires de l'Ordre Nouvelle (tribus David Manchen, Richard Tenenoff et Marc Rich, d'être « des agents de la CIA » et précise que tous trois se trouvent en territoire colombien, gardés par l'organisation de guérilla Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC). - (AFP)

■ **COLOMBIE** : prolongation de

l'état d'urgence. - Le président colombien Cesar Gaviria a annoncé, vendredi 5 février, une prolongation de 90 jours de l'état d'urgence décrété le 8 novembre, ainsi que des mesures destinées à encourager les citoyens à collaborer avec la justice. Les délinquants qui fournissent des informations conduisant à l'arrestation des responsables du trafic de drogue et des chefs de la guérilla bénéficieront d'une remise de leur peine de prison pouvant aller jusqu'à l'amnistie. Ils seront par ailleurs incarcérés dans des établissements militaires, afin de bénéficier d'une meilleure protection contre d'éventuelles représailles. La prime offerte pour la capture du chef du cartel de Medellín toujours en fuite a été portée à 7 millions de dollars, après la récente recrudescence d'attempts meurtriers qui l'aurait commandité. - (AFP, UPI)

■ **ALGÉRIE** : ouverture du procès de l'ancien chef d'Etat-major. - Prévu à huis-clos, le procès du général Mustapha Beloucif, ancien chef d'Etat-major de l'armée algérienne, devait s'ouvrir, samedi 6 février, devant le tribunal militaire de Blida. Considéré comme l'homme de confiance de l'ancien président Chadli Bendjedid, le général Beloucif est notamment accusé d'avoir détourné une somme de près de 35 millions de francs (de devises) et de 2,5 millions de dinars (625 000 francs)

prélevés sur les fonds de l'Etat. - (AFP)

■ **MAROC** : quatre partis se retirent de la commission électorale. - Pour protester contre le « climat politique tendu » et des manquements dans la préparation des élections législatives prévues pour le 30 avril, quatre partis d'opposition formant le « bloc démocratique », ont décidé de suspendre leur participation à la commission nationale chargée de superviser le scrutin, a-t-on appris vendredi 5 février à Rabat de source bien informée. Il s'agit de l'Union socialiste des forces populaires (le Monde du 3 février), de l'Isiqlal, du Parti du progrès et du socialisme et de l'Organisation pour l'action démocratique et populaire. - (AFP)

■ **RECTIFICATION** : Dans l'article consacré à M. Robert Denard, l'ancien mercenaire de retour en France (le Monde du 2 février), s'est par erreur qu'a été évoquée une « attaque » du palais présidentiel, aux Comores, par les opposants au régime, le 26 novembre 1989. Aucune manifestation politique n'avait précédé l'assassinat du président Ahmed Abdallah, commis dans des circonstances encore mystérieuses et dans lequel ne sont impliquées, à ce jour, que les personnes présentes sur les lieux - dont M. Denard, alors patron de la garde présidentielle.

EUROPE

Estimant nécessaire une collaboration avec la Russie

M. Bill Clinton confirme ses « réticences » sur le plan de paix en Bosnie

M. Bill Clinton a confirmé publiquement, vendredi 5 février, les réserves américaines sur le plan de paix soumis par les médiateurs internationaux aux belligérants de Bosnie-Herzégovine et a souligné par ailleurs la nécessité d'un plan plus acceptable avec l'aide de la Russie.

« J'applaudis l'effort entrepris... [Mais] les États-Unis ont pour l'instant des réticences à imposer aux belligérants un accord avec lequel ils ne sont pas d'accord », a dit le président américain à propos du plan mis au point par MM. Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE). Ce plan prévoit le redécoupage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces autonomes - trois à dominante serbe, trois à dominante croate, trois à majorité musulmane et une province de Sarajevo - placées sous le contrôle souple d'un pouvoir central.

Le président Clinton s'est exprimé pour la première fois aussi nettement sur ce projet au cours d'une conférence de presse donnée aux côtés du premier ministre canadien Brian Mulroney. Ce dernier a déclaré que le Canada souhaitait « une participation plus importante des États-Unis mais aussi du président [russe] Boris Eltsine » à la

recherche de la paix en Bosnie. M. Clinton a, pour sa part, estimé que le plan de MM. Vance et Owen pourrait léser les musulmans de Bosnie, qui ont perdu des territoires au profit des Serbes et sont victimes de la politique de « purification ethnique ». Il a insisté sur la nécessité d'une collaboration avec la Russie. « S'il doit y avoir une solution diplomatique et politique à long terme, nous avons vraiment besoin de la participation du président Eltsine et du soutien de la Russie », a-t-il dit.

Le chef de la diplomatie bosnienne, M. Haris Silajdzic (un musulman) s'est quant à lui de nouveau élevé contre ce projet. « Ce que nous ne pouvons accepter c'est la partition ethnique de notre pays et l'abolition de notre gouvernement. Non seulement le plan Vance-Owen n'est pas une promesse de paix, mais il contient les germes de nouvelles violences », a-t-il affirmé devant une commission du Congrès américain. Au siège des Nations unies à New York, les Serbes de Bosnie ont apparemment durci leur tour leur position vis-à-vis du redécoupage de la République. « Ils [les Serbes] ont de sérieux problèmes à propos du redécoupage, qu'ils n'avaient pas exprimé ouvertement à Genève », a déclaré un diplomate informé des entretiens des médiateurs avec M. Radovic Karadzic, le chef de la communauté serbe de Bosnie. Le premier ministre

de Bosnie, M. Mile Almadzic (un Croate), a, de son côté, déclaré : « Nous négocions depuis un an et nous n'avons pas besoin d'un nouveau plan. Des accords comme les États-Unis devraient jouer un rôle plus important ». Seuls, les Croates de Bosnie ont, jusqu'à présent, accepté l'ensemble du plan de MM. Vance et Owen.

Les deux médiateurs ont immédiatement réagi aux déclarations de M. Clinton pour les déplorer. « L'espérance que M. Clinton va l'étudier davantage, le crois que quand il l'aura fait, il se rendra compte que c'est le meilleur plan que l'on ait proposé », a déclaré M. Vance en quittant le siège des Nations unies après trois heures d'entretiens, qu'il a qualifiés d'« utiles », avec le ministre bosnien des affaires étrangères.

Lord Owen a, de son côté, déclaré que les États-Unis ne soutiennent pas le plan et les a invités à jouer un rôle plus actif dans le règlement de cette crise. « Les États-Unis ne peuvent pas à la fois bloquer le seul plan de paix existant et déclarer qu'il est insupportable et qu'ils ne participeront à aucune force de maintien de la paix de l'ONU », a-t-il dit dans un entretien à la BBC.

« Nous avons souligné auprès des États-Unis que ce plan avait été approuvé par le conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne et qu'il était

appuyé par la Fédération russe ainsi que par la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU. Washington doit vivre dans la communauté internationale », a ajouté lord Owen.

Ce dernier ainsi que M. Vance devaient poursuivre leurs contacts avec toutes les parties pendant le week-end, au cours de réunions séparées, tandis que la Grande-Bretagne a rappelé, quelques heures seulement avant les déclarations du président Clinton, qu'elle soutenait « totalement et sans réserve » le plan des deux médiateurs. - (AFP, Reuters)

Un nouvel exode de musulmans de l'est de la Bosnie, selon le HCR. - Entre 3 000 et 5 000 personnes, pour la plupart des musulmans, ont quitté ces derniers jours la Tuzla (nord-est de la Bosnie), après avoir fui les zones de Zvornik et Kamenica (est) contrôlées par les Serbes, a indiqué, vendredi 5 février, à l'AFP, M. Peter Kessler, porte-parole de Zagreb du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. « La plupart des réfugiés ont parcouru à pied les 40 km les séparant de Tuzla et certains d'entre eux sont morts de faim et de froid en cours de route », a précisé M. Kessler. Un convoi du HCR chargé de 300 tonnes d'aide humanitaire devait quitter samedi Belgrade pour Tuzla. - (AFP)

ARMÉNIE

Cent mille personnes manifestent à Erevan contre la pénurie

Près de cent mille personnes, selon les estimations de la police locale, ont manifesté, vendredi 5 février, dans le centre d'Erevan, exprimant leur exaspération face à la situation d'apoplexie du pays, voire leur colère contre le président Levon Ter-Petrosian, dont le départ fut réclamé.

C'était la plus importante manifestation d'opposition depuis l'indépendance de ce pays, qui affronte le gel en étant pratiquement privé d'énergie, de gaz, de transports, de téléphone ou de journaux.

A Erevan, on coupe les arbres pour se chauffer, on abat les mentes de chiens errants affamés et les boulangeries manquent de farine comme de combustible.

Des partis d'opposition, notamment l'Union pour l'indépendance nationale, ont réclamé vendredi des élections anticipées, alors que le président mène des consultations pour former un nouveau gouvernement.

Il avait limogé mardi son premier ministre Khosrov Haroutiunian.

o Échec des négociations entre experts hongrois et slovaques sur le barrage de Gabčíkovo. - Des experts hongrois et slovaques réunis à Budapest ne sont pas parvenus à un accord sur le régime de la répartition des eaux du barrage controversé de Gabčíkovo-Nagymaros, a-t-on indiqué vendredi 5 février. - (AFP)

o OUBÉKISTAN : nouveau pro-

tiennisme, après une volte-face de cet ancien apparatchik sur la manière de sortir le pays du marasme.

Mais la crise était due avant tout au blocus subi en raison de la guerre avec l'Azerbaïdjan, comme des conflits interethniques en Géorgie - pour lesquels aucune solution n'est en vue - les dirigeants de l'opposition, qui critiquent en général la « modification » du pouvoir arménien face à Bakou, se doivent guère être tentés par une entrée au cabinet, dans l'hypothèse où le président se déciderait à la leur proposer.

En Azerbaïdjan, les rivalités politiques internes ont aussi entraîné la semaine dernière, la démission du premier ministre Rakhim Gousseinov, ancien apparatchik qui dénonçait l'emprise totale du président sur les ministres. Aucune date n'est fixée à Bakou pour des élections législatives dont la tenue était envisagée pour février.

S. Sh.

La mémoire du goulag

Suite de la première page

Dans son minuscule local, quelques bénévoles viennent en aide à ceux, très souvent des gens âgés, qui tentent d'obtenir des renseignements sur tel ou tel membre de leur famille disparu il y a longtemps. Arsen Roginsky, quarante-sept ans, se veut être tout historien : « Tous les historiens professionnels, membres du Parti communiste, ont totalement falsifié les faits. Toutes les recherches ont été censurées. »

Aiors, pratiquement tout seul, il tente, grâce aux archives qu'il peut consulter ou aux témoignages personnels, de reconstituer une autre histoire. « Ce qui est frappant, c'est la permanence d'une certaine résistance populaire contre le régime. Ici une grève dans une entreprise, là une distribution de tracts. Sachez-vous que, durant les dernières années du règne de Staline, plus de 20 000 tracts opposés au dictateur ont été distribués ? La flamme, la toute petite flamme, a été maintenue. »

Mourir tranquille

« Non, je n'ai pas envie de vous voir. Comprenez-moi : je veux mourir tranquille ! » Il n'est pas facile de rencontrer des rescapés des camps staliniens, dont une centaine de milliers sont encore en vie dans toute l'ex-URSS. La plupart, en effet, semblent avoir décidé, dès leur retour de captivité, de se taire une fois pour toutes. Et les changements politiques en cours en Russie n'ont pas modifié leur état d'esprit. Comme la dit, avec une ironie grinçante, une dissidente des dernières années : « C'est comme ça, dans ce secteur, c'était moins idéologues ». J'avais peur chaque fois que je devais changer de travail. C'est ça, il a été « indemnisé » : « Nous avons reçu deux mois de salaire en 1956, mais, comme il y avait eu des réformes monétaires entre-temps, cela équivalait à un litre de lait ! »

Depuis 1985 et l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, des milliers, timides, ont commencé d'être pris en compte dans les services publics ou la création d'un réseau spécial de magasins. « Quand on pense, s'exclame Arsen Roginsky, que le goulag a participé pour près de 50 % à la production industrielle du pays, il y aurait peut-être un moyen de récupérer quelque chose ! »

Non contents de ne jamais avoir été vraiment indemnisés matériellement, les anciens prisonniers sont, souvent, en butte aux réclammations de leurs compatriotes. « Souvent, dans les magasins créés spécialement pour nous, mais aussi pour les anciens combattants du même

Accusé de propagande antioviétique et d'intentions terroristes, il échappa à la peine de mort et échappa de vingt-cinq ans de camp. Envoyé en Kazakhstan, dans un goulag des steppes, où 15 % des prisonniers mouraient chaque année, il se laissa d'émietter avec un juif autrichien qui, pour fuir le nazisme, se retrouve en Pologne pour finir, après encore bien des vicissitudes, condamné, avec toute sa famille, à quinze ans de travaux forcés par les Russes. « Il a été libéré avant moi, mais n'a pas eu le droit de quitter la région. Bien plus tard, ses descendants m'ont demandé de tenter de retrouver sa trace. Je n'ai pas réussi », raconte Arsen Feldman, la voix cassée.

Un litre de lait comme indemnisation

Libéré, et même « réhabilité » en 1958, Arsen Feldman connaît alors les effres de tous ceux qui ont passé par les camps : c'était devenu un citoyen de seconde zone. Je ne pouvais pas sortir du pays. Je savais que ma carrière était définitivement terminée, qu'il n'était pas question de me servir de mes connaissances économiques. Alors, je suis devenu technicien, car, dans ce secteur, c'était moins idéologues. J'avais peur chaque fois que je devais changer de travail. C'est ça, il a été « indemnisé » : « Nous avons reçu deux mois de salaire en 1956, mais, comme il y avait eu des réformes monétaires entre-temps, cela équivalait à un litre de lait ! »

Depuis 1985 et l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, des milliers, timides, ont commencé d'être pris en compte dans les services publics ou la création d'un réseau spécial de magasins. « Quand on pense, s'exclame Arsen Roginsky, que le goulag a participé pour près de 50 % à la production industrielle du pays, il y aurait peut-être un moyen de récupérer quelque chose ! »

Non contents de ne jamais avoir été vraiment indemnisés matériellement, les anciens prisonniers sont, souvent, en butte aux réclammations de leurs compatriotes. « Souvent, dans les magasins créés spécialement pour nous, mais aussi pour les anciens combattants du même

les gens du KGB, raconte Arsen, nous nous faisons insulter par des gens qui nous disent : « Mais où étiez-vous pendant que nous faisions la guerre ? ». Il n'est pas facile non plus d'appréhender qu'un ancien général du KGB s'occupe désormais des victimes de la répression, soupire l'ancien prisonnier, dont la conclusion se passe de tout commentaire : « La question sera bien résolue un jour, lorsque nous serons tous morts ! »

« Nous ne sommes pas des victimes »

« Nous ne sommes pas des victimes, nous sommes les persennés de l'histoire actuelle encore en action. » Tatiana Velinkova, l'impressionnante de douce détermination, fait partie de la deuxième vague des prisonniers politiques, de ceux qui se sentent « persennés ». En 1971, elle entra dans le groupe d'indépendance pour un mouvement des droits de l'homme créé au printemps 1969 par quinze personnes, dont la moitié seront arrêtées dès l'été suivant. Le 30 octobre 1979, jour que les dissidents avaient choisi pour rendre hommage à tous les prisonniers politiques, elle participe à une réunion chez Andreï Sakharov.

Arrêtée le lendemain, elle passe onze mois à la prison de Lefortovo, puis trois ans dans un camp pour femmes en Moldavie et, enfin, quatre années et demi d'exil en Kirghizie. Du premier au dernier jour, Tatiana Velinkova a toujours refusé d' signer aucun document. « Au printemps 1987, le procureur est venu me voir en me disant qu'un processus de libération était en cours mais qu'il fallait que je demande moi-même ma libération. Je n'ai rien voulu savoir et je le lui ai refusé. Je n'aurais jamais enfreint aucune loi et qu'il n'y avait donc aucune raison pour que je fasse amende honorable. J'ai eu raison, car certains ont signé de telles demandes en s'engageant à ne plus rien faire contre la loi. Eh bien, après, ils ont été présentés comme ayant transgressé la Constitution ! »

Si elle attend toujours l'indemnisation matérielle promise - elle a déjà obtenu la jouissance d'un appartement - Tatiana Velinkova a recommencé à travailler comme professeur de mathématiques. « Il y a un certain respect pour les anciens prisonniers politiques, assure-t-elle. Ainsi, le jour de la mort de Sakharov, la directrice de l'école m'a spontanément proposé de parler aux enfants. Ils ont été très attentifs, et cela m'a beaucoup ému de voir ces enfants de dix ans me témoigner comme une sorte de reconnaissance. Elle insiste aussi beau-

coup sur le réseau, « de plusieurs centaines de personnes », qui, dans les temps difficiles, luttaient pour les droits de l'homme. Si elle a un seul regret, c'est peut-être de n'avoir pas été assez prudente.

Faut-il juger ceux qui l'ont mise en prison ? « Nous n'avons jamais lutté contre les hommes, dit-elle en souriant, mais contre la machine totalitaire. » Continuerait-elle à militer ? « Dès que je suis sortie de prison, j'ai réfléchi et ai conclu que, désormais, nous aurions besoin d'un combat politique avec d'autres personnes pour la poursuite de la préparation des élections par exemple. Nous, notre combat était d'abord moral. A l'heure actuelle, peut-on imaginer un retour du totalitarisme ? Je ne le crois pas. D'ailleurs, le chaos actuel a quelque chose de positif, il prouve que la machine a été cassée. »

« Tu es en prison pour nous tous ! »

Fait-fils d'un écrivain mort en 1988, qui avait tenté de fonder un mouvement démocratique dans les années 60, Alexis Smirnov, quarante-deux ans, sage dans son costume éraillé, est exclu, en 1988, de son institut de recherches pour avoir fréquenté des « personnes mal voyées ». Il finit son service militaire dans un hôpital psychiatrique et, en 1977, fut l'un des fondateurs de la défense des droits de l'homme dans le groupe entourant Sakharov.

Il est arrêté le 10 décembre 1982 et conduit à la prison de Lefortovo. Lui non plus ne dira rien, ne signera aucun papier, en dépit d'un interrogatoire de plus de six heures. De même, il continuera son opposition passive lors des neuf mois qu'il passera dans la prison de Lefortovo. « J'ai quand même refusé de faire sortir un mémorandum de ma cellule », raconte-t-il aujourd'hui, encore ému du bon tour qu'il a joué au KGB.

Inculpé de « propagande antisoviétique », il est condamné à six ans de camp à quatre ans d'exil. Dans le train qui l'emmène à Perm, où étaient les camps à la plus sinistre réputation, les prisonniers de droit commun lui offrent du thé, lui serrent la main : « Tu es en prison pour nous tous ! » Quand ils l'ont ammené, les gens étaient indignés, raconte Alexis. Le camp a été ma vraie université. Il y avait des gens de différentes nationalités, et là, j'ai commencé à me demander ce que cela voulait dire d'être russe par rapport aux habitants des autres Républiques de l'URSS. Les nationalités russes prisonnières commencent à me traiter comme un ennemi parce que j'avais de bonnes relations avec des Lituanais ou des

juifs. Le plus dur, pour lui comme pour les autres, était de ne pas succomber aux provocations incessantes du KGB : les coups, l'humiliation des familles. « Ils obligent la mère d'un de mes amis à se rendre chaque jour à une polyclinique de Moscou pour des contrôles antituberculeux. Elle avait soixante-dix ans et en est morte. » A cette époque, se souvient Alexis, le procureur de la région n'était autre qu'un certain Stepanov, aujourd'hui procureur général de Russie et, à ce titre, chargé de l'accusation des putschistes d'août 1991.

« Les victimes, c'est eux »

« En 1988, poursuit Alexis, nous avons appris que Gorbatchev, dans une interview au Monde, avait déclaré qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques en URSS. Aussitôt, nous avons pensé que les gens du KGB prendraient cette déclaration comme un ordre de nous faire disparaître. Jamais nous n'avons eu aussi peur. D'ailleurs, il y a eu beaucoup de disparus à ce moment. » Après avoir été recueilli à la prison de Moscou, où il refuse toujours de signer un quelconque papier, il est libéré au printemps.

Aujourd'hui, Alexis continue à militer, pour les objectifs de conscience emprisonnés, contre « le nationalisme et le chauvinisme russe, le principal danger actuel », ou pour tenter de faire respecter le démocratisme dans certains pays d'Asie centrale. En août 1991, avec des amis, il organise un couloir humain pour permettre aux putschistes de sortir sans être pris à partie par les manifestants. « Les derniers temps de mon séjour en prison, explique-t-il, un officier du KGB m'a dit : « Lorsque vous serez au pouvoir, nous nous retrouverons tous pendus à des réverbères. » Il n'avait pas compris que jamais nous ne pourrions faire cela. »

Reconnaissant que de nombreux anciens prisonniers politiques « se sentent un peu seuls aujourd'hui » et qu'après plusieurs années dans les camps « ils ont eu l'impression de revenir dans un autre pays », Alexis conclut : « Nous ne dirons jamais que nous sommes des victimes. Non, nous sommes les vainqueurs du combat que nous avons mené. Les victimes, ce sont eux, ceux qui ont organisé la répression. Moi, je n'ai pas honte de regarder mon fils dans les yeux. Il y a certains jours où l'air de Moscou paraît un peu plus léger que d'habitude. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

ESPAGNE : le scandale KIO

Des disquettes informatiques ont été volées au ministère de l'économie

MADRID

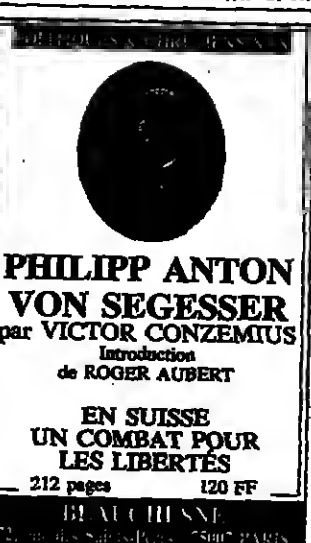
de notre correspondant

L'affaire du KIO (Kuvait Investment Office), la scandale de la volatilité des investissements du Kuvait en Espagne, tourne en romanesque. Le ministre de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a annoncé, vendredi 5 février, que dix-huit disquettes sur les activités du KIO en Espagne, entre 1988 et 1993, avaient été volées, la veille, dans un bureau du ministère à Madrid. Ces disquettes se trouvaient dans le tiroir d'un bureau ouvert au public.

M. Solchaga a estimé qu'il s'agissait de documents « ennuyeux et sans intérêt » dont une copie se trouvait dans les ordinateurs centraux du ministère. De l'avis du ministre, ce vol ne peut avoir que deux motifs : soit vouloir démontrer que le gouvernement veut cacher des informations sur KIO, soit tirer un bénéfice économique de ce larcin. La seconde hypothèse paraît, selon lui, la plus probable. M. Solchaga a cependant averti les médias qu'il s'agissait de matériel volé et que si l'un d'entre eux l'achetait, « l'Etat prendrait des mesures ».

M. Javier de la Rosa, l'homme d'affaires catalan et ancien homme de confiance du KIO, n'est pas inquiet non plus. Il pense également que le voleur veut vendre ces disquettes à la presse. M. de la Rosa, soupçonné d'avoir détourné plus de cent milliards de pesetas (4,5 milliards de francs), fait l'objet d'une plainte qui a été rejetée, le 26 janvier, au motif qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes des délits reprochés. Les responsables koweïtiens ont fait appel de cette décision estimant qu'elle constituait « un exemple d'anthologie d'ignorance juridique ».

M. B.-R.



مكتبة الناصر

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec le premier ministre libanais, M. Hariri

« Je veux bâtir la confiance entre l'Etat et les citoyens d'une part les musulmans et les chrétiens, de l'autre »



Le premier ministre libanais, M. Rafic Hariri, n'appartient pas à la classe politique traditionnelle de son pays. Considérant son succès personnel dans les affaires, les Libanais ont fondé de grands espoirs dans ses capacités pour une relance de l'économie. Mais M. Hariri ne veut pas seulement s'occuper « de travaux publics... ». Il souligne qu'il entend « bâtir la confiance entre l'Etat et les citoyens d'une part, les musulmans et les chrétiens, de l'autre », ajoutant qu'il a la ferme intention de rétablir « un gouvernement central fort ».

BEYROUTH

de notre correspondant
« Est-il vrai, comme le dit le rumeur, que vous êtes découragé par la dégradation des services de l'Etat ? »

« Je suis aujourd'hui plus que jamais déterminé à aller de l'avant. Le fond du problème est que tout est à refaire : l'électricité, les télécommunications, l'aéroport, le port et, finalement, toute l'infrastructure du pays, toute son administration publique. »

« Comment allez-vous traiter le problème ? »
« En rompant avec les méthodes du passé. Je ne refuse pas a priori qu'un fonctionnaire, s'il est qualifié et honnête, ait des relations avec des hommes politiques ; il en est ainsi partout dans le monde. Mais aucun politique ne s'imposera un fonctionnaire incompétent ou véreux. Impossible au Liban ? Vous verrez que je ferai ce que je dois. »

« Les personnes honnêtes et qualifiées auxquelles vous faites allusion acceptent-elles de travailler dans la fonction publique ? »

« On a parfois de bonnes surprises ! Nous évitons, dans des encarts publicitaires, dans les journaux français notamment, demandé aux Libanais de poster pour travailler dans l'administration publique de leur pays. Les réponses ont dépassé mes espoirs. Une centaine d'offres de services me sont parvenues de l'étranger, émanant de jeunes compatriotes hautement compétents, diplômés des plus grandes universités, occupant des postes remarquables leur assurant des revenus confortables dans leur pays où ils sont installés et qu'ils devront sacrifier pour rentrer au pays. Tous n'ont écrit pour me dire : « Nous sommes prêts à travailler avec vous. » Je peux vous montrer leurs lettres. »

« Votre projet politique primordial n'était-il pas une réconciliation nationale ? »
« J'y travaille continuellement et je rencontre tous les protagonistes, surtout dans le camp chrétien. J'ai réussi à ouvrir la porte du dialogue ; des gens qui ne se parlaient pas nous paraissent faire preuve de bonne volonté. Mais l'entente après dix-sept années de guerre est une affaire compliquée. La discrétion s'impose et il ne faut pas précipiter les choses. Je veux bâtir la confiance entre l'Etat et les citoyens d'une part, entre les musulmans et les chrétiens de l'autre. »

« Vous êtes un des principaux artisans de l'accord de Taëf sur la fin de la guerre. On dit qu'il est mal appliqué. »
« Il y a encore, en effet, quelques points importants en suspens. L'abolition du confessionalisme en est un, et nous sommes à cet égard dans une phase intermédiaire. Certains changements fondamentaux sont déjà intervenus, notamment la répartition à égalité entre chrétiens et musulmans des sièges parlementaires. Je viens d'en réaliser un autre en permettant les portefeuilles ministériels entre les communautés. Il en est de même pour les postes de la première catégorie de l'administration publique. Pour tous les autres, le confessionalisme est supprimé et seul sera pris en compte un équilibre global. Il faudrait encore opérer un développe-

ment économique équilibré entre les régions pour compléter la déconfessionnalisation. Les Libanais décideront ensuite du devenir du confessionalisme politique dans leur pays. »

« Autre point capital de l'accord de Taëf : le retrait syrien, au moins partiel, n'est-il pas resté lettre morte ? »

« C'est vrai. Mais le vide qu'entraînerait aujourd'hui un redéploiement syrien poserait des problèmes de sécurité, notamment dans les régions où s'effectuent des retours de personnes déplacées ; car l'armée et les forces de sécurité intérieure, bien que réunifiées, demeurent sous-équipées. Malgré nos demandes, aucun pays ami ne nous a, en effet, octroyé d'aide ou de crédits significatifs. »

« Donnez-moi au moins six à huit mois »

« Pensez-vous que l'affaire des Palestiniens expulsés risque de bloquer les négociations de paix israélo-arabes ? Beyrouth y participera-t-elle ? »

« Si les pourparlers reprennent sans que cette affaire ait été réglée, ils n'en seront que plus difficiles. Nous ne ferons pas cavalier seul. Il y aura certainement une position arabe commune. En tout état de cause, la fermeté du Liban dans cette affaire sera notre style de gouvernement. »

« Le marché demeure très déprimé, ce qui a découragé l'investissement que l'arrivée de Rafic Hariri au pouvoir aurait sur l'économie l'effet d'une baguette magique. »

« Je ne suis en pouvoir que depuis trois mois. Une entreprise en difficulté a besoin de bien plus de temps pour être remise sur pied ; que dire alors d'un pays paralysé depuis dix-sept ans ? Donnez-moi au moins six à huit mois. Cela étant, les choses commencent à s'améliorer. »

« Mais les investisseurs arabes ne s'intéressent qu'à l'immobilier, pas aux investissements productifs. »

« C'est que les lois libanaises devraient être plus incitatives pour les investisseurs, notamment en matière d'impôts. Il vaut mieux abaisser ceux-ci et les prouver. Il en est de même pour les formalités administratives. »

« Attendez-vous des aides pour reconstruire le Liban ? »

« Nous attendons des pays industrialisés des crédits à long terme et des protocoles financiers en vertu desquels ils nous fourniraient des biens d'équipement et qui nous donneraient accès à des taux bonifiés. Les Arabes du Golfe sont, à l'évidence, les principaux détenteurs de fonds privés susceptibles d'être investis au Liban. Certes, ils ne s'intéressent encore qu'à l'immobilier, mais c'est là un début. »

« Qu'attendez-vous de la France ? »
« Je suis convaincu que la France est notre partenaire européen naturel et que nos liens aux plans économique et culturel doivent se resserrer. Le Liban a tourné la page de la guerre et il est dans la phase de reconstruction. La France peut y jouer un rôle prépondérant. J'ai essayé d'assainir nos relations, de régler le contentieux financier et de jeter les bases d'une nouvelle coopération bilatérale. »

Propos recueillis par
LUCIEN GEORGE

« L'ONU renforce son dispositif à la frontière irako-koweïtienne »

En vertu de la résolution 806, adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé, vendredi 5 février, le renforcement de la Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUK), avec l'envoi d'environ mille hommes supplémentaires pour surveiller la frontière entre les deux pays.

Ces soldats seront, cette fois, armés et s'ajoutent aux 500 hommes déjà sur place. Le Conseil a décidé d'élargir le mandat de la MONUK, pour lui permettre de riposter en cas de nouvelles incursions irakiennes dans la zone délimitée, comme cela s'est produit en janvier dernier. Le texte a été voté dans le cadre du chapitre VII de la Charte de l'ONU, qui autorise le recours à la force. (AFP)

« L'ONU renforce son dispositif à la frontière irako-koweïtienne »

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Weihai, du souvenir britannique au « rêve » sud-coréen

WEIHAI
(Shandong, Chine orientale)
de notre envoyé spécial

Officiellement, M. Koh est venu acheter du charbon chinois. C'est le prétexte qu'il invoque à l'arrivée du Golden-Bridge, le ferry qui vient d'Incheon, après de l'immigration pour obtenir un visa en débarquant à Weihai, un des rares points d'entrée en Chine où l'on puisse arriver sans recommandation préalable.

« Mais je suis aussi en mission spéciale », confie-t-il. Mission personnelle, mais liée à l'un des ultimes brasseurs de la guerre froide : tenter de rétablir le contact avec les membres de sa famille qui se trouvent encore en Corée du Nord. Il le confiera à quelque émissaire chinois d'origine coréenne vivant en Mandchourie, autorisé à visiter pour affaires le royaume amite du maréchal Kim Il-sung. « Cette mission, j'y tiens, surtout pour mon père. La famille est divisée depuis exactement l'âge que j'ai. La guerre a tué un de mes frères aînés et une sœur. »

« La guerre reste dans tous les esprits, assure un autre passager du Golden-Bridge, nous n'oublierons pas ». La Chine non plus, qui jeta un million de « volontaires » pour « venir au secours » du Nord. L'histoire fourmille d'exemples d'interventions militaires chinoises dans ce royaume tributaire et stratégique. La première remonte au VII^e siècle. L'avant-dernière provoqua la guerre sino-japonaise de 1894-1895, catastrophique pour l'empire du Milieu.

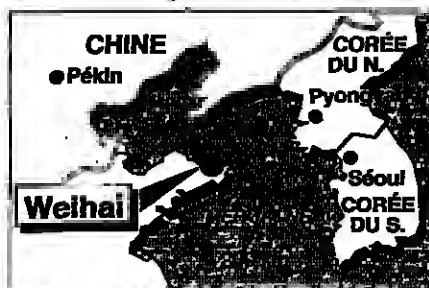
Beaucoup de conversations roulent sur ce sujet pendant les vingt-quatre heures de loisir forcé qu'offre le trajet en mer aux hommes d'affaires sud-coréens parés à la conquête du marché chinois. Elles témoignent du malaise créé par la rapidité avec laquelle a été scellée la normalisation diplomatique entre Séoul et Pékin en 1992.

« Je crains que le gouvernement (de Séoul) n'ait donné satisfaction à Pékin sans contrepartie dans les relations avec le Nord », s'inquiète M. Woo Chul-koo, directeur, au sein de l'université Yeungnam, du plus ancien des nombreux centres d'études sur « la réunification » de la péninsule. « La Corée risque, une nouvelle fois, de se retrouver coincée entre les deux grands voisins que l'histoire lui a donnés, la Chine et le Japon. »

Pourtant, la normalisation donne à la Corée du Sud un créneau diplomatique important pour tenter d'ouvrir enfin la porte du Nord. Pour les affaires, elle apporte une garantie

attendue depuis que les premiers échanges sino-sud-coréens se sont mis en place. Désormais, un cadre politique existe pour l'investissement, venu profiter de la main-d'œuvre bon marché qu'offre la Chine.

Le petit monde du Golden-Bridge donne ainsi la vision colorée d'une colonie de fournisseurs capitalistes lancés à l'assaut de la capitale chinoise par son port le plus proche de la Corée. Le ligne maritime a été créée



en septembre 1990, « dès que Pékin a révisé sa politique envers la Corée du Sud » en 1988, dit-on à Weihai. On s'y félicite des premiers résultats : pas moins de 8 000 hommes d'affaires sud-coréens sont déjà venus fureter en quête de contrats.

Comme un décor de cinéma

Le pavillon panoramique du bateau, affrété auprès d'une compagnie japonaise par une société à capitaux mixtes sino-coréenne, en permet même plus à l'observateur incongru dans le brassage d'affaires, alors que la Chine avec laquelle Panama entretient des relations diplomatiques est celle... de Taiwan. Fin 1982, Weihai avait déjà engrangé 42 millions de dollars venus de Corée du Sud pour fonder des sociétés mixtes d'industrie légère et de textile.

L'avenir inquiète quand même. « Que va-t-il se passer après Deng Xiaoping ? Le chaos ? La Chine est trop grande, il faudrait la ramener à des proportions gérables », dit l'un, que n'impressionnent guère les coups de chapeau adressés « au modèle sud-coréen » par les dirigeants de Pékin. Quand les vents ne le retardent pas, l'étrange bateau sorti des brumes de la guerre froide accoste dans la lumière matinale. Il déverse à quoi ses légions de pionniers de l'économie de marché, ainsi que celles de Chinois, jeunes pour la plupart, venus visiter ce pays que la propagande de

Pékin vomissait autrefois comme un tremplin de l'impérialisme.

Peu d'entre eux se souviennent que régnait ici, jadis, d'autres « impérialistes » : les Anglais. La ville s'appelait Weihaiwei. Elle aurait pu être la Hongkong de la Chine du Nord. Le traité qui, en 1898, avait donné aux Britanniques pour quatre-vingt-dix-neuf ans les terres entourant le caillou méridional, leur avait également attribué cet ancien fort construit sous les Ming pour résister aux tentatives d'invasion japonaises.

Parmi les gouverneurs britanniques figure Reginald Johnson, l'ancien précepteur de Pu Yi, le dernier empereur du China. Son palais est aujourd'hui une résidence militaire, inaccessible au « vulgum ». Les Britanniques se désintéressèrent de Weihai, rendu au gouvernement nationaliste de Tchiang Kai-chek en 1950.

Seules demeurent quelques résidences de fibres alures, murs de pierre, tour de guet ou pergole à colonnes. Les autorités vont les rénover, pour la tourisme. L'obélisque qui commémore la rétrocession n'attire guère le regard. Il est vrai que c'est une copie, l'original ayant été détruit pendant la Révolution culturelle. De même que la quasi-totalité des temples taoïstes et bouddhistes des environs.

Entre ses souvenirs britanniques et japonais, Weihai est redevenue une petite bourgade, sans autre prétention que de profiter du dernier tournant de la politique pékinoise. Mais il lui reste un petit quelque chose qui la distingue : l'urbanisme. Un style unique imposé à toutes les constructions, toit rouge vif, murs blancs et façade blanche, qui lui donne un cachet rare dans le désert urbain du continent. Illuminé en vert, le soir sur sa colline, le palais du gouvernement local ressemble à un décor de cinéma.

Des hommes d'affaires aïngepouriens et sud-coréens veulent construire un « centre de divertissements » sur ce site enchanté. On n'exclut pas qu'il puisse comporter un jour quelque chose qui ressemble à des jeux d'argent. L'hébergement américain Newsweek signale bien, récemment, le passage à Las Vegas d'une délégation chinoise venue s'informer des possibilités de financement d'un projet de casino à l'intérieur de la Cité interdite de Pékin. C'est dire si Weihai peut, aujourd'hui, rêver.

FRANCIS DERON

A TRAVERS LE MONDE

INDONÉSIE

L'armée achète 42 navires de guerre à l'Allemagne

L'Indonésie est en train d'acheter à l'Allemagne près du tiers de la flotte de l'ancienne RDA, annonce le quotidien International Herald Tribune dans son édition du 5 février. Le contrat porterait sur trente-neuf frégates, navires de débarquement et chasseurs de mines, ainsi que sur trois sous-marins en construction. La démarche de Djakarta est perçue comme une réponse à la menace d'une domination par Pékin du sud de la mer de Chine, en raison de la récente montée en puissance de la marine chinoise. Le régime communiste revendique, en particulier, le souveraineté sur l'archipel des Spratleys, apparemment riche en pétrole offshore, que réclament également cinq autres pays de la région, dont l'Indonésie.

TOGO
La moitié de la population aurait fui Lomé

Quelque 200 000 résidents de Lomé - soit le tiers des habitants de la capitale - se sont réfugiés au Ghana, ont indiqué, vendredi

5 février, les autorités de la ville d'Atsio, qui jouxte Lomé, à la frontière entre les deux pays. L'exode a commencé après que des militaires aient déclenché, le 30 janvier, des fusillades et des pillages faisant au moins cinq morts à Lomé. Cinq jours plus tôt, la police de la capitale avait ouvert le feu lors d'une manifestation de l'opposition, faisant 18 morts.

Outre le Ghana, les Loméens terrorisés se sont dirigés vers le Bénin où, vendredi, 70 000 d'entre eux avaient cherché refuge. Des milliers d'autres ont trouvé asile en province. Au total, ce serait près de 300 000 personnes - la moitié de la population de la capitale - qui auraient fui la ville en six jours. (AFP)

Rectificatif. - Dans un article consacré aux réactions à la décision israélienne de rapatrier une partie des Palestiniens expulsés et intitulé : « Les Etats-Unis s'estiment sortis d'un mauvais pas » (le Monde du mercredi 3 février), nous avons écrit que le Maroc était actuellement le seul pays arabe membre du Conseil de sécurité de l'ONU. Le chargé d'affaires de Djibouti aux Nations unies, M. Abdallah Doreni, nous fait remarquer que son pays, qui siège aujourd'hui au Conseil, fait également partie du groupe arabe (Djibouti est membre de la Ligue arabe).

CHINE

Pékin, ville pourpre et grise dont la beauté éblouit dans le Cité interdite ou se camoufle dans les ruelles de ses vieux quartiers. C'est un séjour libre que nous vous proposons, à la belle saison d'été, la foule chinoise s'attardera dans les rues.

PÉKIN EN SOLO

8 JOURS 8220 F

VOL D'ÉTAPE À CHINE - HÔTEL PETIT DÉJEUNER - 3 MARS DANS LES VILLES DU PAYS D'ÉTÉ - 3 NUITS À L'HÔTEL XINQING EN CENTRE VILLE.



LA MAISON DE LA CHINE
38, RUE DES BOURDONNUS
75004 PARIS - M^o CHATELET
Tél. 40 26 21 95 - LC 375 941
MINITEL 3615 CODE
MAISON DE LA CHINE

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
C P _____ Ville _____

JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT LE CATALOGUE VOYAGES 93

POLITIQUE

Le dossier du sang contaminé

La commission d'instruction de la Haute Cour déclare éteinte l'action publique

La perspective d'un procès des trois anciens ministres socialistes devant la Haute Cour de justice s'est brutalement estompée, vendredi 5 février. Au terme de son arrêt, la commission d'instruction de la Haute Cour conclut, en effet, que l'action publique est éteinte dans l'affaire du sang contaminé contre M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, M. Georgina Dufour, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé, sur le fondement du chef d'inculpation de non-assistance à personnes en danger.

Pour arriver à la conclusion que la prescription, qui permet dans certains cas d'oublier les délits après un délai de trois ans, bénéficie aux trois anciens ministres, la commission d'instruction énonce plusieurs arguments juridiques :

1) en premier lieu, elle souligne que la Haute Cour « est une juridiction pénale de nature constitutionnelle, obéissant à des règles de saisi, de compétence et de fonctionnement exorbitantes du droit commun ». Ce simple rappel

de la Constitution et de l'ordonnance de 1959 portant loi organique de la Haute Cour d'est pas de pure forme. De fait, seule la Haute Cour est susceptible de juger un ministre, lequel, écrivent les magistrats, « ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées » alors que les poursuites contre les autres citoyens sont exercées par le procureur de la République ;

2) la commission d'instruction, présidée par M. Louis Goodreau, conseiller à la Cour de cassation, en déduit formellement que l'instruction qui a visé les docteurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain, Robert Netter et le professeur Roux, ainsi que le procès qui s'est suivi, durant l'été 1992, « n'ont pu interrompre la prescription à l'égard des ministres ». Selon la commission, le premier acte de poursuite à l'encontre des trois anciens ministres auquel elle puisse se référer n'est intervenu que le 17 novembre 1992 sous la forme d'une proposition de résolution de mise en accusation déclarée recevable par le Sénat ;

3) les magistrats relèvent à cet égard que les faits reprochés à M. Fabius, M. Dufour et M. Hervé « étaient pas occultés » puisque « les mesures à prendre [en matière de lutte contre le sida] ont fait l'objet d'un comité interministériel du 9 mai 1985 et d'une déclaration de M. Laurent Fabius à l'Assemblée nationale le 19 juin 1985, publiée au Journal officiel, en réponse

à la question d'un parlementaire » ; 4) la commission d'instruction considère du coup que la prescription triennale a commencé à courir « au plus tard à compter du dernier jour auquel les ministres avaient l'obligation d'intervenir, c'est-à-dire du 20 mars 1986 », date à laquelle ils quittaient le pouvoir. La prescription « était donc acquiescée » concernant des faits de non-assistance à personnes en danger lorsque le Sénat s'est saisi de l'affaire du sang contaminé en 1992 ;

5) dans l'un de leurs derniers attendus, les magistrats indiquent « que la prescription de l'action publique constitue une exception d'ordre public qui doit être relevée d'office par le juge et à laquelle la personne qui en bénéficie ne peut renoncer ». Ils précisent que la loi leur enjoint de renoncer à toute instruction sous peine de « commettre une forfaiture ».

Une nouvelle procédure ?

La commission d'instruction prend en effet le soin d'affirmer que son seul but est d'appliquer la loi, rien que la loi. Il lui revenait, dit-elle en préambule, comme toute juridiction d'instruction, d'examiner « la régularité de sa saisine ». En l'occurrence, cet examen met un point final au premier acte d'un feuilleton politico-judiciaire com-

mencé le 20 décembre 1992 lors du vote par les deux Assemblées de la mise en accusation des trois anciens ministres pour non-assistance à personnes en danger.

Les cinq magistrats prennent garde, en revanche, de ne pas fermer définitivement la voie à une nouvelle procédure qui serait instituée par leur commission. Au beau milieu de leur arrêt, ils notent que la mort de transfusés victimes de la contamination du sang par le virus du sida est « toujours d'actualité » et constitue davantage le délit d'homocide involontaire que celui de non-assistance à personnes en danger.

Plus loin, la commission d'instruction va jusqu'à souligner que les documents réunis par elle font état de décès « intervenue depuis temps de la mise en accusation ». Les chefs d'inculpation d'homocide et de blessures involontaires offrent de fait la particularité de ne pouvoir être appliqués que lorsque des blessures sont constatées. Voilà précisément le cas de certains transfusés contaminés en 1985 dont le sida s'est déclaré depuis moins de trois ans.

Fort de ce constat, les cinq magistrats ordonnent la communication de leur dossier au procureur général de la Haute Cour, M. Pierre Truche, pour que ce dernier saisisse le président du Sénat ou de l'Assemblée nationale. L'article 25 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique sur la Haute Cour de justice prévoit dans ces

conditions que les deux Assemblées peuvent alors, dans un délai de dix jours, adopter « une motion tendant à la mise en accusation ».

Ainsi la balle est-elle désormais dans le camp du Parlement. M. Truche devrait du reste saisir sans tarder M. René Monory, président du Sénat, qui avait transmis au parquet général de la Haute Cour, le 20 décembre 1992, la résolution de mise en accusation des deux Assemblées. Mais M. François Mitterrand estimera-t-il utile de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour qu'il débattre d'une nouvelle motion ? Et sinon, le délai de dix jours prévu par la loi court-il « naturellement » à partir de l'ouverture de la prochaine session, le 2 avril ?

Ni appel ni pourvoi

En attendant que ces questions politiques et juridiques trouvent leurs réponses, les avocats de M. Fabius, qui avaient longuement plaidé le 22 janvier en faveur de la non-prescription conformément au souhait de leur client, ont fait part de leur déception. « Si le droit est de mettre en œuvre l'équité, il aurait dû nous donner raison », a déclaré M. Jean-Michel Darrois. M. Arnaud Lyon-Caen et Bernard de Bigault du Grandrut estiment que l'arrêt « risque de créer une inégalité des citoyens devant la loi

pénale ». M. Gérard Welzer et Patrick Maisonneuve, conseils de M. Hervé, se contentent de leur côté de « prendre acte » de la décision de la commission en rappelant qu'ils s'en étaient remis depuis le début à la sagesse des juges. « L'argument juridique est imparfait mais M. Hervé ne sera pas soulagé car il a toujours voulu s'expliquer sur le fond », ont-ils indiqué. La défense de M. Dufour, qui avait opté pour une attitude similaire, n'était pas présente au château de Versailles pour entendre la lecture de l'arrêt de la commission d'instruction.

Les porte-parole des hérophiles n'ont pas tardé en revanche à critiquer sévèrement une décision que M. Edmond-Luc Henry a qualifiée de « déni de justice ». Une réaction partagée par M. Joëlle Bouchet, auteur d'un récent *J'accuse médiatique et politique*, et son fils Ludovic, dix-sept ans, hérophile contaminé par le virus du sida, dont l'avocat, M. Max Lecocq, avait déposé symboliquement une constitution de partie civile auprès de la commission d'instruction de la Haute Cour. Sans espoir réel puisque la loi exclut précisément toute constitution de partie civile auprès de la commission d'instruction et que ses actes ne peuvent être frappés d'un appel ou d'un pourvoi en cassation.

L. G.

Seul le président de la République...

L'affaire du sang contaminé est donc, à nouveau, sur le bureau du Parlement, et donc, avant que celui-ci ne se réunisse de plein droit le 2 avril, sur celui du président de la République. L'ordonnance de 1959, fixant la procédure de la Haute Cour, est, en effet, fort précise. Elle accorde bien aux magistrats de la commission d'instruction la possibilité, sous certaines conditions, de proposer aux députés et aux sénateurs un élargissement de l'acte d'accusation initial, mais elle ne donne que dix jours aux parlementaires pour se prononcer, et cela sans préciser ce qui se passe lorsque l'Assemblée nationale et le Sénat ne siègent pas.

Que le Parlement puisse être convoqué en session extraordinaire sur injonction de la justice paraît en contradiction avec la Constitution. Celle-ci, en ses articles 29 et 30 indique que « hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit [application de l'article 16, poursuite de la discussion d'une motion de censure], les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du président de la République », mais de telles sessions ne peuvent avoir lieu

qu'à « la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé ».

Si les socialistes ne veulent pas laisser la majorité issue des élections législatives de mars prochain régler cette affaire en votant une nouvelle mise en accusation de M. Fabius, de M. Dufour et de M. Hervé, ils ont donc la possibilité de prendre une initiative. Celle-ci peut venir soit du premier ministre, mais ce serait une interférence du pouvoir exécutif dans une affaire concernant la législation et la justice, soit des députés du PS, s'ils trouvent des alliés pour qu'une demande de session extraordinaire soit signée par la majorité des membres de l'Assemblée nationale.

La PS avait déjà envisagé cette possibilité, lorsque, à la fin du mois de décembre, il avait redouté que la session ordinaire ne s'achève avant que le Sénat n'ait le temps d'approuver la mise en accusation des trois anciens ministres votée au Palais-Bourbon. En tout état de cause, la décision finale d'accélérer la procédure devra être signée par le président de la République.

L'oubli judiciaire

La prescription, c'est l'oubli. C'est aussi parfois la constatation d'un oubli dans les poursuites qui n'ont pas été réalisées dans le délai imparti par la loi. Inexistante dans plusieurs droits étrangers, elle bénéficie en France d'un certain culte. Notre droit en cette matière résulte d'un mélange entre les morales religieuses et certains principes philosophiques.

Même les manuels de droit avancent des raisons sociales ou humaines pour justifier la prescription, et le professeur Jean Pradel (1) cite notamment « l'idée de négligence de la société par rapport à son droit de punir pour ne pas l'avoir exercé à temps » ou encore la notion plus convaincante selon laquelle « avec le temps, le risque d'erreur judiciaire s'accroît puis-que les preuves s'effacent ».

La nature de l'infraction va donc influencer sur le délai de la prescription. Elle est de dix ans pour les crimes, de trois ans pour les délits, d'un an pour les contraventions, de quelques mois pour certaines infractions spéciales comme celles prévues par le régime électoral et de trois mois en matière de diffamation.

La théorie veut qu'elle commence le jour où l'infraction s'est commise, mais, dans certains cas, la fixation d'une date peut être difficile, car il existe notamment des délits qui se

poursuivent dans le temps, comme le recel.

Une autre difficulté dans l'appréciation de la date à partir de laquelle aucune poursuite n'est possible est constituée par les actes juridiques qui provoquent l'interruption de la prescription. Ainsi, une nouvelle plainte sur cet effet, mais d'autres décisions moins spectaculaires, comme un simple rapport de police, peuvent conduire un délinquant vers les tribunaux, alors qu'il se croyait enfin protégé par le cours du temps. Il s'agit là d'un domaine complexe, et la constatation de la prescription pourra dépendre de nombreux facteurs.

L'oubli ne touche pas que le domaine pénal, mais aussi le civil, où il n'est acquis qu'au bout de trente ans. Cependant, il existe en droit français des actes comportant des prescriptions spéciales : les insoumis et les déserteurs ne peuvent en bénéficier qu'après avoir atteint l'âge de cinquante ans, et la désertion à bande armée, ou devant l'ennemi est imprescriptible.

Enfin, la loi du 26 décembre 1964 a décidé que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles « par leur nature ».

MAURICE PEYROT

(1) Jean Pradel, *Procédure pénale*, Editions Cujas.

Dérèglement moral

par Laurent Greilsamer

LES magistrats de la commission d'instruction de la Haute Cour viennent de renvoyer aux députés et sénateurs leur copie accompagnée d'un zéro pointé. La mise en accusation du Parlement visant les trois anciens ministres socialistes dans l'affaire du sang contaminé ne tient pas debout, d'après eux, car elle n'est que « l'œuvre d'un parti » ; les faits visés sont, prescrits.

Cette erreur du Parlement, qui dévient faute politique, écarte aujourd'hui les socialistes qui s'étaient réservés le droit de rédiger la résolution de mise en accusation de M. Georgina Dufour et de M. Laurent Fabius et Edmond Hervé, au mois de décembre, pour éviter la chef d'inculpation d'homocide involontaire jugé infamant. Les avertissements n'avaient pourtant pas manqué. M. Jacques Toubon lui-même, député (RPR) de Paris, avait solennellement émis l'attention des socialistes sur ce piège juridique de la prescription. Ses « chers collègues » avaient alors préféré le siffler, oriant à la « démagogie », et scander : « Poursuivez ! ».

La vengeance aux deux visages

Suite de la première page

Mais on peut aussi, paradoxalement, s'inquiéter pour l'avenir de l'Etat de droit en France. Car, si l'on comprend bien, il s'agit au bout de la route d'obtenir que M. Fabius passe en Haute Cour. Pourquoi ? Tous les politiques vous le diront : pour donner satisfaction à l'opinion. Laquelle a besoin d'un coupable, qui expie ; d'un châtiement plutôt que d'un jugement. Edgar Morin a dit, dans ces colonnes, à quel point il était mieux valu « chercher l'irresponsable » (*Le Monde* du 9 novembre), c'est-à-dire mettre en cause, pour le corriger, un système de décision publique, le lien entre une technocratie et l'échec politique, plutôt que de désigner à toute force un coupable à la vindicte populaire. Aujourd'hui, les plus hauts magistrats du pays disent : il y a prescription. Le politique répond : ça ne va pas, cherchons un autre motif d'inculpation. A ce stade, pourquoi ne pas faire comme pour Louis XVI : un vrai-faux procès, avec une mise en accusation émise pour que l'on soit sûr du résultat. Mais alors, cessons de parler d'Etat de droit. Car la prescription n'est impossible, faut-il le rappeler, que pour les crimes contre l'humanité ; c'est une notion qui ne vient pas d'une grâce divine, mais qui fait bel et bien partie de l'Etat de droit.

Hier, le roi symbolisait un régime de privilèges, que le pays voulait condamner ; aujourd'hui,

Ainsi le Parti socialiste accorde-t-il aujourd'hui, à ses dépens, l'idée que les élus de la République échappent toujours à la justice. Ainsi les trois anciens ministres - désormais hors d'atteinte si le Parlement ne vote pas une nouvelle motion les visant - verront-ils peut-être leurs proches collaborateurs rendre des comptes à des juges quand eux-mêmes en sont quittes. Ainsi M. Fabius ne s'est-il pas condamné à réclamer sur tous les tons que députés et sénateurs reviennent à la résolution de mise en accusation proposée par le Sénat, et qui avait été dénoncée, par ses amis, comme attentatoire à sa dignité.

Ca désestimerait, qui se greffe sur un drame national dont les victimes et l'opinion demandent précisément justice, ne pouvait faire plus mal à une opinion publique désabusée par le délitement des classes morales. L'arrêt rendu vendredi au château de Versailles, au-delà d'une prescription annoncée, signe en réalité, à sa manière, un constat de déliquescence.

L'ère du juridisme actif

Dans le même temps, l'appétit de revanche de l'esprit public paraît relayé par une véritable fronde, au sens historique du terme, celle des juges. Là encore, on pourrait s'arrêter aux péripéties qui conduisent le juge (Thierry Jean-Pierre), dont le militantisme n'est plus à démontrer, à exhumier le cadavre d'un homme d'affaires lié au pouvoir pour attendre le premier ministre, via la vic privée de celui-ci, à quelques semaines du scrutin législatif. Ou bien relever la subtilité du non-lieu en faveur de François Léotard, qui devrait avoir pour effet d'entretenir la flamme judiciaire, dans les semaines qui viennent, contre un homme qui, postulant ouvertement au poste de premier ministre, est une des rares cartes politiques du chef de l'Etat.

Mieux vaut pourtant - une fois constaté que le juge moderne com-

Les réactions politiques...

M. Pasqua, président du groupe RPR du Sénat : « Il s'est passé ce qui était prévisible. La décision de la commission d'instruction rend la procédure parlementaire caduque. Il reste à engager une autre procédure et revenir au texte initial du Sénat, qui prévoit l'incrimination d'homocide involontaire pour MM. Laurent Fabius, Edmond Hervé et M. Georgina Dufour. C'est le seul moyen pour ouvrir une information judiciaire. »

M. Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale : « La décision de la commission, si elle peut s'appuyer sur des éléments juridiques, choque profondément les hérophiles, les transfusés et l'opinion publique, qui peuvent voir une justice à plusieurs vitesses. Il est nécessaire que l'Assemblée nationale et le Sénat se réunissent de nouveau pour une modification de l'imputation, de telle sorte que les faits ne puissent pas être déclarés prescrits et que les ministres concernés puissent s'expliquer devant la Haute Cour. Les députés et sénateurs communistes sont disponibles pour une telle réunion la plus rapidement possible. »

M. Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale : « La question est posée au Parti socialiste, auteur des termes de la saisine de la Haute Cour : accepte-t-il ou non, pour éviter l'effacement des victimes et répondre au souci des ministres de s'expliquer devant la justice, une requalification des faits incriminés ? A lui de se déterminer. La décision de la commission apporte par prescription la preuve de la totale inaction de la Haute Cour. En confiant au Parlement, c'est-à-dire au pouvoir politique, le soin de déterminer les chefs d'inculpation, cette procédure risque d'engendrer la confusion et d'empêcher la recherche de la vérité. »

M. Le Pen, président de Front national : « La classe politique, qui s'était déjà fait remarquer en votant l'amnistie des faits relatifs aux détournements de fonds, racketts et faits de corruption, continue dans cette voie. Elle démontre ainsi qu'elle constitue une minorité privilégiée, différente des citoyens. Cela est complètement inacceptable dans une République dont le devise comporte le mot égalité. L'opinion sera frustrée dans son aspiration à une justice égale pour tous. »

M. Fabius, premier secrétaire du PS : le cabinet du premier secrétaire du Parti socialiste a fait savoir, vendredi 5 février, que M. Laurent Fabius « sera connaître sa position dans les quarante-huit heures ». M. Fabius, précise le communiqué, vient de prendre connaissance de la décision de la commission d'instruction, dont il examine attentivement le contenu. Ce qu'il souhaite, c'est que la vérité et la justice se manifestent clairement.

... et celles des victimes

M. Edmond-Luc Henry : « Un état de justice ». - La porte-parole de l'Association française des hérophiles, M. Edmond-Luc Henry, accuse le Parti socialiste d'avoir « organisé un déni de justice » dans l'affaire du sang contaminé. « Le Parti socialiste, au mois de décembre, a tout fait pour que l'on évite d'instruire cette affaire, pour qu'on évite de dire la vérité, a-t-il déclaré. Il savait qu'en votant cette motion avec le chef d'inculpation de non-assistance à personne en danger, en bien il y avait prescription. »

M. Henry a précisé d'autre part : « Je vais donner instruction à mon avocat de porter plainte, non plus contre les ministres puisqu'on ne peut pas les atteindre, mais contre leurs collaborateurs qui eux aussi étaient au courant. »

L'Association des polytransfusés : « Une affaire éteinte ». - L'Association des polytransfusés déclare « avoir honte » de la décision rendue par la commission d'instruction de la Haute Cour. « Depuis le début de ce drame, tout a été mis en œuvre pour que l'affaire du sang contaminé soit éteinte », affirme-t-elle. L'association indique espérer que les électeurs sauront sanctionner « ceux qui ont pris des décisions criminelles en soulignant qu'ils étaient responsables et non-coupables ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

محاضرات الفصل

حکام النحل

POLITIQUE

Après le non-lieu partiel rendu dans l'affaire de Port-Fréjus
La chambre d'accusation demande au parquet général de Lyon
de requérir contre M. Léotard pour « corruption passive et ingérence »

Commentant le non-lieu partiel rendu, vendredi matin 5 février, en sa faveur dans l'affaire de Port-Fréjus, M. François Léotard a affirmé : « La justice me donne raison. » Son principal adversaire, M. René Espagnol, a estimé, au contraire, que l'ancien ministre « est loin d'être blanchi ».

Il appartient maintenant au parquet général de Lyon d'examiner la demande de supplément d'information formulée par la chambre d'accusation de la cour d'appel, qui relève contre le gérant d'une entreprise locale, M. Roger Ghis, et contre M. Léotard l'existence d'indices précis, concordants et sérieux, qui justifieraient l'inculpation du premier pour « corruption active » et du second pour « corruption passive et ingérence ».

LYON

de notre bureau régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a demandé un supplément d'information sur une partie des conclusions de son analyse des travaux réalisés par M. Léotard dans sa propriété de Saint-Croix, à Fréjus, acquise en 1986. Elle exprime notamment la conviction qu'il conviendrait de prononcer une inculpation de « corruption active » contre le gérant de la société SEDEG, M. Roger Ghis, dont l'entreprise fait partie de celles qui ont consenti à lui faire de « surprenants abandons de créances », selon l'arrêt rendu vendredi 5 février,

alors qu'elles étaient par ailleurs « attributaires de marchés publics » et que « les époux Léotard ont réalisé ou fait réaliser sur leur propriété, entre 1979 et 1990, pour 1 621 467 F de travaux pour lesquels des factures n'ont pu être produites qu'à hauteur de 890 277 F tant par l'inculpé que par les entrepreneurs entendus ».

La chambre d'accusation précise que « la SARL SEDEG-GHIS, qui a abandonné une créance de 250 000 F sur François Léotard depuis 1986, a obtenu, sur appel d'offres restreint, deux marchés relatifs d'une part à la réalisation d'un mur et d'une clôture entourant en pratique la propriété de François Léotard, d'autre part à l'aménagement d'un parc autour de cette propriété sur un terrain dont les éléments du dossier ne permettent pas d'établir s'il appartient à la commune ou à la SARL Fidemos constituée par Henri Meyer. Elle indique que « le Trésor public a payé, les 14 octobre et 31 décembre 1986, à une époque prescrite, un total de 475 194,62 F pour ce que Roger Ghis appelle « le mur et la clôture de la villa de M. Léotard pris en charge par la ville de Fréjus ». Elle relève non autre décompte de travaux d'aménagement du parc de Saint-Croix (édification d'une murette et d'un grillage, débroussaillage et nivellement d'un terrain) d'un montant de 331 003,15 F » établi « à l'attention de la ville de Fréjus », « payé le 15 octobre 1987 », une date « comprise dans la période non prescrite ». Mais ce deuxième décompte « n'est pas accompagné de bordereaux de paiement du Trésor public » et M. Ghis « n'a pas pu expliquer pourquoi cette deuxième facture n'était pas datée ni pour-

« La justice me donne raison »

FRÉJUS

de notre correspondant régional

M. François Léotard affectionne les éphémères. Il avait choisi de faire une déclaration à la presse non pas dans un lieu anonyme, mais dans la cour de l'évêché de la mairie de Fréjus, sonisée pour la circonstance. Les micros avaient été installés devant un bas-relief comportant une phrase écrite par le général de Gaulle sur le livre d'or de la commune après la catastrophe de Malpasset. Trois éplumes moites, suivies du paraphe du chef de l'Etat : « Que Fréjus renaisse ».

Non pas que les ennus judiciaires du président d'honneur du PR puissent être assomés, de si loin que ce soit, aux malheurs dont se comble le soufflet. Mais parce que « Léo », après son non-lieu, a repris, lui aussi, un nouveau départ sur « le chemin de son engagement politique local et national ». En 1991, a-t-il rappelé tout d'abord, l'Etat, sur décision du garde des sceaux, avait mis en cause non l'honneur et celui des membres de la société d'économie mixte que je préside (...). Aujourd'hui, la justice me donne raison. Elle reconnaît solennellement que

La préparation des élections législatives
Le Parti communiste investit ses « contestataires »

Le Parti communiste a rendu public, vendredi 5 février, la liste de la quasi-totalité de ses candidats aux élections législatives, dans laquelle figurent vingt et un de ses vingt-cinq députés sortants. Les sortants « contestataires » qui souhaitent se représenter ont tous obtenu l'investiture du parti.

C'est le cas de MM. Jean-Pierre Brard (septième circonscription de Seine-Saint-Denis), Guy Hermier (quatrième circonscription des Bouches-du-Rhône), François Asensi (onzième circonscription de Seine-Saint-Denis), Robert Montagnon (cinquième circonscription du Val-d'Oise). Deux de leurs amis, qui ne se représentent pas, sont remplacés par des candidats de même sensibilité : M. Charles Fiterman s'efforcera de conserver

Dans les Pyrénées-Orientales
Un candidat UDF grièvement blessé dans un attentat à l'explosif

PERPIGNAN

de notre correspondant

M. Jean-Claude Madrenas, quarante-huit ans, maire CDS de Bages, dans les Pyrénées-Orientales, et candidat UDF dans la 4^e circonscription de ce département, a été grièvement blessé, vendredi 5 février, dans un attentat à l'explosif commis contre son véhicule. Dans la soirée, son état nécessitait l'implication de sa jambe gauche, « très grièvement touchée au niveau du genou », selon les médecins.

Ingenieur à l'EDF, élu en 1983 à la mairie de Bages, M. Madrenas, qui est depuis sept mois le président départemental du CDS, avait participé vendredi matin à diverses réunions publiques à Perpignan à l'occasion de la visite de M. Jacques Chirac, vainqueur des quatre candidats investis par l'UDF dans les Pyrénées-Orientales. Si lui-même n'investissait officiellement l'UDF et du RPR, il est concurrencé par trois autres candidats de droite : M. Jean-Michel Bartet, conseiller municipal CNI de Ceret, M. Jean Rêde, maire de Banyuls-sur-Mer, actuellement en délicate avec le RPR, et M. Jacques Clostermann, fils du héros de la dernière guerre, qui représente les gaullistes historiques mais hors du RPR.

Après avoir assisté, en début d'après-midi, pendant une vingtaine de minutes à une réunion d'anciens combattants à la mairie d'Elne, commune voisine de Bages, M. Madrenas avait repris place dans sa voiture, stationnée sur un parking devant la mairie. C'est alors qu'une charge explosive placée sous le véhicule a explosé, le projetant à terre et causant de graves blessures. Les secours ont pu dégager le blessé coincé dans cette épave.

Des méthodes de professionnels

M. Madrenas avait déjà été victime d'une agression, à son domicile, dans la nuit du 18 au 19 décembre 1992. Deux hommes portant des cagoules l'avaient assailli de coups de poing et de pieds. M. Madrenas avait été hospitalisé et avait déclaré, à l'époque, ne pas se connaître d'ennemis « en dehors de la politique ». L'enquête menée alors n'avait pas permis de privilégier une piste ou une autre, celle d'un simple cambriolage ayant été rapidement écartée.

Toutes tendances confondues, les personnalités politiques du département ont condamné l'attentat commis contre M. Madrenas. « Qui peut être capable d'employer des procédés comme en Italie », s'est demandé M. Roger Marqués, président UDF du conseil général. M. Rêde, s'est dit « consterné et choqué ». M. Henri Sire, le député sortant socialiste, qui se représente dans cette circonscription, ayant estimé qu'il s'agissait de méthodes « professionnelles » a demandé : « Mais qu'est-ce qui se passe dans ce département ? »

M. Louis Bartolomei, procureur de la République à Perpignan, s'est rendu vendredi sur les lieux de l'attentat. Il attendait, pour ouvrir une information judiciaire, la venue, samedi matin, de spécialistes du laboratoire de police scientifique de Toulouse. La voiture de M. Madrenas, en panne le matin, avait été réparée et rendue à son

Une absolution singulière

par Alain Rollat

L y a des arrêts de non-lieu assassins. M. Bernard Tapie l'avait appris à ses dépens, en décembre, quand M^{me} Edith Boltzette, le juge d'instruction chargé d'instruire son contentieux privé avec M. Robert Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine, s'était résignée à ne pas le poursuivre en essorissant son ordonnance de non-lieu d'un commentaire d'autant plus éloquent qu'il était lapidaire : « Attendu que l'ordre public, économique et commercial n'a pas été troublé par ce litige, où seule la morale de la vie des affaires a été négligée et malmenée... »

Voilà M. François Léotard confronté à son tour au paradoxe de cette singulière forme d'absolution qui voue au purgatoire celui qu'elle est supposée soulager.

Loin d'être « totale », comme son avocat, M^{me} Jean-Michel Varaut, n'empêche de la faire croire, vendredi matin, à Lyon, en ne précipitant pour répondre le premier la « bonne nouvelle » afin de créer un effet médiatique en faveur de son client, le non-lieu rendu est « partiel ». Loin de le blanchir complètement,

Les malversations de l'ancien maire d'Angoulême
Un ancien adjoint de M. Boucheron est condamné à treize mois de prison avec sursis

M. Jacques Troger, qui était un des adjoints de M. Jean-Michel Boucheron (l'ancien maire d'Angoulême), a été condamné, vendredi 5 février, à treize mois de prison avec sursis, 100 000 francs d'amende et dix ans de privation de ses droits civiques par le tribunal correctionnel de Paris. La onzième chambre du tribunal, qui présidait M^{me} Claude Nocquet, a jugé que M. Troger s'était rendu coupable de faux et usage de faux et d'abus de biens sociaux, entre octobre 1986 et janvier 1989, au préjudice de la Société d'économie mixte pour l'eau et l'environnement d'Angoulême (SEMEA). Il avait versé 500 000 francs de domages-intérêts à la SEMEA.

M. Troger, employé d'EDF, qui était à l'époque conseiller général socialiste de la Charente, avait été désigné comme président du conseil d'administration de la SEMEA, qui gère la distribution d'eau de la ville. Percevant toujours d'EDF son salaire de 13 000 francs par mois, il a obtenu le paiement d'environ 16 000 francs par mois de la SEMEA, sous forme de remboursements de frais fictifs ou de vacations qui n'effectuaient pas, se contentant, selon le jugement, de signer les chèques et le courrier, une demi-journée par semaine.

M. Gahande se trouvait en cassation. — M. Michel Gabaude, inculpé de faux en écriture de commerce et usage, recel d'abus de biens sociaux, trafic d'influence et complicité d'ingérence, aux côtés de M. Jean-Michel Boucheron, député (non inscrit) de la Charente, ancien maire socialiste d'Angoulême, a été condamné, lundi 5 février, à un an de prison avec sursis, à l'encontre de l'arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel rendu le 29 janvier 1993 par la 3^e section de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février et du 4 février). Ce pourvoi pourrait retarder de plusieurs mois le procès de l'ancien maire d'Angoulême.

Dans un livre de souvenirs
M. Jobert affirme que Georges Pompidou a envisagé de quitter Paris en mai 1968

Georges Pompidou a-t-il envisagé de quitter Paris le 29 mai 1968, alors que de Gaulle venait de « disparaître » ? M. Michel Jobert, qui était alors directeur du cabinet du premier ministre, l'affirme dans un livre de souvenirs N. Diez, ni diable (1).

M. Jobert retrace cette journée telle qu'il l'a vécue ou, tout au moins, telle qu'il s'en souvient. Il indique que, vers 14 heures, après « deux heures très dramatiques et très intéressantes », M. Jobert apprend que l'hélicoptère du Général s'est posé à Baden-Baden auprès de Messau, qui commande les forces françaises d'Allemagne. L'ancien directeur du cabinet ajoute que Georges Pompidou « envisage, lui aussi, beaucoup d'hypothèses, dont une, je peux le révéler maintenant, celle de son propre départ ». Il ajoute : « Georges Pompidou m'a donc annoncé son départ possible. » Mais il reconnaît qu'il ne s'est pas occupé personnellement de l'organisation de ce voyage, qui aurait dû avoir lieu, suppose-t-il, par un avion du GLAM.

Il assure : « Les dispositions ont été prises mais, apparemment, rien n'a filtré. » Bien qu'il ne donne pas davantage de précisions, M. Jobert suppose que le cabinet militaire du premier ministre ou son conseiller, M. Pierre Juillet, ont pu régler ces modalités, mais il avoue qu'il n'en sait rien. Il se demande seulement : « Il partait en Suisse peut-être » et s'interroge : « Il devait craindre, lui aussi, d'être arrêté, jugé, pourquoi pas ? » par une insurrection qu'il imagine ainsi : « Un comité de salut public formé les armes à la main occupant les palais nationaux... »

Cette révélation n'a, jusqu'à présent, été corroborée par aucun autre témoignage. Les auteurs de cette période n'ont jamais évoqué l'intention présumée de l'ancien premier ministre, et lui-même, dans ses réflexions publiées sous le titre Le Naud

Le Monde EDITIONS

Les échos de la mémoire

Tableaux et enseignement de la Seconde Guerre mondiale

Georges Katin et Gilles Manceron

Préface de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE

POLITIQUE

Refusant de signer une « reconnaissance de dettes »

Un conseiller régional du Front national dénonce les « méthodes de racket » de son parti

LYON

de notre bureau régional

Crude paradoxe pour M^{me} Germaine Burgaz. Cette « pensionnaire » de sixante et un ans du Front national qui pourfend, notamment, tout ce qui pourrait porter atteinte à l'équilibre de la famille est en voie d'être exclue de la sienne. Pour avoir refusé de signer le contrat de « reconnaissance de dettes » qui, selon elle, permettait d'obtenir l'investiture du parti d'extrême droite aux élections régionales, M^{me} Burgaz affirme avoir été écartée, le 27 janvier, du mouvement léniniste. Du côté de celui-ci, on indique que l'intéressée devra s'expliquer, prochainement, devant la commission de discipline.

Après vingt ans de militantisme, cette ancienne vice-prési-

dente du Front national, toujours membre du comité central, a annoncé, au cours d'une conférence de presse, vendredi 5 février à Lyon, qu'elle avait décidé de retrouver sa « liberté de parole ». Depuis sa réélection, dans la Drôme, au conseil régional de Rhône-Alpes, M^{me} Burgaz était en porte-à-faux.

« Des procédés staliniens »

Elle s'abstient, dit-elle, à ne pas « obtempérer aux méthodes du racket ». Il s'agissait, en la circonstance, de paraphraser un « contrat » stipulant qu'elle devait verser 180 000 francs à son parti, par des versements automatiques mensuels de 2 500 francs.

« Ce simulacre de contrat est odieux, molhonnette et illicite »,

estime, en tout état de cause, l'élu de la Drôme. Cette somme, qui nous est réclamée comme une quote-part des dépenses non liées directement à la campagne dans les départements, ne correspond à aucune réalité concrète, assure-t-elle, eu égard à d'autres chiffres de contribution : 252 000 et même 360 000 francs dans certains départements. Selon M^{me} Burgaz, le Front national percevrait ainsi, grâce à ses conseillers régionaux, près de sixante millions de francs. « Il serait intéressant de savoir ce que pense la commission de contrôle [des comptes de campagne] de cette somme non déclarée », remarque M^{me} Burgaz, qui prétend avoir cherché un compromis avec les instances nationales afin de conserver la grande partie de ses indemnités pour subvenir aux besoins de son fils handicapé. La réponse de l'État-major parisien s'est traduite, selon elle, par « l'annonce d'une enquête financière sur les biens et les revenus personnels » de son mari.

« Ces procédés staliniens » attestent, pour M^{me} Burgaz, de la partie invisible du Front national. « Depuis 1984-1986, le FN cache de plus en plus mal son idéologie totalitaire, et les méthodes coercitives qu'il emploie sont dignes du PC : la pression, l'intimidation, la menace, le chantage et le mensonge. D'après elle, cette évolution témoigne de la lutte que se livrent les deux grands courants internes : l'un « s'inspirant d'un humanisme chrétien », l'autre « se référant aux thèses du nationalisme exacerbé ». « Ce deuxième courant s'est considérablement renforcé depuis l'entrée en force des troupes du GRECE [Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne] ou sein du mouvement », affirme M^{me} Burgaz qui conclut sans aucun équivoque : « Que Dieu nous épargne le jour où nous pourrions découvrir les actes du Front national ».

BRUNO CAUSSE

Au tribunal de Paris

« Minute » contre « National-Hebdo »

Il n'est pas banal qu'une publication d'extrême droite ait poursuivi une autre en justice. C'est pourtant ce que l'hebdomadaire Minute-La France, qui vient de changer de main, a fait, vendredi 5 février, en référant, contre National-Hebdo.

Le nouveau propriétaire de Minute demandait le retrait de la vente de son concurrent, à qui il reprochait une contrefaçon au couvert d'un numéro. Saisissant l'occasion de la suspension de parution pendant une semaine de Minute, National-Hebdo avait fait figurer, en première page de sa dernière livraison, immédiatement sous son propre titre, la signature de son concurrent, en empruntant exactement sa typographie d'origine. Minute y voyait une intention malicieuse.

Dans son ordonnance de référé, M^{me} Marie-Thérèse Faydeau, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, a rejeté « la demande tendant à la saisie » du numéro incriminé de National-Hebdo, en ramenant toutefois que cette mise en scène favorisait « une confusion entre les deux publications » qui « porte ainsi atteinte à des droits dont le demandeur peut légitimement exiger le respect ». Un huissier devra établir la nombre d'exemplaires distribués de ce numéro de National-Hebdo. La question est en effet de savoir si cet hebdomadaire a profité du terrain momentanément laissé libre par l'autre, dans les kiosques, pour augmenter sa distribution. Une belle leçon de moralité...

O. B.

LIVRES POLITIQUES

LE DÉJEUNER

par Hugues Bouchardou
Éditions François Bourin
168 pages, 100 F.

LA DÉMOCRATIE SUR LA BALANÇOIRE

par Roger Quilliot.
Belfond, 282 pages, 110 F.

Les ouvrages de réflexion sur fond de crise politique abondent et, sous la pression des observateurs qui ont ouvert la voie, les auteurs s'y mettent aussi. Ils ne seraient rester indifférents à cette remise en cause de leur rôle. C'est l'occasion pour eux de s'interroger sur le sens et les modalités de leur action, en se dégageant de l'enfermement de la routine dans laquelle ils se sont endormis et, parfois, parvenus. Les politiques témoignent, se posent des questions, se livrent, avec ce que cela comporte de déceptions, d'incertitudes, de relativisme.

S'il n'est pas vraiment nouveau, ce genre d'introspection reste rare. Au fond, la politique ne pose pas de problème en tant que telle ou, si l'on préfère, n'est en crise que dans deux cas de figure : quand tout va bien et qu'elle n'est guère sollicitée et quand tout va mal qu'il n'y a plus qu'elle pour trouver une issue, soit-ce en trahissant dans le vif. C'est dans l'entre-deux qu'elle peine à la tâche, lorsqu'elle doit gérer une situation qui, sans être catastrophique, n'est pas satisfaisante pour l'ensemble de la société.

Entre le confort et le malheur, il y a la malaise où se niche l'insécurité, voire l'angoisse, de loin la plus difficile à surmonter dans un groupe, plus encore que chez un individu. La politique est mal armée pour répondre à cette dégradation du tissu social, qu'elle subit elle-même, dont elle prend conscience tardivement et qu'elle ne sait pas appréhender autrement que par ses moyens ordi-

La démocratie en question

naires, lesquels sont devenus inadéquats.

Les responsables politiques voient bien qu'il ne s'agit pas de changer un ordre social qui, jusque là, avait fait l'affaire, plutôt bien que mal, car il n'y a pas de majorité, encore moins de volonté générale ou de désir partagé, pour une révolution. Il faudrait, il faut dire, quel exactement ? Régler les problèmes cruciaux ? Sans doute, sauf qu'il n'y a pas de solution miracle. Traiter la malaise collectif ? Certes, mais ce n'est pas si simple. Modifier le système afin qu'il retrouve sa vitesse d'origine et sa force d'attraction ? Voilà un terrain d'action plus politique que ce qui ne veut pas dire plus facile ! Non qu'il n'y ait pas d'interventions possibles, à défaut d'être vraiment sûres, mais parce que la plus sérieuse d'entre elles exigeant des temps longs et une adhésion populaire dont les conditions ne paraissent pas remplies. Si les politiques semblent pas da courir, aujourd'hui, c'est faute de ne pas avoir agi plus tôt, faute d'oser s'engager, ensuite, les risques d'une audace tardive.

Conduits à s'interroger, ils s'y prennent de plusieurs manières. La plus naturelle est d'englober cette réflexion dans le débat préélectoral, avec la tentation de l'instrumentaliser pour les besoins de la cause. Hugues Bouchardou en a choisi une autre, plus personnelle, plus convaincante, celle du roman, tant il est vrai que la couverture de la fiction offre plus de liberté pour traiter de la réalité. Son roman est le récit d'un déjeuner politique, ou plutôt d'une conversation entre un haut dignitaire de la politique qui se pose des questions et un journaliste en vogue qui lui en pose d'autres. La romancière connaît bien son

sujet puisque l'engagement politique l'a conduite du gauchisme écologiste à la direction du PSU, de la base militante à la fonction ministérielle, de la candidature à l'élection présidentielle de 1981 à l'exercice d'un mandat législatif comme député du Doubs, appartenant au Parti socialiste.

Marginales appelées à participer au fonctionnement du système, elle n'en a pas moins gardé les yeux ouverts, d'abord sur elle-même. Aussi bien, son récit tendrait-il plus un soliloque qu'un échange. Son héros s'interroge sur une expérience à la fois exaltante et frustrante mais, si l'on peut dire, s'égare d'un ouvrage destiné au public, en voit offrir, sous l'expression journalistique éloquent que les miroirs étant levés, les styles rangés, la parole se libère des contingences de l'enregistrement reproductible et authentifiable. Hugues Bouchardou n'en profite pas pour cacher, même si l'on croit reconnaître certains de ses personnages. Elle s'interroge sur la motivation politique et ce qu'il en fait des héros élus, ce qui permet de les limiter du système et les faiblesses de la démocratie.

Au départ, il y a ce besoin de reconnaissance qui peut donner tant de plaisir : « Sentir qu'on est reconnu, accepté, qu'on croit très fort à quelque chose et qu'on le fait partager. » Et puis, on découvre la véritable règle de la politique : « S'imposer à autrui. S'imposer devient autrui. Passer devient. » De même, s'il y a la camaraderie, la solidarité dans les combats communs, il faut compter aussi avec la machinerie électorale et ses notables, la propension des partis à transformer certains militants en apparatchiks. La héros d'Hugues Bouchardou constate l'archaïsme

« Bandes fascistes » contre « soviets »...

Du « Populaire » à « Gringoire », les journaux ont rendu compte avec fébrilité des événements du 6 février 1993

En ce mois de février 1993, le cabinet du président du conseil radical-socialiste Édouard Daladier vacille. Les révélations des scandales politico-financiers — emprunt hongrois, banqueroute de la Banque nationale de crédit, escroquerie d'Alexandre Stavisky, etc. — nourrissent les colonnes des quotidiens. Dans ce contexte, le train de « mesures administratives » prises le 3 février par le gouvernement, qui entraînent notamment le départ du préfet de police Jean Chiappe, lié à l'extrême droite et « protecteur » de Stavisky, met le feu aux poudres. Cette décision incite en effet les groupes nationalistes — l'Action française, les Jeunes patriotes et les Camelots du roi, épaulés par l'Union nationale des anciens combattants — à demander la dissolution de la Chambre, la démission du gouvernement Daladier. « Ces journaux de Comrouge qui n'est qu'une vache en carton que tire par la ficelle Léon Blum » — et surtout contre Eugène Frot, le ministre de l'intérieur. Ce dernier, dont Gringoire ne manque pas de rappeler qu'il est franc-maçon, aurait « préparé un Soviet qui devait par la force conserver le pouvoir ».

« Petit-Chiappe », « nabot malfaisant... »

La façon dont les journaux commentent le départ du préfet Chiappe donne une idée du traitement qu'ils réservent à la soirée du 6 février. Les feuilles d'extrême droite, comme Gringoire et Le suis partout, prennent la défense du préfet de police, « l'homme qui a pendant sept ans assuré l'ordre sans verser une goutte de sang », et elles se déchaînent contre le cabinet d'Édouard Daladier. « Ces journaux de Comrouge qui n'est qu'une vache en carton que tire par la ficelle Léon Blum » — et surtout contre Eugène Frot, le ministre de l'intérieur. Ce dernier, dont Gringoire ne manque pas de rappeler qu'il est franc-maçon, aurait « préparé un Soviet qui devait par la force conserver le pouvoir ».

A gauche et à l'extrême gauche, les commentaires diffèrent radicalement. Le Populaire, dont Léon Blum est le directeur politique, annonce sur sept colonnes, le 4 février : « Enfin, Paris est délivré de son préfet de coup d'État. L'organe du Parti socialiste (SFIO) n'hésite pas à insérer sur « Petit-Chiappe » qui ne « peut se consoler

de mordre la pnuissière ». « Il n'avait pourtant pas beaucoup à se baisser pour ça », écrit le journal socialiste. Cette allusion à la petite taille du préfet limogé illustre la morale prévalant dans la plupart des journaux de l'époque, qui ne tiennent ni sur l'investiture ni sur les coups bas. L'Humanité n'est pas en reste, qui va jusqu'à exiger : « Plus que jamais, Chiappe en prison ! », et qui l'appelle, sous la signature de Paul Vaillant-Couturier, le « nabot malfaisant ».

La presse d'information générale — le Figaro, le Temps, le Matin, Paris-Soir, etc. — s'efforce de relater de façon apparemment neutre le limogement de Chiappe, mais ses éditoriaux ne trahissent pas. Paris-Soir évoque « l'intégrité de caractère » et « la force ardente et pure » du haut fonctionnaire congédié. Le Figaro reproche vertement au gouvernement de le traiter en « suspect », tandis que le Temps note qu'il « foit le souvenir d'un grand préfet ».

La presse d'opinion gardera, pour traiter de la soirée du 6 février, ses lunettes militantes. Et, de rares exceptions près, la « grande presse » ne pourra masquer, en dépit des reportages qu'elle recueille dans la capitale en proie à l'émeute, sa sympathie pour les manifestants d'extrême droite et sa violente opposition au gouvernement soupçonné d'être de méche avec les socialistes et les communistes. Il est vrai que la plupart des journaux de gauche, ceux de la gauche, voire par leur anticomunisme, ou, comme c'est le cas du parleur François Coty, par leur soutien à l'extrême droite.

« Consueves les voleurs ! »

Le 6 février, les journaux d'information générale évoquent « la gravité de la situation politique » et annoncent les manifestations du soir. La veille, Paris-Soir n'en a soufflé mot, sinon dans un « encadré » indiquant que « le Bal des petits bis blancs est remis à une date ultérieure, en raison des manifestations préparées par un certain nombre de groupements politiques dans la soirée ». Le Matin, lui, diffuse les communiqués de l'Action française, des Jeunes patriotes, des Croix de feu, etc., ainsi qu'un appel de la CGT.

Les organes militants sont naturellement partie prenante. Le Populaire appelle à la mobilisation de ses militants, en expliquant que « les forces fascistes viennent de décider leur offensive », ce qui met en cause « l'existence même de nos organisations ouvrières ». L'Humanité lance : « Aux usines, aux chantiers, dans les gares, manifestez ! » La presse d'extrême droite — l'Action française, Gringoire — hurle que aussi ses troupes, au cri de « Consueves les voleurs ! ».

Le lendemain, après les bagarres nocturnes qui ont mis aux prises manifestants d'extrême droite et contre-manifestants de gauche sur la place de la Concorde, sur les grands boulevards et sur les Champs-Élysées, avant que la garde républicaine et les gardes mobiles ne dispersent les émeutiers, les gros titres barrent la « une » des quotidiens. Mais aux titres factuels de la presse d'information — « Le sang a coulé à Paris qui a vécu des heures graves » (le Matin) ; « Une soirée d'émeute à Paris » (le Figaro) ; « Après l'émeute, le ministre démissionne » (Paris-Soir) ; « Soirée de troubles sanglants à Paris » (le Temps) — répondent ceux des journaux de partis. « Le coup de force fasciste ou écolo », note le Populaire. Pour l'Humanité, « Paris ouvrier a riposté ! ».

L'hebdomadaire d'extrême droite Le suis partout évoque « la noble rage des jeunes gens de la place de la Concorde » tandis que Gringoire écrit : « Nous accusons M^{me} Daladier, Frot et consorts d'avoir dans la nuit du 6 février fait fusiller sans sommation des citoyens sans armes. » (1)

Au-delà des titres, les commentaires des journaux sont édités. Le Matin décrit les émeutes qui ont eu lieu entre les députés au Palais-Bourbon, lors du vote de confiance sur le cabinet Daladier, en parlant d'« une séance offensive ». Les commentaires sur la manifestation sont autrement plus partisans. Évoquant « les combats atroces dans les rues entre les manifestants et les forces de l'ordre », ce quotidien explique : « Des patriotes ont été frappés, depuis des conseillers municipaux jusqu'à d'humbles pro-

testataires ; il impute les troubles de la nuit aux manifestants de gauche, empruntant ses images aux pires clichés. « Des figures inquiétantes s'offrent autour de bristols. Femmes en cheveux et hommes en casquette forment des groupes trop reconnaissables. Une étoffe rouge est brandie, saluée par des cris rauques qui appellent les snivets à régner sur le monde. Mais la provocation communiste appelle immédiatement la riposte patriotique. »

Apparemment plus mesuré, le Temps renvoie dos à dos ceux qui ont défilé en parlant d'« une manifestation confuse issue du peuple même de Paris, sans projet précis, mais avec un sentiment commun d'émeute, de désordre (...). Des coups de revolver ayant été tirés, un commun sentiment d'indignation et d'horreur du sang versé a rapproché ceux qui n'avaient auparavant des divergences politiques séparées ». Ce qui n'empêche pas le journal du Comité des forces de milieu : « Le gouvernement n'a plus l'autorité morale nécessaire pour réparer le mal immense qu'il vient de faire (...) Le socialisme le pousse devant lui et, derrière le socialisme, la dictature révolutionnaire. »

La violence des mots

Selon le Figaro, les responsables sont « ces éléments communistes qui ont fait dégénérer en une série de bagarres honteuses la manifestation des anciens combattants et des patriotes justement indignés par ceux qui s'obstinent à couvrir le déshonneur ». Paris-Soir, le grand quotidien d'informations illustrées, qui diffuse à plus d'un million d'exemplaires, offre des reportages heure par heure sur les échauffourées et sur les premières visites aux blessés, et une kyrielle de photos (« Bataille boulevard Sébastopol », « Sur un bancard, un agonisant », etc.). Mais le quotidien populaire, critiquant les forces de l'ordre, écrit : « On a vu d'anciens combattants, portant les décorations gagnées au péril de leur vie, frappés, assommés, pétrifiés, et les drapés aux trois couleurs foulés aux pieds. »

La presse d'opinion relate la soirée en ne dédaignant pas la violence des mots. Les reportages du Populaire indiquent que « c'est la lie de la réaction qui a défilé », parlent de « la sauvagerie inouïe des bandes fascistes », dont le rassemblement, « malgré la complicité de la police municipale », a cependant « échoué ». L'Humanité évoque « des files qui chargent nos camarades ». De son côté, l'Action française se dresse contre les gardes mobiles qui ont fait usage de mitrailleuses contre « le cortège imposant » et « la manifestation pacifique » des Ligues de l'Action française, des Camelots du roi et de l'Association Marius. « Nous réclamons la cour martiale » pour les membres du cabinet Daladier, tout un éditorialiste, alors que celui de Le suis partout explique que « les simples voleurs sont devenus des assassins ». Le cabinet Daladier tombera dans la journée.

YVES-MARIE LABÉ

(1) « Sept morts dans les hôpitaux et plusieurs centaines de blessés », annonce le Matin du 7 février 1993. Le Populaire, moins circonspect, annonce que la soirée du 6 février a causé la mort de trente-neuf personnes et occasionné des blessures à plusieurs centaines de manifestants. L'Humanité évoque quant à elle le nombre de « 20 morts et 700 blessés ». L'Action française parle de 16 morts et, le 8, le Temps annonce sur trois colonnes que « le chiffre des morts oscille entre 10 et 20 et celui des blessés s'élève à environ un millier ». Le Figaro tient la chronique des décès (11 morts le lendemain des affrontements, 9 de plus quelques jours après), et des blessures à quelque 2 319 manifestants ou badauds (dont 655 civils).

Une manifestation antiraciste « contre le racisme ». — Plus de cent associations, syndicats et partis s'étaient joints à l'appel lancé par le MRAP, SOS-Racisme, la LICRA, le CRIF et la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) qui organisaient à Paris, samedi 6 février — date anniversaire des violences de 1934 — une manifestation nationale « contre le racisme, les exclusions et pour l'égalité des droits », à partir de 14 h 30 de la place de la République à la Nation.

محضان الناصر

SOCIÉTÉ

• Le Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 février 1993 9

Le juge Van Ruymbeke souhaite voir l'ancien ministre de la solidarité répondre devant la Haute Cour de l'affaire du scanner de Nîmes

Le juge Renaud Van Ruymbeke a officiellement informé, vendredi 5 février, le procureur général de la cour d'appel de Rennes de l'impossibilité de poursuivre ses actes dans un dossier concernant M^{me} Georgina Dufoux. En raison de son statut de ministre à l'époque des faits, l'intéressée relève désormais de la procédure en Haute Cour de justice. Dans sa lettre au procureur général, le magistrat, qui enquête depuis novembre dernier sur les conditions dans lesquelles le ministère des affaires sociales a autorisé, en 1985 et 1986, l'importation d'un appareil de radiologie (IRMN) destiné à l'hôpital de Nîmes, détaille les charges qui pèsent, selon lui, sur M^{me} Dufoux.

La décision prise par le juge Van Ruymbeke, réclamée deux jours-ci par les avocats de deux inculpés, MM. Michel Gagneux, ancien directeur de cabinet de M^{me} Dufoux au ministère des affaires sociales, et René Trager, industriel rennais impliqué dans plusieurs affaires de financement occulte au profit d'élus socialistes, était attendue (le Monde du 3 février). Elle s'appuie sur un double constat. D'une part, l'instruction du magistrat rennais, qui s'efforce de préciser le rôle joué par M^{me} Dufoux et par certains membres de son entourage (à commencer par son mari, M. Antoine Dufoux) dans les négociations entre le ministère des affaires sociales et la société américaine FONAR, d'un appareil d'imagerie à résonance magnétique (IRMN), négociations qui auraient donné lieu au versement d'une commission de 2,1 millions de francs par l'intermédiaire de M. René Trager (le Monde des 21 et du 29 novembre), était dans l'impasse.

Face au juge, trois des quatre protagonistes de cette affaire : MM. Michel Gagneux, Antoine Dufoux et Michel Maurice, proche conseiller de M^{me} Dufoux, tous trois inculpés de corruption et recel d'abus de biens sociaux, dans ce dossier, se renvoyant la responsabilité, multipliant, tout particulièrement en ce qui concerne les deux derniers, les déclarations ambiguës, les dénégations et les esquives. Sur la question des négociations avec la société américaine, sur celle de la commission perçue par René Trager, mais aussi sur la destination de l'argent et sur le lien éventuel avec le financement de la campagne électorale de M^{me} Dufoux à Nîmes, lors des élections de mars 1986, l'instruction était en voie de blocage. Seule l'audition du principal intéressé, M^{me} Georgina Dufoux elle-même, paraissait, dans ces conditions, de nature à trancher le nœud des contradictions et à lever les ambiguïtés, à préciser certaines responsabilités.

Cependant - deuxième constatation - au vu de son dossier, il n'était toutefois pas pensable, pour le magistrat, d'entendre M^{me} Dufoux au titre de simple témoin. Devant ce genre de situation, impliquant un ministre en exercice à l'époque des faits, le juge a deux possibilités. L'audition comme simple témoin, en l'absence d'éléments incriminants, nu, dans l'hypothèse contraire, la transmission au procureur, impliquant une demande de saisine de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice.

Le juge Van Ruymbeke, expert en matière de procédure, a donc opté pour cette dernière voie. Depuis plusieurs jours, le magistrat n'attend pas le juge à juger inévitable un pareil développement. M. Bernard Darvelle, avocat de M. Michel Gagneux, et M. François Chéron, défenseur de M. René Trager, lui avaient tous deux écrit ces jours derniers dans le même sens. Tous deux trouvaient paradoxal que leurs clients soient reconvoqués aux fins d'interrogatoires sur des points déjà longuement abordés, alors que la principale in-

culpée restait hors de portée. M. Darvelle s'étonnait notamment de voir M. Gagneux interrogé, à plusieurs reprises, sur la paternité de certaines lettres, alors que ces mêmes questions n'avaient toujours pas été posées à l'ancien ministre qui en était pourtant le signataire. Et qui les avait brièvement exhibées en novembre lors du journal de 20 heures de TF1.

De même, il paraissait indispensable, aux deux défenses, que M^{me} Dufoux apporte son point de vue sur la brasseur de télévisions saisi en novembre 1992 à Lausanne (Suisse) par le magistrat rennais, dans le même où ils semblent confirmer l'essentiel des accusations de René Trager. En effet, ces documents éclairaient le contexte de la négociation, précisent le rôle de certains acteurs et confirment l'existence d'une commission en contrepartie des autorisations ministérielles indispensables à l'achat et à la mise sur le marché de l'IRMN livré par la société FONAR. Depuis le rapatriement de ces télévisions, à la mi-janvier, le magistrat n'a une nouvelle fois entendu, un à un, tous les inculpés du dossier.

Enfin, un déblocage de la situation, assorti d'une déposition de l'ancien ministre, pourrait donner l'occasion à M. Bernard Darvelle, défenseur de M. et M^{me} Dufoux, de prouver l'hypothèse qu'il défend. Selon lui, un membre influent du cabinet de l'ancien ministre, parfaitement informé d'une négociation, « tout d'abord normale », entre le ministère et la société FONAR, aurait profité de la situation pour y introduire, avec l'aide de certains complices, mais à l'insu du ministre, une affaire de pots-de-vin.

Reste que les suites judiciaires à donner à cette affaire augmentent d'une procédure complexe. Après la transmission de la lettre du juge Van Ruymbeke au parquet général, celui-ci devra l'adresser à la chancellerie, qui pourra, à son tour, saisir les parlementaires d'un dossier relevant désormais de leur compétence.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Georgina Dufoux, « une illusion d'éthique »

Elle est toute là, peut-être. Coupant vite les endives pour la salade, dans l'odeur de la blanquette de veau qui mijonne. Les copeaux de pomme rouge laissent dériver la compote. « On sera dix à dîner, vous croyez que ça ira ? » Sur le rebord de la fenêtre, près de l'évier, la branche d'olivier qui s'enroule, tout seule à Nîmes, a profité de la lumière de Paris et ses repoussoirs sont d'un vert tendre, inattendu.

Dans la grande cheminée de bois, son plus jeune fils a allumé le feu, posé des pommes de pin qui croustillent sous la flamme. « Pour vous », dit-elle en jetant sur le grand adoucissant qui vaque, répond au téléphone, accueille les visiteurs, un œil de mère-châtrée. Elle est toute là, peut-être, dans la chaleur d'une maisonnette fuge dont elle veut montrer, que les amis, les vrais, ne l'ont pas déçue. Dans cette séduction, l'air d'un hôte d'un soupçon trop affiché pour qu'on s'y laisse tout à fait prendre...

Elle est toute là, peut-être encore, lorsque près d'un petit pot où s'épanouissent des roses nageant sur la table basse, elle prend dans ses mains un Evangile de poche dans lequel elle a glissé deux feuilles de références qu'elle veut vous lire, pour vous aider à la comprendre, puisque, après tout, n'est-ce pas ce que vous lui avez demandé ?

C'est elle qui a fait de sa recherche spirituelle un fait public, au risque de la moquerie, du sarcasme. Alors, patiemment, comme à un enfant à qui elle voudrait expliquer les mystères de l'univers, elle tente de vaincre le scepticisme. « La Georgina d'avant et celle d'aujourd'hui sont deux personnes différentes. Seul l'état civil est le même. C'est tellement fantastique ce que je vis que je voudrais pouvoir le faire partager à tous les Français. Ma vie, je vous assure, est devenue une splendeur. Mais j'ai peur, en en parlant maintenant, de l'abîmer. » Entre deux citations de l'Ecclesiaste, et la mention de l'« invisible », qui est là, bien sûr, parmi nous, jointe-elle cette sérénité complètement déconcertante ? Ou la vit-elle, comme elle l'affirme « au plus profond de ses fibres » ?

La foi redécouverte, en 1988, « dans une période de paix », dit-elle, loin encore des tourments d'aujourd'hui, cette foi protectrice de toutes les peurs, la certitude - au bout d'une longue quête jalonnée de déceptions - d'avoir enfin donné à sa maison « des fondations », ne serait-elle pas la plus parfaite et la plus fragile des esquisses alors que, depuis un an, les tempêtes publiques et privées ne lui ont laissé aucun répit ?

C'était il y a un peu plus de dix ans. Dix ans de mitterrandisme dont Georgina Dufoux, après avoir incarné le frateur d'un renouveau politique, est devenue la victime expiatoire, attirant comme un aimant les piques du désenchantement et du désaveu. Ce jour de mai, un tout jeune secrétaire général de l'Elysée, pas très à l'aise dans son rôle, mais qui prendra peu à peu de l'assurance - il s'agit de Pierre Bérégovoy - égrène sur le peron la liste des membres du premier gouvernement Mitterrand. La secrétaire d'Etat à la famille est une surprise : « Georgina quoi ? Ça s'écrit comment ? », se demandent les journalistes accablés. C'est presque une parfaite inconnue, cette grande brune aux yeux bleus et au sourire éternellement réjoui, qui se trouve à aux côtés d'un Delors ou d'un Maurice Faure, comme on fait une bonne farce à la vie. Georgina - des années durant on l'appellera ainsi

par son prénom hérité d'un arrière-grand-père baptisé Georgino - apparaît dans l'ombre avant de tomber à dix-neuf ans amoureuse d'un beau centralien de quatre ans son aîné, Antoine. « Tonio et Nina » viennent de deux « grandes » familles de la haute société protestante nîmoise. « Marie-toi dans la rue ! », dit Georgina Dufoux dans un sourire. Un mariage bien assorti de deux beaux jeunes gens venus à la politique, même si Antoine a flirté avec le PSU, avec l'engagement contre la guerre d'Algérie.

En 1967, parachuté dans le Gard, Georges Dayan, l'ami intime de François Mitterrand, découvre Georgina Dufoux. Elle est vive, fraîche, directe et, surtout, sait lui ouvrir les portes de l'establishment nîmoise. Jusque-là, elle n'a milité que dans des associations culturelles, et notamment à l'ABC-Provence, où elle anime un festival de musique de rue. Elle est aussi chef d'entreprise : aide à cinq enfants, elle a repris à vingt-trois ans le gros garage de son père, mort dans un accident de voiture. Elle a fait des études de sciences économiques, mais - il y a le garage et bientôt quatre enfants - ne termine pas son doctorat sur les effets comparés de l'épargne à court terme et à long terme. Georges Dayan finit d'elle un poulain du mitterrandisme. Georgina Dufoux s'inscrit donc à la Convention des institutions républicaines. A Epinay, en 1971, elle est résolument membre du courant mitterrandiste. Conseiller municipal à Nîmes en 1977, elle entre en 1979 au comité directeur du PS. Et c'est presque naturellement qu'en 1981 elle dirige, dans le Gard, la campagne électorale de François Mitterrand. Jamais Georgina Dufoux ne fera partie du premier cercle des intimes de François Mitterrand. Elle n'a ni rue de Bièvre, ni à Latche, ni à Solente.

En revanche, quand, au lendemain du son élection, le président de la République demande à Véronique Niort de lui soumettre plusieurs notes pour le secrétariat d'Etat à la famille, qu'il veut confier à une femme, c'est celui de Georgina Dufoux qui coïncide.

« Elle existe très fort »

C'est 1981, c'est l'utopie, le foisonnement, c'est le moment où l'image de Georgina Dufoux se construit. « On sent qu'elle existe très fort », se rappelle un de ses conseillers d'alors. « Elle a quelque chose de différent des autres politiques. Une autorité d'expression qui fait qu'immédiatement elle existe. En positif ou en négatif. On est séduit, prêt à se faire couper en rondelles pour elle. » Dix ans plus tard, cet homme évoque avec tendresse ce charme qui émanait d'elle. « Un charme étrange qui faisait qu'on ne la regardait pas comme une femme, mais comme un personnage solaire hors d'attente. » Le désenchantement viendra plus tard, au moment où le charme se rompt et où elle lâche les uns après les autres ses plus vieux collaborateurs, « comme des croutes de chien », sans qu'ils parviennent vraiment, aujourd'hui encore, à lui en tenir rigueur. Car Georgina est si « naïve » ! La Georgina nature, c'est cette jeune femme du petit matin sur le balcon de l'appartement de Nîmes où un avion du GLAM doit la prendre pour la conduire sur les lieux d'une catastrophe ferroviaire. Elle porte une

jupe rouge et un tee-shirt blanc. Pas vraiment une tenue de ministre. Un conseiller le lui fait remarquer. « Vous avez raison », répond-elle. Toute cette lassante journée, elle la passera donc drapée dans l'impressionnisme chipé à un policier des renseignements généraux, Georgina nature, c'est aussi cette étrange façon qu'elle a de s'abriter de bois d'eau chaude, (« C'est de l'énergie ! »), dont il lui arrive les jours de bambouche d'écarter la surface d'un sac de thé. C'est aussi cette façon qu'elle a de ne pas être repue comme un ministre dans un foyer de jeunes filles en difficulté et s'excuse dans un grand rire de ne pouvoir serrer la main du directeur principal de la DDASS : il faut l'excuser, la elle est en train de débrancher, avant de faire la valiselle. Secrétaire d'Etat à la famille, un couple à sa dimension, qu'elle a à cœur - malgré les grincements de dents des féministes du PS - de faire valoir son goût du naturalisme (réconcilier l'idée de famille et le socialisme) et parvient à faire adopter des mesures sociales pour aider les femmes qui le veulent à ne plus travailler à la naissance du troisième enfant.

Flirt avec l'occulte

Georgina Dufoux apparaît alors comme une bourgeoise de cœur, ardente sur les valeurs auxquelles elle tient. En mars 1983, on lui confie le dossier de l'immigration. Lorsque la Marche des Beurs part de Marseille dans l'indifférence générale - et gouvernementale - elle est la seule on pressent que à comprendre que quelque chose d'important est là, en train de se dire. Alors qu'aux dernières étapes le parcours des Beurs était devenu, pour les médias de la dernière heure « les Beurs », elle est la seule on pressent que à comprendre que quelque chose d'important est là, en train de se dire. Alors qu'aux dernières étapes le parcours des Beurs était devenu, pour les médias de la dernière heure « les Beurs », elle est la seule on pressent que à comprendre que quelque chose d'important est là, en train de se dire. Alors qu'aux dernières étapes le parcours des Beurs était devenu, pour les médias de la dernière heure « les Beurs », elle est la seule on pressent que à comprendre que quelque chose d'important est là, en train de se dire.

Georgina, donc, est un produit qui marche. Et comme ça marche bien, même si certains, déjà moins au PS, ricanent de cette trop rapide ascension - l'Elysée et le Matignon de 1984, celui de Laurent Fabius, misent sur une valeur qu'ils croient sûre. Georgina Dufoux devient ministre des affaires sociales et de la solidarité. Elle coiffe trois secrétaires d'Etat. Son cabinet compte quarante personnes. Les dossiers sont à la fois très sensibles et très techniques : la sécurité sociale, l'action sociale, la santé, les personnes âgées, les rapatriés...

Elle n'a que quarante et un ans et aucune légitimité politique. Sa carrière locale sent le naufrage et, dans son entourage, on commence à s'étonner de certaines lubes et de fréquentations étranges. Elle se fait ainsi la prosélyte des médecines douces : n'est-elle pas toujours soignée ses enfants à l'homéopathie ? Soutenue par l'Elysée - François Mitterrand avait été très impressionné par les confidences d'André Bergeron sur son médecin radiesthésiste qui pla-

çait des croix de cuivre sous le lit de ses patients cancéreux en suivant l'orientation des cours d'eau - elle prend en fait les médecines à l'aveugle. On commence à parler avec insistance de ses « gourous ». On remarque une dissonance de bonne aventure qui venait le soir tard au ministère avec son chien, un « un psy bizarre qui portait une bague avec une grosse croix » et dont le ministre paraissait faire grand cas, ou encore une collaboratrice « qui se prenait pour la réincarnation d'un guerrier algérien ». Mais, dans les sphères gouvernementales, elle n'est pas seule à flirter avec l'occulte. C'est le jardin secret, la petite fantaisie réservée de madame le ministre, que l'on appelle de moins en moins Georgina. On la surprend plus rarement en train de se laver les cheveux dans le lavabo du ministère. Mais on remarque - ce n'est pas un litige - qu'elle a apprécié à s'habiller. Elle fait de régulières descentes dans une boutique élégante du faubourg Saint-Germain, où elle choisit des tailleurs simples et des chemisiers de soie vive qu'un lui livre très vite, sans essayer. Le ministre a laissé ses mesures.

C'est après une savante étude de marché élaborée par les « communiquants » de l'Elysée à partir d'analyses affluées sur la notoriété et l'indice de satisfaction du personnel politique que Laurent Fabius décide, en décembre 1984, de confier à Georgina Dufoux, en plus de son ministère, la mission d'être le porte-parole du gouvernement. Après Max Gallo et Roland Dumas, c'est un vrai coup de jeune. A partir de ce moment, sa vie devient acrobatique : écartés entre l'avenue de Ségur, le siège du parti socialiste, rue de Valenciennes, et le ministère de l'Intérieur, elle se déplace d'un bout à l'autre de la capitale, dans un tour en hélicoptère. Le premier gros accroc, c'est bien sûr l'affaire Greenpeace. Le 22 septembre 1985, Georgina Dufoux est l'hélicoptère du Club de presse d'Europe 1. C'est en pleine émission qu'elle apprend, par un petit mot que lui fait passer un collaborateur, que Laurent Fabius va s'exprimer à 20 heures sur le sujet à la télévision. Il ne lui en a rien dit. Pour un porte-parole du gouvernement, elle a l'air d'un débutant. Elle, elle confie à son entourage, avec qui elle dîne à la Maison du Danemark, qu'elle a l'intention de démissionner.

C'est une séquence alerte. Reliant les événements d'alors à la lumière d'aujourd'hui, plusieurs de ses anciens collègues ministres ironisent ou parfois plus charitablement compatissent : « Elle était entrée en politique comme dans une association caritative nîmoise... » Bavards, mais bien sûr anonymes, ses détracteurs se plaisent à souligner ses bêtises d'alors. L'annonce intempestive de la découverte d'un possible complot contre le sida, la Ciclosopine, est faite, contrairement à tous les usages, par le ministère des affaires sociales. Naïve, Georgina Dufoux s'était réjouie trop vite. « C'est formidable la Ciclosopine : c'est comme l'homéopathie, on soigne le mal par le mal. » Le

procédé est plus que maladroit, d'autant que le remède-miracle n'en est pas un.

Une nouvelle fois, Georgina Dufoux est ridiculisée. Elle semble s'en moquer et, contre l'avis de son secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, elle lance la déroutante « Fédération de recherche sur les médecines alternatives » dirigée par le docteur Jean-Pierre Maynard, un psychiatre lacanien dont le haut fait avait été la création dans les Cévennes d'une assez douteuse clinique du sommeil. L'avenue de Ségur se tient les côtes en évoquant « la Fédération des herbes de Georgina ». Le professeur Marcel-François Kahn ne doit pas avoir le sens de l'humour qui, dans un sens de l'humour, qui dans une tribune publiée par le Monde (11 janvier 1986) dénonce « le parasocialisme » de Georgina Dufoux, en matière de santé, « Après le bûche de la Ciclosopine, on est pu espérer une période de repos. Mais, d'après par l'homéopathie (...), M^{me} le ministre récidive dans le spectaculaire émotionnel. » De son côté Georgina Dufoux se défend en citant Rabindranath Tagore : « Sachons prendre le risque de l'erreur, les yeux grands ouverts. » Elle ne se rend pas compte qu'au moment où elle se passionne aussi intensément pour les médecines douces la transmission sanguine et le sida, augmentent, par le même, appelé de sa part une attention plus soutenue.

« Elle est formidable je l'aime ! »

Elle n'a pas que de mauvaises intuitions, pourtant. Elle accorde tout de suite de la crédibilité et des subventions au mouvement naissant des « Restos du cœur ». Coluche est détesté et dit à un membre du cabinet : « Elle est formidable la patronne, ma poule. Je l'aime. » L'action optimiste qu'elle endosse en faveur des mères d'Alger et le talent diplomatique qu'elle démontre alors lui permettent d'aller récupérer des enfants de couples mixtes franco-algériens à qui elle a promis qu'ils passeraient Noël en France. C'est elle qui prend un par un les enfants par la main pour leur faire visiter la cabine du pilote. Attendris, attendris, à Noël 1985, Georgina Dufoux est encore une star.

Et c'est une affiche de star que lui imagine alors le publicitaire Jacques Séguela, pour les législatives de 1986. Elle y est seule sur un cheval blanc galopant dans la Camargue sauvage. Le slogan fait sourire tant il est politiquement creux : « Le cœur battra toujours à gauche. » Au PS, on commence vraiment à trouver que Georgina en fait trop. Elle renonce à faire caler l'affiche, qu'elle trouve si belle, sur les murs de Paris. Ses collaborateurs poussent un soupir de soulagement. On rêve alors, dans son entourage, de « géorgisme ». Plus dure sera la chute.

Ce sont deux durs années pour Georgina Dufoux qui n'arrive pas après cinq années de ministère, bouillonnantes, à retrouver ses marques. 1988, et la réélection de François Mitterrand, ne lui permettent pas de rebondir. Certes, elle est à nouveau ministre, mais ministre délégué seulement, confiée par Claude Evlin, à qui ses collaborateurs sont tout de même parvenus - question de prestige - à faucher le plus beau bureau de l'avenue de Ségur... Cela

ne durera pas plus de six semaines : après une campagne très dure, les socialistes du Gard s'entredéchireront, elle est battue et quitte le gouvernement, bien décidée à ne plus jamais remettre le doigt dans un complot électoral pour lequel elle n'est décidément pas faite.

Comme tant d'autres fidèles du président de la République, elle aura donc, elle aussi, son « placard » à l'Elysée, où elle traite de questions humanitaires et sociales. Un placard trop étroit, qu'elle conserve pourtant, lorsqu'elle devient présidente de la Croix-Rouge, puis quelques mois plus tard prend la tête de la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, un poste créé sur mesure pour elle. On lui choisit alors, avec une insigne maladroite, une aile dans un charmant hôtel particulier du faubourg Saint-Honoré, dont le foyer fait fructifier les travailleurs sociaux peu habitués à ce luxe. « On la surcharge à nouveau, et à nouveau elle perd pied », commente un ami. L'air frais qu'elle entend faire souffler à la Croix-Rouge - et notamment la reprise en main des comptes - glace la vieille maison. Ses méthodes choquent : elle refuse de passer ses week-ends avec ses enfants, comme l'exige la tradition. Elle est l'auteur d'un crime de lèse-majesté symbolique, avec une campagne de publicité conçue - encore - par Jacques Séguela. L'emblème de la Croix-Rouge y est stylisé, « japonais ». Et même si Georgina Dufoux explique qu'il faut « faire vibrer la croix », ça ne passe pas. Toutes les ailes s'unissent pour la chasser après l'opération - chez elle à Nîmes - de son collaborateur de toujours, Michel Maurice, à qui s'ajoutent l'affaire Habache. C'est la première fois qu'on verra pleurer Georgina Dufoux.

Mais le pire est à venir. Le pire, déjà, est en route. C'est l'affaire du sang - qu'elle refuse énergiquement d'appeler un scandale. « C'est une drame », reprend-elle à chaque fois, et dont elle se sent, avec avoir les paroles, comme l'ange le tragique. Elle est l'auteur d'un crime de lèse-majesté symbolique, avec une campagne de publicité conçue - encore - par Jacques Séguela. L'emblème de la Croix-Rouge y est stylisé, « japonais ». Et même si Georgina Dufoux explique qu'il faut « faire vibrer la croix », ça ne passe pas. Toutes les ailes s'unissent pour la chasser après l'opération - chez elle à Nîmes - de son collaborateur de toujours, Michel Maurice, à qui s'ajoutent l'affaire Habache. C'est la première fois qu'on verra pleurer Georgina Dufoux.

Il s'est tout de même trouvé « trois ou quatre députés peut-être » pour lui envoyer un petit mot affligé. Les autres disent que « voyager avec Dufoux, en ce moment, c'est le salade de la peur », ou qu'elle est « une illusion d'éthique ». Georgina Dufoux, aujourd'hui, porte malheur.

Le visage s'est creusé. Elle est en alerte, sur la défensive, bien sûr. Toujours, elle a ce geste de remonter ses cheveux vers l'arrière de la nuque. Serène vraiment ? Ou pathétique ? Le feu s'est éteint, dans la cheminée. Elle se penche en avant, vers vous. Presque maternelle, elle pose, à son tour, une question. La plus étonnante qui soit : « Vous êtes malheureux ? »

AGATHE LOGEART

SOCIÉTÉ

L'instruction de l'affaire Botton

Patrick Poivre d'Arvor a été inculpé de recel d'abus de biens sociaux

Patrick Poivre d'Arvor a été inculpé, vendredi 5 février à Lyon, de « recel d'abus de biens sociaux » par M. Philippe Courroy, le juge d'instruction chargé de l'affaire Botton. Le présentateur du journal de 20 heures sur TF1, qui était accompagné de deux avocats, s'était présenté vers 17 h 30 dans le cabinet du juge. Il y était resté moins d'une demi-heure et ne s'est pas encore expliqué sur le fond.

LYON

de notre bureau régional

La foule des photographes et des caméramans qui guettaient vendredi l'arrivée de « PPDA » au palais de justice de Lyon disait assez que l'inculpation du directeur-adjoint de l'information sur TF1 constituait un événement, mais n'avait, en revanche, plus rien d'une surprise. Surtout pas pour l'intéressé qui avait reçu une convocation circonstanciée, une semaine auparavant, et s'était curieusement présenté chez le juge avec un grand sac de voyage en bandoulière. Deux avocats, M^{rs} Bernard Prévost et Francis Szpiner, l'accompagnaient pour l'assister lors du débat contradictoire devant le magistrat instructeur.

Les « nommés » d'un rapport fiscal

Dramatisation ? Alors que « PPDA » répétait qu'il n'avait jamais eu de « relation commerciale » avec Pierre Botton, ses conseils se déclaraient, quant à eux, « étonnés que leur client, déjà entendu, comme témoin le 22 décembre, se trouve aujourd'hui inculpé alors qu'aucun élément nouveau n'est intervenu dans le dossier ».

L'annonce de la délivrance d'un réquisitoire suppléé par le parquet de Lyon — à la demande du

magistrat instructeur et élargissant sa saisine à des faits nouveaux et précis de recel d'abus de biens sociaux (le Monde du 4 février) — laissait plutôt entrevoir le contraire. Cet acte de procédure avait publiquement marqué l'inductible développement médiatico-judiciaire d'un dossier gigogne — puisqu'aussi bien il semble s'accompagner d'un valet politico-financier — qui compte désormais six inculpés dont trois sont incarcérés.

Déjà, quelques jours après les inculpations d'« abus de biens sociaux » de « faux en écriture et usage » et de « banqueroute » et les placements sous mandat de dépôt

ment fiscal concernant la société Vivien SA, Patrick Poivre d'Arvor arrivait largement en tête au nombre des citations. Vingt-deux, pas moins. Il s'agissait alors d'allégations dont le fondement était partiellement reconnu du haut des lèvres par certains « nommés » du rapport fiscal.

« Passer pour une sorte de VRP »

L'enquête suivit son cours et, première surprise, le très ténace juge Courroy s'intéressait à la dimension médiatique du dossier (le Monde du 1^{er} décembre) et entreprenait de convoquer les

fort peu des voyages en France et à l'étranger — en avion privé ou en hélicoptère — des invitations à Saint-Tropez ou à Courchevel, des séjours aux Antilles, des escapades gastronomiques ou des week-ends lors de grands prix de Formule 1 dont on lui présentait les factures.

Il démentait farouchement, en revanche, avoir jamais rencontré, dans ces occasions, des pharmaciens, clients potentiels de la société Vivien SA, spécialisée dans l'aménagement d'offices. Quitte à contredire absolument la quinzaine d'attestations manuscrites, signées par autant de pharmaciens et affirmant avoir dîné ou passé un week-end en compagnie du journaliste de TF1. « C'est l'accusation qui m'a le plus choqué parce qu'elle me fait passer pour une sorte de VRP... Peut-être un soir, à Ramatuelle, y avait-il un couple de pharmaciens, oui. Pour le reste, je jure sur ma tête que c'est faux », nous confiait Patrick Poivre d'Arvor, au cours d'un entretien téléphonique, le mercredi 27 janvier.

Une générosité suspecte

Entre temps, M. Botton, lors d'une audition du 14 janvier, avait obtenu des « services » en retour. « Le montant global ne me paraît pas possible ou alors ce n'était pas des avions... », nous avait-il, ce propos, rétorqué l'« invité assidu » de M. Botton qui refusait énergiquement avoir accordé le moindre contrepoids à son hôte, sous forme de temps d'antenne ou par sa présence lors des opérations de relations publiques organisées par le gendre du maire de Lyon.

La parole de « quelqu'un qui cherche à se dédouaner sur le plan fiscal, puis sur le plan pénal » méritait-elle le cas qu'on en fai-

sait ? Cette interrogation de PPDA semble avoir trouvé un début de réponse puisque des éléments nouveaux ont bien été versés au dossier qui confirmeraient la fréquence et le nombre, sinon le coût global, des invitations diverses et des locations d'appareils aériens.

D'une part, les enquêteurs sont allés à la « pêche », à coups de commissions rogatoires, dans les pièces comptables des sociétés 3B Holding, Alpha et Beta finances et Boissan SA, « épluchées » par les agents du fisc lors de contrôles fiscaux lancés en septembre dernier. D'autre part, il semble que le juge ait fait systématiquement rechercher les traces des voyages facturés à Vivien SA ou à d'autres sociétés du groupe Botton par différentes compagnies aériennes, dont Air France, Darta et Pan européenne air service. Les noms des passagers figurant le plus souvent sur ces factures, elles constituent alors des éléments de preuve intéressants. Déjà, de nombreux vols Paris-Point-à-Pitre-Paris, des voyages à Rome ou au Caire, non mentionnés jusqu'ici, paraissent avoir été offerts à Patrick Poivre d'Arvor, qui aurait pris l'avion à un rythme soutenu, en 1988 et 1989.

« Dire que je ne pouvais ignorer l'origine de l'argent n'est pas fair-play. Je vous jure sur la tête de mes enfants qu'il m'a toujours dit que c'était lui qui payait », s'était indigné, au téléphone, Patrick Poivre d'Arvor à propos des accusations lancées par son ami déchu à la prison Saint-Joseph. Un journaliste avisé devait-il croire aussi aisément au désintéressement d'un homme d'affaires, et futur directeur de campagne de Michel Noir, tellement généreux à son égard ? C'est toute la question qui fonde ou non le motif, et du même coup le délit, de « recel ».

ROBERT BELLERET

Les réactions à TF1

Un bloc de solidarité autour... d'une « connerie de mégalo »

IL EST INNOCENT, ILS L'ONT DIT AU 20H.



ainsi de faire bloc autour de leur figure de proue. Leur stratégie défensive avait été définitivement arrêtée une heure auparavant.

Vers 19 heures, la direction a convoqué une réunion de la rédaction — ce qui est rare. Étienne Mougeotte, le vice-président de la chaîne, y annonce les faits et la décision de la direction de traiter le sujet dans le journal de 20 heures, sans images, alors qu'une équipe était présente au palais de justice de Lyon (France 2 filmera même la caméra de ses concurrents). Étienne Mougeotte fait remarquer que l'inculpation tend à se banaliser parmi les personnalités françaises et constate, sans avoir l'air de s'en plaindre, que l'actualité judiciaire du jour

est chargée, ce qui relativise opportunément le sujet. Image ou pas ?

Ce sera la seule discussion, nouée par quelques journalistes et menée calmement. Quant à l'avenir, la direction prévoit de soutenir PPDA « jusqu'à un non-lieu, dans quelques mois ». D'ici là, si l'affaire Botton rebondit, le journaliste fera « des commentaires sobres » sur des sujets préparés par d'autres. Toutefois, certains se demandent déjà s'il pourrait continuer à présenter le journal au cas où les charges s'accumuleraient contre lui.

« La chaîne a adopté une attitude qui lui est désormais familière, elle a été détonnée », résumait vendredi l'« invité assidu » de M. Botton, le journaliste. « 2 millions de francs acceptés

d'un homme engagé politiquement, poursuivait un autre, c'est évidemment une connerie de mégalo, un peu comme s'étendre impudiquement sur la détresse de sa fille (1) ou ramener un bébé de Bagdad. »

Mais les critiques sont moins virulentes qu'il y a deux mois, lors des premières révélations de l'affaire Botton. La conviction qui prévaut est que les connivences entre Pierre Botton et PPDA n'ont pas eu d'incidence sur les journaux. Sans embrasser complètement la thèse du « complot contre une chaîne leader », les journalistes se méfient des concurrents qui exploitent la situation. Ils savent aussi, ou croient savoir, que le soutien explicite à PPDA viendrait d'en haut : de M^{rs} Bouygues, patron du groupe, ami de PPDA et de Pierre Botton.

ARIANE CHEMIN et MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Patrick Poivre d'Arvor vient de publier chez Albin Michel *Lettres à l'enfance*. Dans cet ouvrage, il relate en particulier ses réactions face à l'annonce d'un mariage de sa fille Solène, âgée de dix-sept ans. À l'occasion de cette parution, PPDA a accordé des interviews à plusieurs journaux à grand tirage et figure en photo avec sa fille en couverture de *Télé 7 jours*. Il affirme dans son livre que la malade de la jeune fille a commencé au moment même où, en décembre 1991, « un magazine qui fait commerce de la vie privée d'autrui (Vale) » avait consacré sa « une » à une photo « le représentant » en compagnie d'une de ses « comparses ». Le 2 avril 1992, le tribunal de Paris a condamné Vale à verser à Patrick Poivre d'Arvor et à Claire Chazal 200 000 F chacun pour atteinte à la vie privée.

SCIENCES

Un bilan de la direction de la sûreté des installations nucléaires

De nouvelles fissures enregistrées sur les centrales françaises

Déjà confrontée, sur une bonne partie de son parc de centrales nucléaires, au remplacement d'un certain nombre de pièces victimes du vieillissement et de la redoutée corrosion sous tension, l'électricité de France doit faire une fois encore face à une série de défauts métallurgiques sur ses centrales. C'est ce qui ressort d'un bilan publié, vendredi 5 février, par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN).

L'affaire remonte au mois de septembre 1991, lorsque fut découverte sur une importante tuyauterie de Fessenheim-1, le premier réacteur à eau pressurisée français, une fissure longue de 11 centimètres et pénétrant de 3 centimètres dans une paroi épaisse de 8 centimètres. L'incident fut à l'époque classé 2 sur l'échelle de gravité des centrales nucléaires qui compte six niveaux. Selon les premières expertises, cette fissure ne s'est pas développée à la suite d'un vieillissement de type mécanique mais est plus probablement due, selon la direction de la DSIN, à la qualité insuffisante des matériaux utilisés et au mode de fabrication par laminage propre à cette première série de six centrales (palier C90). Mais des contrôles, en septembre 1992 sur Saint-Alban-1 (palier C90), ont aussi révélé une anomalie analogue sur ce réacteur due, pense-t-on, à un chauffage insuffisant des mêmes tuyauteries pendant leur soudage.

Ces défauts sont d'autant plus gênants que ces énormes canalisations, au nombre de trois sur les réacteurs de 900 mégawatts et de quatre sur ceux de 1300 mégawatts, sont celles-là mêmes qui transportent sous forte pression et haute température la vapeur chaude et non radioactive produite par le réacteur pour alimenter les turbo-alternateurs. Bien que ce circuit d'alimentation de la partie classique de la centrale ne soit pas en contact avec le combustible nucléaire, la sûreté de l'ensemble de l'installation pourrait en cas de brèche grave en être affectée.

C'est la raison pour laquelle EDF a engagé le remplacement, entre fin 1991 et fin 1993, de toutes les portions de tuyauteries incriminées des six réacteurs du palier C90 (Fessenheim et Bugey) et lancé un important programme de réparations et de contrôles sur l'ensemble des autres réacteurs de 900 mégawatts. Les réacteurs de 1300 mégawatts (1) qui présentent des anomalies différentes ne devraient pas être épargnés.

J.-F. A.

(1) Bien que d'une nature différente, l'incident (retardissement trop rapide du cœur) qui a affecté la trémie N2 de la centrale de Paluel le 20 janvier (le Monde du 30 janvier) a finalement fait l'objet d'un classement au niveau 2 de l'échelle de gravité. L'enquête a confirmé que cet incident n'avait aucun moment mis en cause la sûreté de l'installation. Mais le retard de l'information vis-à-vis de l'autorité de sûreté ainsi que le non-respect des règles techniques d'exploitation au cours de cet essai et la non-prise en compte d'informations dans le diagnostic de la situation ont conduit l'autorité de sûreté à le classer au niveau 2.

La Maison Blanche maintient la construction de la station spatiale. — Le porte-parole de la Maison Blanche, M. George Stephanopoulos, a déclaré, vendredi 5 février, que le président Bill Clinton envisageait d'annuler la construction de la station spatiale Freedom, à laquelle Européens et Japonais doivent participer, et celle du très grand accélérateur de particules SSC qui doit être construit au Texas. Des sources proches du Congrès avaient en effet affirmé que les réductions de budget à l'étude pourraient affecter ces deux programmes. On devrait en savoir plus sur les orientations en matière de recherche scientifique de M. Clinton en mars prochain, lors de la présentation de son projet de budget pour 1994. (AFP).

DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
L'ÉCONOMIE

هكزان الاشم

SOCIÉTÉ

MEDÉCINE

Lors des premières Journées obstétrico-pédiatriques

M. Kouchner lance une campagne d'information sur la mort subite du nourrisson

Ouvrant les premières journées obstétrico-pédiatriques à Paris, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a lancé, vendredi 5 février, une campagne d'information et de sensibilisation pour prévenir la mort subite du nourrisson, un drame qui frappe chaque année en France environ 1 500 nouveau-nés.

La mort subite du nourrisson (MSN) est responsable d'un décès sur deux chez les enfants âgés de vingt-huit jours à un an, loin devant les anomalies congénitales (17 % des décès), les infections (8 %) et les affections d'origine périnatale (6 %) (1). Son caractère inexplicable — une autopsie sur deux se révèle négative — en fait l'un des drames les plus redoutés par les jeunes parents et par le corps médical (« Le Monde Sciences-Médecine » du 24 juin 1992).

Dans ces conditions, certaines mesures simples de prévention

s'imposent, que le ministre de la santé entend divulguer aux familles par l'intermédiaire des gynécologues-obstétriciennes, des pédiatres, des sages-femmes, des médecins généralistes, des infirmières des maternités publiques ou privées, des puéricultrices et des responsables des services de la protection maternelle et infantile (PMI) des conseils généraux.

Une brochure, intitulée « Conseil aux parents », a été éditée par la Direction générale de la santé (DGS), qui sera remise aux intéressés, si possible avant la naissance de leur bébé, lors des visites prénatales et des cours de préparation à l'accouchement, ou après, lors du premier examen de l'enfant à la maternité ou des visites.

Il s'agit d'une « initiation des parents à la physiologie du petit enfant et à la puériculture en général ». Les recommandations portent sur l'environnement du nouveau-né : « Un endroit calme, non enfumé » ; sur son alimentation : « Si vous allaitez (...) ne fumez

pas » ; sur son repos : « Maintenez la température de sa chambre à 19° C maximum, choisissez un matelas ferme, évitez les coussins non rigides, les oreillers, les couvertures, les duvets, les draps » ; sur sa sécurité : « Ne laissez jamais votre bébé tout seul » et sur sa santé.

Une pratique systématique des autopsies

Parallèlement, le ministre de la santé a prévu d'envoyer à tous les professionnels concernés un courrier qui les informe de cette campagne de prévention, les appelle à jouer le rôle de relais nécessaire à son bon déroulement et qui détaille la conduite à tenir en cas de décès ou de malaise grave du nourrisson.

M. Kouchner a enfin exprimé son intention de tout mettre en œuvre pour faciliter la recherche des origines de cette mort subite des nourrissons. « L'autopsie, a-t-il ajouté, reste la clé de voûte de la recherche et de la prévention (...). Nous devons développer une politique tendant à la pratique systématique des autopsies et sans cesse former et informer les médecins. » Sur ce dernier chapitre, le ministre de la santé et de l'action humanitaire a annoncé qu'un décret autorisant le transport du corps des nouveau-nés décédés depuis leur domicile vers un centre régional de référence ou un établissement hospitalier était « en cours de négociation interministérielle ». « J'espère bien le publier avant de m'en aller... ailleurs », a conclu le ministre.

LAURENCE FOLLÉE

(1) Enquête réalisée par l'Unité de recherches épidémiologiques sur la mère et l'enfant de l'INSERM entre le 1^{er} septembre 1986 et le 31 décembre 1987.

Des infarctus de rêve

Certains mécanismes inhérents au sommeil peuvent-ils, dans l'espèce humaine, favoriser le déclenchement d'infarctus du myocarde ? Les cardiologues et neurologues de l'université de l'Iowa qui publient une étude sur ce thème dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 4 février) tentent de répondre, tout en confirmant la complexité des phénomènes physiologiques et physiopathologiques impliqués dans cette période encore trop peu connue de l'existence (1).

Les médecins américains cherchent à comprendre les raisons de la fréquence relativement grande d'infarctus du myocarde et d'accidents cardiovasculaires dans les heures suivant le réveil. Sur un groupe de huit volontaires normaux (sept hommes et une femme), ils ont mis en œuvre une batterie d'investigations cardiologiques (mesure de la tension artérielle, de la fréquence des battements cardiaques) et neurologiques (mesure de l'activité du système nerveux sympathique).

Leurs conclusions sont inattendues. Selon ces médecins, si plusieurs phases du sommeil correspondent bien à une forme de « mise au repos » du système cardio-vasculaire, il en va tout autrement pour une phase particulière — dite « de sommeil rapide » — à cause de l'aspect spécifique (fréquence rapide) de l'électroencéphalogramme, — proche de l'état de veille. Durant ces périodes, les yeux sont animés de mouvements rapides et l'on sait qu'il s'agit à ces phases correspondent le plus à la survenue des rêves. Les médecins américains ont établi que l'activité nerveuse

sympathique (qui contrôle, en particulier, le système cardio-vasculaire), augmente considérablement pendant ce « sommeil rapide », de même que la tension artérielle et que la fréquence des battements cardiaques.

Au vu des résultats de l'étude américaine, on constate donc que, du point de vue cardio-vasculaire, le phase « sommeil rapide » équivaut, non pas à une phase de sommeil profond, mais à une forte activation du système sympathique chez les sujets normaux, qui « peut être associée à des modifications du tonus musculaire ». Le *New England Journal of Medicine*, qui publie aussi un éditorial signé du docteur Giuseppe Mancini (Milan) consacré à cette étude, demeure très prudent. Selon le docteur Mancini, les résultats américains ne signifient pas que les personnes à risque cardio-vasculaire doivent dorénavant réduire leur temps de sommeil. Ces résultats pourraient, en revanche, conduire à quelques modifications dans la prise en charge thérapeutique de ces personnes de sorte que les traitements médicamenteux préventifs qui leur sont prescrits soient enfin efficaces la nuit comme le jour.

JEAN-YVES NAU

(1) Sur les différents aspects concernant le sommeil dans l'espèce humaine, tous spécialistes ou non, pourront se reporter au récent ouvrage *À quel bon dormir ?* du docteur Jacques Demotes-Mainard (186 p., 120 F), préface du professeur Jean-Daniel Vincent, éditions Fritson-Roché (Paris) et Espectre 34 (Montpellier).

EN BREF

Après la découverte de toxines, vente de coquillages interdite en Charente-Maritime. — Le préfet de la Charente-Maritime a étendu, vendredi 5 février, à l'ensemble du département les mesures qu'il avait prises la veille pour interdire la pêche, le ramassage, l'expédition et la vente de tous les coquillages du bassin de Marennes-Oléron. Le préfet de la Gironde a également pris des mesures d'interdiction en ce qui concerne les moules. Ces décisions font suite à la découverte par le réseau de surveillance de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) de toxines dangereuses dans les coquillages, qui pourraient avoir été produites par des algues, des bactéries ou certaines espèces de zoo-plancton. L'IFREMER rappelle qu'il s'agit là d'un phénomène naturel et non d'une pollution.

Destruction de saumons contaminés dans le Shetland. — Au moins 550 000 saumons d'élevage des Shetland, contaminés par la morue noire provoquée le 5 janvier par l'échouage du pétrolier libérien *Braer*, vont devoir être détruits, comme l'a annoncé, vendredi 5 février, l'association des éleveurs de saumons de l'archipel écossais.

Ces saumons proviennent des fermes d'élevage installées dans le secteur où la pêche a été interdite. Un prix du marché sera fixé afin que les éleveurs puissent être indemnisés.

Découverte de déchets hospitaliers dans une décharge près de Marseille. — La ville de Septèmes-les-Vallons, près de Marseille, a porté plainte, vendredi 5 février, contre le propriétaire d'une décharge où ont été trouvés 5 à 6 mètres cubes de déchets hospitaliers. Cette décharge n'aurait dû accueillir que des ordures ménagères et des déchets industriels inertes. L'Assistance publique de Marseille a déposé qu'elle déposait aussi une plainte contre la société prestataire « s'il était prouvé que ces déchets proviennent d'un hôpital de l'APM ». La Compagnie provinciale de service public (CSPS), qui exploite la décharge, a estimé que ces déchets ont été entreposés sur le site « par malveillance ».

Un dirigeant présumé d'ETA incriminé à Paris. — José-Luis Arrizaburoa Zubimendi « Azkoi », dirigeant présumé d'ETA, a été inculpé, vendredi 5 février à Paris, de complicité d'assassinat, par M^{re} Laurence

Aux Etats-Unis

Echec de la seconde greffe de foie de babouin sur un homme

L'homme de soixante-deux ans auquel une équipe de chirurgiens de l'hôpital universitaire de Pittsburgh, aux Etats-Unis, avait greffé, le 10 janvier dernier, un foie de babouin (*Le Monde* du 12 janvier), est décédé, vendredi 5 février. Le greffé, qui souffrait d'une hépatite virale B, maladie provoquant une dégénérescence irréversible du foie, n'avait jamais repris complètement connaissance depuis la transplantation.

Une première greffe de même nature, déjà tentée, le 28 juin 1992, par l'équipe de chirurgiens de Pittsburgh sur un homme de vingt-huit ans souffrant de la même maladie, s'était également soldée par le décès du patient, le 6 septembre 1992, soit soixante-dix jours après la transplantation. Les médecins avaient alors attribué ce décès à une surmédecation de produits destinés à prévenir un éventuel rejet de la greffe.

Le Vert, juge d'instruction anti-terroriste en charge des dossiers basques, qui a récemment décidé de laisser le militant nationaliste basque en liberté, sous contrôle judiciaire, dans la région parisienne. Il avait été arrêté en novembre 1986 à Hendaye, condamné à six ans de prison, puis remis en liberté et assigné à résidence.

Rectificatif : M. Bernard Notin et le STO. — Une ligne ayant sauté à la fin d'un article de nos éditions du 5 février relatif à un communiqué de M. Bernard Notin, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon-II), le sens en a été totalement dénaturé. Ce n'est évidemment pas M. Notin lui-même, âgé aujourd'hui de quarante-deux ans, mais « son père » qui, « réfractaire au STO, dut se tuer pour échapper à l'occupation nazie ». Samedi 30 janvier, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), la LICRA et le MRAP, qui reprochaient à M. Notin des écrits révisionnistes sur les chambres à gaz, s'étaient opposés à la reprise de ses cours (*Le Monde* daté 31 janvier-1^{er} février). A la suite de ces incidents, le directeur de l'Institut d'administration des entreprises à l'université Jean-Moulin avait décidé de confier le cours de M. Notin à un autre enseignant.

SPORT

RUGBY : le Tournoi des cinq nations

Benazzi, l'islam en Ovalie

Abdelatif Benazzi devait disputer contre l'Ecosse, samedi 6 février, au Parc des Princes, son seizième match au sein du Quinze de France. En trois ans, ce daoudi marocain, musulman pratiquant, s'est imposé comme l'un des maillards avant français.

Il contient sa puissance dans les limites du terrain. Lorsque son mètre quatre-vingt-dix-huit n'arrache des alignements de touche pour s'emparer du ballon à deux mains. Lorsque ses cent kilos s'efforcent de deuxième ligne de la mêlée tricolore ou se ruent sur l'adversaire pour pleurer sans rémission.

Dès qu'il sort du rectangle vert, Abdelatif Benazzi rentre dans sa réserve. Il parle doucement, s'exprime peu. Comme s'il cherchait à détourner les regards qu'il est attiré sur le pelouse. Comme s'il voulait s'excuser de ce gabarit, de ce parcours hors normes au sein du rugby français.

Ramadan oblige

Abdelatif Benazzi est né en 1968, dans la cité marocaine d'Oujda, près de la frontière algérienne. Dans un jeu qui se prolonge volontiers en ripailles, où la sueur se dissout dans l'alcool des troisièmes mi-temps, il se singularise par une pratique rigoureuse de l'islam. Il ne boit pas, même au soir d'un triomphe. Dans un milieu qui fonde sa solidarité sur quelques bonnes valeurs écologiques, Benazzi n'a renoncé à aucun des

impératifs de sa religion. Il continue de respecter le mois du ramadan, qui coïncide souvent avec les périodes cruciales de la saison ovale. « Pour ma première année en France, je l'avais fait à 100 %, explique-t-il. Il m'en a coûté une déchirure musculaire. Depuis, je pratique un jeûne adapté, en accord avec les autorités religieuses : je mange la veille et le jour des matches. Et je ne me sens pas diminué physiquement, j'y puise au contraire davantage de force morale. »

Dans les paquets d'avants, où les sélections s'obtiennent souvent à l'enseiment, le joueur détonne encore par une promotion fulgurante. Grâce à des aptitudes physiques qui l'ont pour-tant empêché d'exceller dans le sport favori de son pays d'origine, le football. « J'étais trop gros, se souvient-il. Au lycée francophone d'Oujda, je pratiquais le disque et le marteau. Jusqu'à ce que mon professeur d'éducation physique me conseille à seize ans, de jouer au rugby. »

Ce fils d'un commerçant aisé y décrochera deux titres de champion du Maroc et une dizaine de sélections dans l'équipe nationale. Au cours d'un tournoi en Tchécoslovaquie, il est repéré par les dirigeants d'un club français. Convaincu que son talent s'épanouirait mieux sur des terres de tradition ovale, Benazzi débarque à Cahors en 1988. « Je parlais français, mais pendant trois mois je me suis tu. J'ai observé les habitudes des gens qui m'entouraient. Je ne voulais gêner personne. Le joueur se refuse à revendiquer sa différence et souhaite seulement s'in-

tégrer par sa valeur de rugbysman. Et peu à peu, sur les terrains, les remarques recroisées obéissent le plus aux regards d'envie.

Les meilleurs clubs français convoitent cet athlète complet. En 1990, sa trajectoire le conduit au centre de l'Ovalie, à Agen, le chef-lieu de Lot-et-Garonne, qui lui propose un poste de chef de secteur dans une fameuse élite, sous les ordres d'un directeur régional nommé Pierre Berbizier. Benazzi demande sa naturalisation, qu'il obtient un an plus tard.

Une trajectoire fulgurante

Les portes de l'équipe de France s'ouvrent devant lui. Elles lui claqueront sur les doigts dès sa première sélection contre les Australiens ; le joueur est expulsé au bout d'un quart d'heure. Deuxième épreuve initiatrice, des blessures l'éloigneront de deux tournois consécutifs. Jusqu'à ce que le joueur renoue avec le Quinze de France, à l'automne dernier.

Aujourd'hui, le pack tricolore semble ne plus pouvoir se passer de sa force, que le joueur a appris à canaliser. Il sait que, lorsque sa technique se sera hissée au niveau de son physique, il fera partie des meilleurs avant du monde. Entre deuxième et troisième ligne, selon les humeurs changeantes des sélections, entre Maroc et France, Abdelatif Benazzi a trouvé son équilibre.

JÉRÔME FÉNOGLIO

Le Monde des DEBATS

Le Monde

L'ALIBI HUMANITAIRE

En dehors de sa justification immédiate, l'action humanitaire ne sert-elle qu'à masquer l'impuissance ou le désir de puissance des nations riches ? Le cri d'alarme de l'écrivain Tahar BEN JELLOUN au nom des peuples du Sud. Les limites et les ambiguïtés du droit humanitaire, par Pierre-Marie DUPUY, juriste. Le témoignage de Christophe RUFIN, vice-président de Médecins sans frontières. L'exemple somalien, par le sociologue Gérard PRUNIER.

UNE BELGIQUE DÉCHIRÉE

Une nouvelle fois la question se pose : le royaume belge peut-il résister à la volonté d'autonomie des Flamands et des Wallons ? Les réponses de Xavier MABILLE, historien, Pierre MERTENS, écrivain, René SWENNEN, avocat aux barreaux de Liège et de Paris.

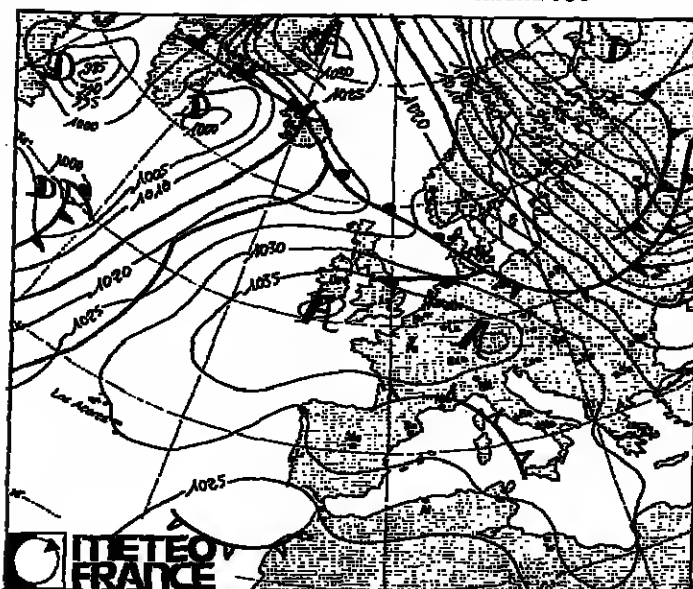
LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et distend davantage encore les liens sociaux. Comment retrouver de nouvelles formes de solidarité ? Les analyses d'Alvin TOFFLER, sociologue américain, Jean-Baptiste DE FOUCAULD, commissaire au plan, Bronislaw GEREMEK, historien polonais.

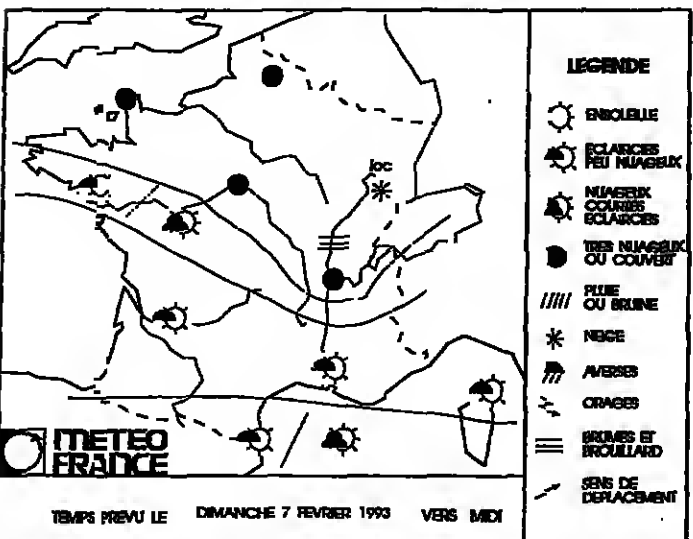
Numéro de janvier 1993

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 1993



Grisaille au nord. Ciel plus mitigé au sud. Des côtes de la Manche au Nord-Est, et dans la vallée de la Saône jusqu'à Lyon, la grisaille sera généralisée. Elle persistera une bonne partie de la journée. Près des frontières de l'Est ce ciel gris donne un peu de pluie verglaçante avec, au-dessus de 800 mètres, quelques flocons de neige.

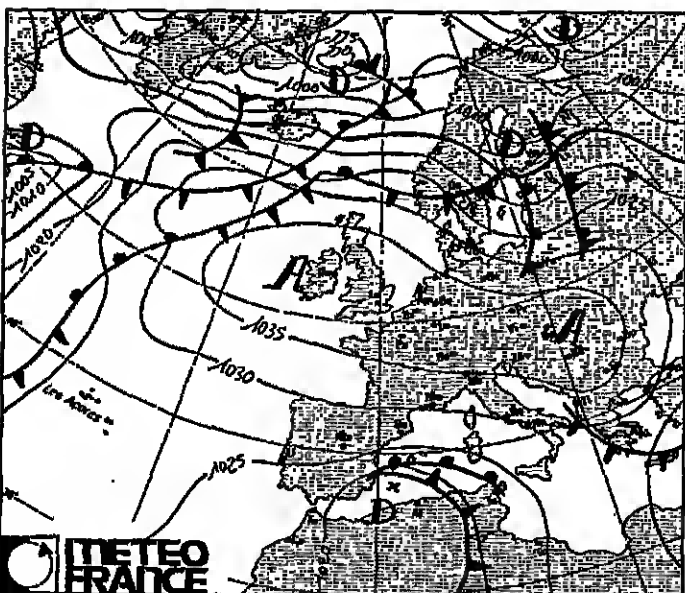
Sur la rive du pays, de la Bretagne au Sud, après dissipation des bancs de brouillard matinal souvent gênants, on apercevra le soleil, même s'il est parfois voilé par des passages nuageux.

Près des Pyrénées et sur le pourtour méditerranéen, les nuages s'épaissiront l'après-midi.

Les températures maximales seront généralement comprises entre 0 et -5 degrés dans l'intérieur, entre 1 et 3 degrés près des côtes Atlantiques, entre 7 et 9 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, la thermomètre atteindra 2 à 6 degrés sur une grande moitié nord, localement 7 à 9 au Sud-Est, 9 à 12 dans le Sud-Ouest et 13 à 15 près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 8 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 6-2-93 à 6 heures TUC et le 6-2-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MADRID	11	6	C
ALGER	12	14	7	1	A
BARCELONE	14	16	8	2	A
BORDEAUX	13	15	7	1	A
BRETAGNE	12	14	7	1	A
BREST	12	14	7	1	A
CARL	12	14	7	1	A
CHERBOURG	12	14	7	1	A
CHARENTAIS	12	14	7	1	A
DIJON	12	14	7	1	A
GRANDE	12	14	7	1	A
LILLE	12	14	7	1	A
LYON	12	14	7	1	A
MARSEILLE	12	14	7	1	A
NANCY	12	14	7	1	A
NANTES	12	14	7	1	A
NICE	12	14	7	1	A
PARIS-MONTS	12	14	7	1	A
PAU	12	14	7	1	A
PERPIGNAN	12	14	7	1	A
POitiers	12	14	7	1	A
RENNES	12	14	7	1	A
ST-ETIENNE	12	14	7	1	A

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ● On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 6 février

TF 1

- 20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Émission présentée par Philippe Bourvard.
- 22.30 Téléfilm : Le Retour de Will Kane. De Jerry Janssen.
- 0.05 Magazine : Formule sport. Formule foot : championnat de France ; Formule sport : Les 24 Heures sur glace de Chamonix ; Ski : Championnat du monde au Japon ; Résumé du tournoi des Cinq Nations.

FRANCE 2

- 20.50 Divertissement : Surprises sur prise.
- 22.25 Magazine : Ardinet.
- 23.40 Journal et Météo.
- 23.55 Magazine : La 25^e Heure. Artaud-Péche-gent.
- 0.40 Sport : Rugby. Tournoi des Cinq Nations : pays de Galles - Angleterre.

FRANCE 3

- 20.45 Téléfilm : Libérez mon fils. De Roberto Malenotti.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.05 Magazine : Repères. Invités : Alain Juppé, Sophie Marceau, Jean-Pierre Chagnoux, président du Comité d'éthique ; Christina Janin, alpiniste.
- 0.00 Magazine : Musiques sans frontières. Spécial Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne), avec les groupes Milena Vretek, Iva, Moral Code et Garaz. Découvertes Europe de l'Est de Radio-France Internationale.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Incident à Baltimore. De Delbert Mann.
- 22.00 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 24^e journée de championnat de France de D1.
- 22.45 Sport : Boxe. Réunion au Cirque d'hiver. Championnat d'Europe des welters : Ludovic Proto (France) - Gary Jacobs (Grande-Bretagne).
- 23.50 Flash d'informations.
- 0.00 Le Journal du hard.
- 0.05 Cinéma : Fantômes nocturnes. Film américain, classé X, d'Andrew Blake (1990).
- 1.10 Court métrage : Les Bêtes.

ARTE

- 20.40 Documentaire : Gardien de mon frère. De Joe Berlinger et Bruce Sinofsky.
- 22.25 ► Série : Histoires russes. La Victoire des ténébres. D'Igor Masiennikov.
- 23.25 Musique : Montreux Jazz Festival. Avec Louis Belson's Swing America, Holly Cole, Stéphane Grappelli, McGriff et Smith, Newport Allstars.
- 23.50 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

- 20.40 Téléfilm : Nom de code Rebecca. De David Hemmings.
- 0.20 Documentaire : A propos d'Emmanuelle. D'André Halimi.

Dimanche 7 février

TF 1

- 20.40 Cinéma : 37° 2 le matin. ■■■ Film français de Jean-Jacques Beineix (1989).
- 22.50 Magazine : Ciné dimanche.
- 23.00 Téléfilm : La fièvre monte à El Pao. De Manuel Marín.
- 0.30 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 20.50 Cinéma : L'Indie. ■ Film français de Serge Leroy (1992).
- 22.30 Variétés : Taratata.
- 23.55 Journal et Météo.
- 0.10 Magazine : Divertimento. Fou de musique, film de François Reichenbach.
- 0.55 Documentaire : Pushing the Limits.

FRANCE 3

- 20.45 Spectacle : Les Grands Circuses du monde en Amérique du Nord. Cirque Terzan Zarbini (Canada) ; Big Apple Circus et Cirque Tivoli (États-Unis).
- 22.05 Magazine : A vos amours. Invité : Florent Pagny.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.15 Cinéma : Le Jardin des Finzi Contini. ■ Film italien de Vittorio de Sica (1971) (v.o.).

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : Alice. ■■ Film américain de Woody Allen (1990).
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.20 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football ; Actualité sportive.
- 0.55 Cinéma : Le Pasi suspendu de la cigogne. ■■■ Film franco-italo-espagnol de Theo Angelopoulos (1991).

ARTE

- 20.40 Soirée thématique : Sorcières.
- 20.41 Court métrage : Lark. De Spino Kyriakou.
- 20.50 Documentaire : Cendres au vent. De Norbert Buse et Yacin Hachimi (1^{re} partie). L'Histoire de la chasse aux sorcières.
- 21.15 Téléfilm : Nuit folle. De Klaus Wechs, avec Michael Grelling, Michael Rast.
- 22.40 Documentaire : Cendres au vent (2^e partie).
- 23.05 Court métrage : La Miroir aux lutins. D'Oliver Gilson.
- 23.25 Documentaire : Voyage en pays inconnu. De Jean-Claude Rigas.

M 6

- 20.45 ► Cinéma : La Vengeance d'Hercule. ■■ Film franco-italien de Vittorio Cottafini (1960).
- 22.30 Magazine : Culture pub. D'Anne Magnien et Christian Blache.
- 23.00 Téléfilm : Éternelle Emmanuelle. De Francis Leroy.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5971

HORIZONTALEMENT

I. Fait son lit chaque jour. Est appelé à supporter bien des choses. — II. S'exprime d'une certaine manière. Offre donc une résistance à la pression. — III. Ne se remarque pas chez un Pékinois. Roulent, mais dans un sens interdit. — IV. Sens histoire et sans parole. Constituent une source de surmenage pour certains préposés. Ose enverner que l'on peut faire passer. — V. En Europe. Sont fermés en été. Se tint sur la défensive. — VI. Monarque. Finalement fatel. Lieu de culture de la fine fleur anglaise. — VII. Refroidit. Tel un repos peu recherché. — VIII. Sa lettre est toujours recommandée. Dans une alternative. — XIV. Participe. Quartier de Vienne. Aspect nu de très jeunes portugaises (pluriel). — X. Hors du commun. La sixième moitié d'un monarque. Appareil quand la pièce touche à sa fin. — XI. Symbole. Prédécesseur donc à pacifier avec le diable. Réfrérai. — XII. Demi-succès. Produit de culture. Sens équivoque. Terme musical. — XIII. Rend vaine toute velléité de fête. Victime d'une forte sécheresse. D'un auxiliaire. — XIV. Gasconne. En lège. La moitié de cinq. — XV. Couchant. On les pousse afin de les échever.

VERTICALEMENT

1. Lors des combats de boxe, il témoigne d'un incontestable talent d'enseigneur. Passe à l'hôtel. — 2. Tueur. Porteur d'eau. — 3. Dont on ne peut ignorer le côté brillant. Mauvaise sujet. — 4. Ch. Ol. commence ou finit le couvent. Transcendance, pour Kant. — 5. Toutes les lignes imprimées sur une feuille de chou. La bois de ses branches est lisse. Terme de jeu. — 6. Renonce plus d'une fois à la vie de garçon. Partie du pied. L'homme tranquille. — 7. Symbole à l'étranger. Telles des voix dans un concert sont fausses notes. — 8. Elle s'est donc taillé un beau succès. Grand, pour une finale de french-canon. — 9. Sculpteur. Provoqué ou subie selon le genre d'aimant. — 10. Précision topographique. Est décoré des palmes dans les « campagnes » d'Afrique. Se chute en entraîne beaucoup d'autres. — 11. A vu se dérouler plus d'une tragédie. Marque de succès sur un revers. — 12. Fausse journée. Dans une boîte. Ancienneté ou future monnaie. — 13. Concert impliquant l'accord des violons. Début d'un conte de fées. Extrait d'Alza. — 14. Degré. Sans âme. Il ne saurait faire vibrer le corde sensible. — 15. Source d'embouteillages. Plus dans le vent. Il passe où on le passe.

Solution du problème n° 5970

Horizontalement

1. Rigueur. — II. Malséance. — III. Es. Cigue. — IV. Panel. — V. Or. Serrail. — VI. Réa. Il. — VII. Apol. RER. — VIII. Bessiné. — IX. Lie. REST. — X. Erseu. Er. — XI. Se. Siffa.

Verticalement

1. Mémoire bleue. — 2. Res. Repaire. — 3. Il. Ailes. — 4. Gagas. Or. Es. — 5. Udine. Lira. — 6. Elger. Nauf. — 7. Unvaires. — 8. Réa. Il. Tel. — 9. Alerte.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

— Pierrette et Pierre Vergès, Nélida et Jean-Marie Abbès, Mireille et Jean-Charles Amiraute, Roselyne et Gérard Abbès, ses enfants, Emmanuel, Edouard et Thomas, Magali, Elise et Clémence, David et Joana, Claire et Sophie, ses petits-enfants, ont la peine de faire part du décès de

Raoul ABBÈS,

survenu le 31 janvier 1993, à Manosque.

Ils rappellent le souvenir de

Suzanne ABBÈS,

décédée le 8 novembre 1985.

— Chambéry, Valence.

M^{me} Andrée Olive, née Auffant, M. et M^{me} Jacques Germain et leurs enfants, M. et M^{me} Georges Baradez, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Maria Antnez, sa fidèle servante, Les familles Baradez, Tous leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean BARADEZ,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses funérailles auront lieu lundi 8 février 1993, à 10 heures, en l'église Métropole de Chambéry, où le corps sera déposé.

Inhumation au cimetière de Valence.

Condolences sur registre.

— Nous apprenons la mort de

M. Georges REBER, membre de l'inspection générale des finances, chevalier de la Légion d'honneur, décédé dans sa quatre-vingt-quatrième année.

S'associent au deuil de la famille, M. Pierre Dreyfus, ancien ministre, chargé de mission auprès de la présidence de la République, M. Albert Gazier, ancien ministre, Et nombre de ses meilleurs amis.

Ses obsèques auront lieu le lundi 8 février 1993, à 15 heures, au cimetière Centre, rue de Calais, à Argenteuil (Val-d'Oise).

— M^{me} Jean Chevalier, Sabine et François Aucoin, Bruno et Marie-Christine Chevalier, Antoine, Arnaud, Étienne, Elisa, ont la douleur de faire part du décès de Dieu de

M. Jean CHEVALIER, docteur en philosophie et en théologie, ancien professeur d'université, ancien directeur à l'UNESCO, journaliste et écrivain,

leur époux, père et grand-père,

survenu le 5 février 1993, à Paris.

Le service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, à Paris-6^e, le mardi 9 février, à 13 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

7, rue Emile-Dubois, 75014 Paris.

— On nous prie de faire part du décès de

M^{me} Pierre MONTAGNE,

née Françoise Lamarche,

le 3 février 1993, dans sa quatre-vingt-unième année, munie des sacrements de l'Eglise.

De la part de

M. et M^{me} Jean-Claude Borel et leurs enfants,

Antoine et Sébastien,

M. et M^{me} Dominique Chamblot et leurs enfants,

Cécile, Noël et Gabrielle,

M^{me} Jean Duilleul, ses enfants et petits-enfants,M^{me} Régis Marrier, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,M^{me} Pierre Lamarche, M. et M^{me} Paul de Chamard, leurs enfants et petits-enfants, La famille Montagne.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-des-Champs, le lundi 8 février, à 10 h 30.

Une bénédiction sera donnée en l'église Saint-Aubin de Tourouvre (Orne), à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

— Cheponost. Lyon. Equilles. Duingt.

Michelle et Louis Valette, Marie-Françoise, Nicolas, Geneviève Paille, Violaine et André Rajon, Marie-Pascal et Richard et leurs enfants,

Christophe, Olivier et Muriel, Anne-Christine, Jean-François et Magdeleine Paille, Claire-Agnès, Sébastien, Parents Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès à l'âge de quatre-vingt-seize ans, de

M. René PAILLE.

La messe de funérailles sera célébrée le lundi 8 février 1993, à 16 heures, en l'église de Chaponost.

Ni fleurs ni couronnes.

« Ma lumière et mon salut c'est le Seigneur. »

Remerciements

— Le Havre.

M^{me} Guy Adam, Florence et Fabrice, Et toute la famille, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors des obsèques de

M. Guy ADAM,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs vifs remerciements.

— 11 y n sept ans disparaissait

Anniversaires

Liliane HAGEGE, professeur et pianiste.

Ses enfants, Raoul, Claude, Monique et Michel.

Ainsi que tous ceux qui l'ont connue et aimée, conservent vivant le souvenir de sa personnalité rayonnante.

— Le 7 février 1982,

Robert LIABEUF

nous quittait dans sa trente-huitième année.

Sa famille rappelle son souvenir à tous ceux qui l'ont connu.

— 11 y n cinquante ans, le 7 février 1943,

Philippe ROQUES, compagnon de la Libération,

était abattu dans les rues de Perpignan par la Gestapo.

Que ceux qui s'en souviennent aient une pensée émue pour sa mémoire.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

هكمان النحل

CULTURE

CINÉMA

Emma hindi à Delhi

Le 34^e Festival du film de l'Inde a été marqué par la présentation d'une « Madame Bovary » de Ketan Mehta

DELHI
correspondance

Mélant films commerciaux et cinéma d'art (baptisé ici *new cinema*), la sélection du Festival du film de l'Inde, qui s'est tenu récemment à Delhi, tentait de résoudre ce dilemme : comment toucher un public national dans des couches de plus en plus vastes tout en restant à la culture, sans avoir recours aux poncifs et aux vulgaires du tout-puissant cinéma « populaire » ? Parmi la trentaine de films proposés, une poignée apportait des réponses dignes d'intérêt.

L'événement, ce fut l'émouvante méditation provoquée par... Madame Bovary. Très attendu, le nouveau film du réalisateur le plus prometteur de la nouvelle génération, Ketan Mehta, est une libre adaptation du roman de Flaubert, intitulée *Maya Memsaab (Madame Illusion)*. Sans renier les valeurs culturelles nationales, il marque un tournant dans la forme et le contenu du cinéma indien. Après quatre films remarqués pour leur critique sociale — notamment celui du statut des intouchables dans *Bhuvan Bhai* (1980) — et leurs recherches formelles, Mehta tente une « indolisation totale » de la petite-bourgeoisie de Yonville.

Long comme le fleuve du delta bengalais

Son Emma hindi, interprétée par la superbe actrice Deepa Sahi, est parfaitement mise en scène, et fait scandale. Elle incarne la première pécheresse sans fard du désir et de la sexualité d'une femme indienne, quand les héroïnes habituelles du cinéma sont adulées ou tant que mères ou épouses sacrifiées (les danseuses exceptées).

Du grand cinéaste bengali Goutam Ghose (dont « Cinéma sans visa » avait montré le film puissant *Occupation*), on découvrirait une nouvelle œuvre, foisonnante de personnages et de situations, loquée comme le fleuve du delta bengalais qu'elle décrit : le *Bailei du fleuve Padma (Padma Nadir Manjhi)*. Cette première coproduction indo-bangladaise peint le combat quotidien et éternel des pêcheurs

contre la pauvreté, les typhons, les terribles inondations. Magnifique et passionnante description de leurs efforts toujours recommencés.

Le personnage le plus étonnant de cette fresque magnifique est le « patron » des bateliers, à la fois homme d'affaires implacable et utopiste, « saint-simoniens » musulman, qui a créé une « république » où l'humanité peut respirer de l'air sur une île lointaine au large du delta. *Padma* se veut également un appel à l'entente intercommunautaire, entre hindous et musulmans, dont le Bengale deux fois déchiré pourrait fournir un terrain d'éclosion.

A Bombay, Dharavi est le plus grand bidonville d'Asie (trois millions d'habitants). De là sont parties les émeutes intercommunautaires qui ensanglantent l'Inde

actuellement. Avant ces événements, le jeune réalisateur Sudhir Mehta tentait dans son troisième film, *Dharavi (Sables mouvants)*, de mêler réalisme social et film noir, en racontant le combat d'un chauffeur de taxi et de sa femme contre les gangsters qui mettent le quartier en coupe réglée. Scènes oniriques et chantantes alternent avec les bagarres spectaculaires et sanglantes, autour de deux acteurs populaires, Shabana Azmi et Om Puri, à l'aise aussi bien dans le *new cinema* que dans le « commercial ».

Leur histoire (*Tahader Katha*), neuvième film de l'important réalisateur bengali Buddhadeb Dasgupta, dont *Tiger Man* avait laissé une impression durable, est moins réussie. Situé dans le Bengale des années 50, il tente de montrer le désarroi, jusqu'à la folie, d'un

ancien *freedom fighter* (combattant de la liberté), vraisemblablement communiste, emprisonné par les Britanniques.

A sa libération, il se reconstruit pas le pays rêvé pour lequel il s'était battu : le thème d'une indépendance « gaspillée » revient dans nombre de films indiens récents. Face aux combines de ses ex-camarades entrés en politique, il s'élève pour une dérive qui le mène au meurtre, puis à la prison, refuge contre la réalité. Mais le film souffre d'une interprétation appuyée.

Aux antipodes, mais tout aussi significatif, on trouve un film hindi très violent, *L'attaque finale (Prahaar)*, dans la veine du « réarmement moral ». Réalisé et interprété par l'officier parachutiste Nana

Patekar, il pleide pour l'élimination par tous les moyens du banditisme.

Enfin, un Tamil du Sud, Mani Ratnam, a réalisé (avec l'appui des forces armées), un hymne à l'efficacité pacifiste de l'armée indienne au Cachemire, *Rose (Roj)* : un jeune informaticien, enlevé par de farouches terroristes cachemirais, musulmans fanatiques, sera libéré grâce aux efforts de sa ravissante épouse, malgré la corruption et l'attentisme des « politiciens » (épousés dans la salle)... non sans que le héros, exsangue, ne soit parvenu à convertir son gendreau à la non-violence au nom de la cohésion de la nation.

YVES THORAVAL

Deux milliards et demi de tickets d'entrée par an

Cheque jour, 70 millions d'Indiens vont voir un film dans l'une des 13 000 salles de cinéma permanentes du pays, ou dans les cinémas itinérants (*mobile vans*) ou structures temporaires en bambou recouvertes de palmes. Avec 2,5 milliards de tickets par an, le cinéma demeure, et de loin, le principal divertissement des 825 millions d'habitants.

En quatre-vingts ans d'histoire, depuis le premier film national de fiction (*mythologique*), *Raja Harishchandra* de D. G. Phalke (1913), environ vingt mille films ont été réalisés dans ce qui reste aujourd'hui le plus grand et l'un des plus dynamiques pays producteurs au monde. Après une pic à 920 longs métrages en 1985, l'Inde produit annuellement entre 750 et 800 films (plus deux mille documentaires, films courts, pour enfants, etc.), contre environ 350 aux États-Unis et 113 en France. Ces films, pour la plupart tournés dans quatre des seize langues officielles nationales, sortent surtout des usines à rêves de Bombay,

Madras et Calcutta. L'industrie cinématographique fait vivre directement près de 2,5 millions de personnes (et leur famille).

L'Inde présente un cas presque unique du cinéma mondial : 90 % de ses écrans sont occupés par la production nationale. Les Indiens se sentent peu concernés par les films étrangers sinon ceux réputés « sexy » — *Basic Instinct* a fait un succès. La scénarisation de productions étrangères importées, comme *Amélie* (USA, Europe, Hongkong) concerne à peine 10 % de la population, avant tout les classes moyennes et supérieures anglophones des grandes villes.

Le rôle-clé de l'Etat

« Bien qu'on y voit des milliers de producteurs — le prestige et les profits tirés du cinéma peuvent être considérables —, l'Etat, par le biais de la NFDC (National Film Development Corporation) joue un rôle majeur, en tout cas pour les « films d'art » (dits « new

cinema ») : financement, distribution, promotion domestique et extérieure, prix aux réalisateurs, édition de cassettes de qualité, importations étrangères. Alors que le grand public réserve ses faveurs aux « masala-films » (films épiques, aventures indiennes du « western » spaghettis) ou du « ciné-loukoum » (égyptien), le « new cinema » bénéficie d'une grâce de ciné-clubs, dont le Bengale fournit, depuis longtemps, un exemple remarquable.

En Inde, les films de Satyajit Ray par exemple ne sont pas « populaires ». C'est grâce aux ciné-clubs et à son aura en Occident qu'il y a été reconnu. Seules deux ou trois salles de Calcutta, sa patrie, le diffusent commercialement.

La censure, héritée du Cinématographique Act britannique de 1918, maintenant le Central Board of Film Certification centralisé à Delhi, a pour tables de la loi : pas de nudité ni de baiser (« no kissing policy »), pas de violence, pas de vision dégradante

de la femme, rien qui puisse attiser les violences inter-confessionnelles, pas d'attaque contre la famille Nehru-Gandhi, pas de mention favorable des nationalistes (marxistes-léninistes), etc. Ce contrôle a permis que des films de valeur soient interdits ou coupés, alors que, hormis le dernier article, le cinéma commercial récent ne respecte plus ces prescriptions : meurtres en série, bagarres, vols, violences contre les femmes, tortures de larmes, intrigues machiavéliques, drames de foules indiennes — principalement masculines, urbaines, dans la tranche 15-30 ans.

En Inde, la « révolution télévisuelle » a commencé il y a dix ans (quatre millions de récepteurs seulement en 1991). Encore son public potentiel est-il estimé à 170 millions d'Indiens. Quant à la majorité de la population, elle risque d'attendre au moins un siècle avant d'atteindre le seuil de la société de consommation.

Y. T.

Mankiewicz, l'intellectuel

Suite de la première page

Puis il est envoyé par sa famille à Berlin, à Paris et à Oxford pour se perfectionner. En 1928, il devient journaliste, correspondant à Berlin du *Chicago Tribune*. Il rédige les sous-titres anglais pour les films muets de la UFA.

Son frère aîné, Herman, journaliste et scénariste célèbre, le fait entrer en 1930 à la Paramount, où il va écrire scénariste et dialoguiste de seize films pour Edward G. Robinson, Norman Taurog, Ernst Lubitsch, King Vidor. En 1934, il passe à la MGM, où il est producteur tout en travaillant à des scénarios (*Fury*, de Fritz Lang, *Trois camarades* de Frank Borzage, *Indes critiques*, de George Cukor). En 1943, il entre à la Fox.

Il a trente-sept ans (en 1946) quand il remplace Ernst Lubitsch, malade, à la réalisation du *Château du Dragon*, film dramatique en costumes sur les mystères d'un sombre manoir des bords de l'Hudson où se trouve propulsée une jeune fille de la campagne. Il dirige Gene Tierney — qui vient de tourner *Laura* chez Paramount —, Walter Huston et Vincent Price et crée, par une mise en scène élégante et précise, une atmosphère mystérieuse, qui ne lui attire pas les compliments de Lubitsch. Mais le voilà désormais consacré réalisateur. Il enchaine sur *The Late George Apley*, chronique d'une famille de la grande bourgeoisie bostonienne au début du siècle construite autour de Ronald Colman, symbole d'une Amérique aux traditions révolues.

Une période de misogynie

En 1947, il signe son premier chef-d'œuvre, *L'Aventure de Mr. Muir*, comédie fantastique sur les rapports amoureux d'une jeune veuve des années 1900 avec le fantôme d'un marin battant une vieille maison au bord de la mer, en Cornouaille. Elle gardera son souvenir toute sa vie et le retrouvera le jour de sa mort pour lui être unie. Film poétique, tendre, insouciant et porté par la grâce. *L'Aventure de Mr. Muir*, à la mise en scène finement dosée et aux dialogues étonnants, place une Gene Tierney sublime face à Rex Harrison et George Sanders.

La même année, Mankiewicz a

réalisé *Quelque part dans la nuit*, film noir sur un sujet alors à la mode : la recherche par un amnésique de sa véritable identité. En 1948, *Chânes conjuguées* est un suspense avec retour en arrière : c'est une étude incisive des comportements de frustration, de l'arrivée de la femme américaine, sur fond de lutte de classes. Le cinéma américain traverse une période de misogynie due au bouleversement des rôles sociaux après la guerre. Chânes conjuguées reçoit les Oscars du meilleur scénario et de la meilleure réalisation.

La cote de Mankiewicz grimpe de plus en plus à Hollywood. Il peint la vie d'une famille italienne de New York dans *La Maison des étrangers* (1949), avec Edward G. Robinson et Richard Conte, dénonce les dangers du racisme dans *La porte d'enfer* (1950), avec Richard Widmark et Linda Darnell.

L'année 1950 est celle de son deuxième chef-d'œuvre, *Eve*, une plongée dans les milieux du théâtre de Broadway. Utilisant une fois de plus sa figure de style préférée, le retour en arrière, Mankiewicz montre la difficulté qu'il y a à raconter « toute la vérité sur Eve », la vedette par excellence. Bette Davis dans un rôle extraordinaire, actrice et femme devant laquelle se dresse Anne Baxter, hypocrite et venimeuse. C'est un jeu pirandellien. Couronné par l'Oscar du meilleur film, *Eve* restera un éblouissant leçon de cinéma. On murmure dans la ville (1951), avec Cary Grant et Jeanne Crain, est, par ses ruptures de ton, son mélange de genre et son ambiguïté, un film beau et secret sur les apparences et les illusions à propos de la personnalité — vraie ou fausse — d'un médecin. *L'Affaire Cletton* (1952), avec Jane Manson et Danielle Darrieux, adapte une affaire d'espionnage (réelle) de la deuxième guerre mondiale, par de brillantes variations sur le cynisme et la corruption.

1953 : Mankiewicz réussit un coup de maître avec *Jules César*, mise en film de la tragédie de Shakespeare, dans laquelle il a opéré pour la convention théâtrale (son producteur pour la MGM est John Houseman, riche de son expérience théâtrale avec Orson Welles), en mettant admirablement en valeur le texte de cette réflexion politique sur le pou-

voir et la trahison. Plans longs, caméra très mobile qui suit le déplacement des acteurs, comédiens magnifiques : Sir John Gielgud, James Mason, Louis Calhern et Marlo Brando, venu, lui, de l'Actors Studio, dans le rôle de Marc-Antoine. Un spectacle de référence.

Le puzzle d'une existence

Mankiewicz, qui cette année-là a créé sa propre maison de production, la Figaro Inc. tourne « un conte de fées qui correspond à la vie d'aujourd'hui, une version amère de *Cendrillon* » : *La Comtesse aux pieds nus* (1954), dans laquelle Ava Gardner, dans une robe de chambre défilante, danseuse de cabaret madrilène devenue star hollywoodienne, reste une énigme jusqu'à son mariage avec un aristocrate italien et sa mort tragique qui ressemble à un sacrifice. Conté mené sous la pluie, dans un petit cimetière d'Italie, devant la statue de la comtesse morte, le récit, par retours en arrière successifs, reconstitue le puzzle d'une existence à travers les souvenirs d'hommes qui s'interrogent sur la vérité de cette femme et sur leur propre vérité. Humphrey

Bogart y est magnifique, autant qu'Ava Gardner. Le film, tourné vers l'Europe, est aussi un tableau sans concession des mœurs hollywoodiennes. C'est, chez Mankiewicz, le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre, l'apogée d'un style et d'une thématique. *Blanches Colombes et vitales messieurs* (1955), comédie musicale avec Marion Brando, Jean Simmons et Frank Sinatra, *Un Américain bien tranquille* (1957), d'après le roman de Graham Greene, ne sont, après ceux-là, que des œuvres mineures.

Les recherches de Mankiewicz se manifestent à nouveau dans sa transposition cinématographique de *Souvenirs*, l'été dernier (1959). L'une des pièces les plus morbides de Tennessee Williams, où l'on tente de briser le cerveau d'une jeune fille pour en supprimer le secret qu'elle a découvert. D'une galerie de monstres et de victimes, Mankiewicz tire des personnages humains, tourmentés dans l'âme, capotés d'un hôpital psychiatrique. En fait, dirigeant Elizabeth Taylor, Katherine Hepburn et Montgomery Clift, il redonne le grand cinéaste psychologique de *Chânes conjuguées* et d'*Eve*.

Embarqué en 1961 dans le tournage apocalyptique de *Cléopâtre*, commencé par Rouben Mamoulian, Mankiewicz s'empare plus qu'à sauver les meubles. L'histoire de la reine d'Égypte lui permet de traiter ses thèmes préférés, mais Darryl Zanuck, pilote de la Fox en détresse, réduit la durée de son film de telle façon que le réalisateur crie au sabotage, et sort de cette épreuve de deux ans en déclarant de rayer *Cléopâtre* de sa filmographie.

Avant de prendre volontairement sa retraite en tournant le dos à la Californie, Mankiewicz réalise trois films selon son cœur et ses conceptions cinématographiques : *Gaspier pour trois abeilles* (1966), jeu sournois et pervers d'un milliardaire admirateur de Volpone, mis en scène à Venise; le *Repère* (1970), avec Kirk Douglas et Henry Fonda, son unique western, qui détourne les lois du genre; et le *Limier* (1972), superbe affrontement psychologique d'un romancier anglais (Laurence Olivier) et d'un jeune coiffeur (Michael Caine) dans un labyrinthe de mystifications et d'humiliations. Il termine ainsi sa carrière avec un jeu intellectuel sophistiqué, lancé en défi à l'industrie du cinéma.

JACQUES SICLIER



Joseph L. Mankiewicz en septembre 1992.

MUSIQUES

Les malheurs de Lapiro

L'idole camerounaise a pris des positions politiques qui lui ont valu quelques ennemis

LAPIRO DE M'BANGA
ou New-Morning

Originaire de la ville de M'Banga, Lapiro, surnommé « Ndinga man » (« l'homme-guitare »), était devenu le porte-parole des « saveurs », ces jeunes « vendeurs à la sauvette » des faubourgs de Douala qui pratiquent l'art du *pidgin-anglais* — mélange argotique de français, d'anglais et de langues vernaculaires — mais aussi celui du vol à la tire et des petits commerces illicites. Pourfendeur des oisifs, Sedjo Lanhio Pierre Roger, alias Lapiro, défend les sans-grade depuis bientôt dix-huit ans, sur fond de *makossa* (rythme étiqueté « Cameroun ») croisé avec le *hi-life* voisin, la rumba du Zaïre. Mais il révoque le genre avec une touche de rap revendicatif, et une autre de soul efficace. De *Persévérance* (soo premier 33 jours, en 1977) à *Surface de réparation* (en 1989) en passant par *No make error*, super-tube africain enregistré en 1986 avec Jimmy Cliff, le parcours artistique de Lapiro est un sans-faute.

Dans cette tornade de chansons viciées, le président Paul Biya en prend pour son grade. Comme le maire de Yaoundé, « le Chirac de N'Gola », mais aussi « les nouveaux milliardaires et les hommes d'affaires, les politiciens mange-mille [qui valent] les billets de mille CFA ». Certaines de ses chansons sont interdites d'antenne à la CRTV (Radio-télévision camerounaise). Voix rocailleuse, guitare agile, le chanteur n'en a cure : il se dit ami du dirigeant de l'opposition, John Fru Ndi, et adhère sans hésiter au comité de libération du journaliste contestataire Célestino Monga.

C'est vers la mi-avril 1991, quelques mois après l'instauration du multipartisme, que les choses se gâtent. L'opposition lance une opération « villes mortes », so forme de grève générale. Très vite, Lapiro de M'Banga s'insurge : « J'ai compris alors, et le fiasco de l'opération m'a donné raison, je le redis dans mon dernier album. Ne wou go pay [« Qui va payer ? »], que cela ne m'empêche rien, sinon à de grandes violences ».

« Records d'Inégalités »

Le chanteur s'engage alors sur un terrain qu'il connaît mal. Le roi des « saveurs » organise une conférence de presse pour dénoncer l'opération « villes mortes ». Le lendemain, le concert qu'il devait donner dans un grand hôtel de Douala tourne au fiasco : coupé par la foule qui l'attaque au lance-pierres, Lapiro doit se réfugier dans les locaux d'une usine toute proche. Quelques heures plus tard, le Matango, le club qu'il a ouvert à M'Banga, est incendié. Et la presse de l'opposition l'accuse d'avoir touché une grosse « enveloppe » présidentielle, en échange de son retour en scène.

« Fontaines ! Je ne voudrais pas avoir les deux cents morts de l'an dernier sur la conscience. Et je persiste à dire que s'il n'y avait pas eu cette opération-suicide, le président Biya aurait perdu les élections [présidentielles et législatives, organisées fin 1992]. Moi, j'en ai marre de Biya, j'étais un des premiers à le dire dans la rue. Qui est responsable des records d'inégalités battus par le Cameroun ? Biya, peut-être, mais l'Élysée encore plus sûrement ! »

En attendant de pouvoir redorer son blason au pays, Lapiro est à Paris. L'album qu'il y a enregistré, et pour lequel il vient de recevoir le prix de la fondation Afrique en création, décerné par le ministère de la coopération, affiche, en sous-titre : « N'dinga Man contre-attaque ». Zonard dans l'âme, « tchotchou » épidémique, Lapiro parle des banlieues-dortoirs, de « Trel-trel à Kourou », s'adressant à ceux qui subissent « l'apartheid de la part de Montes-lo-Pourrie, Mantes-des-Tocards » (*Syndromes uniques*), mais vitupère aussi les politiciens africains, « mauvais gérants de la démocratie », qui ont poussé « les pauvres nains et innocents jusqu'au sacrifice suprême au Togo, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Gabon, au Zaïre » (*Na wou go pay*), avant de fustiger ses accusateurs d'être dans un *makossa* déchaîné (*Big Mop For Nothing*, Grande gueule pour rien).

VÉRONIQUE MONTAGNE

Le 6 février à 21 heures. Tél. : 45-23-51-41. Album : *No wou go pay*, 1 CD Indigo/Label Bleu LBL2506, distribué par Harmonia Mundi.

مقدم العمل

ÉCONOMIE

BILLET

La CGT à la loupe

« En tant que syndicat, la CGT n'a pas à donner de consigne de vote. C'est à chaque électeur, en conscience, d'user du suffrage universel comme il l'entend. » Cette résolution d'apparence on ne peut plus banale, adoptée à l'issue de la réunion de la commission exécutive de la CGT des 3 et 4 février, n'en a pas moins fait l'objet d'âpres discussions.

Sur un sujet aussi sensible, adeptes d'un alignement fidèle sur la PCF et partisans d'une indépendance plus marquée ne pouvaient que s'opposer. Mais, pour prendre la mesure de cet affrontement, il faut — une fois de plus — non seulement regarder les textes à la loupe mais également lire entre les lignes. Ainsi, les « modernistes » assurant avoir remporté « une grande victoire » en obtenant que cette déclaration ait été faite par la CGT « en tant que syndicat ». Cela témoignerait d'une attitude non pas ponctuelle mais définitive. La portée de cette « grande victoire » doit cependant être relativisée, car la confédération s'est toujours gardée de lancer ouvertement des appels à voter communiste. Reste que, cette fois, la CGT s'est abstenue de faire allusion aux candidats à la députation « qui défendent les intérêts des travailleurs » ou de tirer à boulets rouges sur toutes les forces politiques sauf une, moyen classique de suggérer quel bulletin il convenait de glisser dans l'urne. Mieux : lors de la discussion, un responsable a fait sensation en prononçant le nom du parti politique avec lequel se pose le problème de l'indépendance.

Les « durs » des fédérations de la métallurgie, des PTT, de la santé, de la construction ou de l'île-de-France — qui proposaient tout simplement que la CGT n'aborde pas le sujet des élections législatives — ont donc battu au retraite et donné leur accord à la résolution. Mais une question, pourtant, n'a pas été tranchée : les syndicats locaux qui lancent des appels indirects mais transparents en faveur du vote communiste seront-ils critiqués ? Il est probable que l'argument du « respect du fédéralisme » sera bien commode pour fermer les yeux.

Tant qu'elle se manifestera par des subtilités sémantiques ou des non-dits, la « transformation » de la CGT manquera singulièrement de crédibilité. Ce que les « modernistes » considèrent comme « une grande avancée » vers l'indépendance risque de n'être perçue à l'extérieur que comme un tout petit pas. D'autant plus que, dans l'état où il se trouve, le PCF dispose de moyens de pression de plus en plus limités sur la CGT.

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Bruno Durieux dénonce les récentes mesures protectionnistes des Etats-Unis

A la veille d'entretiens politiques à Washington, M. Bruno Durieux, ministre délégué au commerce extérieur, a dénoncé, vendredi 5 février, les mesures protectionnistes « injustes » prises récemment par les Etats-Unis. Le ministre était venu en Floride pour participer au lancement d'une campagne de promotion de l'industrie française outre-Atlantique.

MIAMI (Floride)

de notre envoyé spécial

« Les mesures prises récemment par l'administration américaine sur l'accès à la production des marchés publics des télécommunications et les grands équipements électriques sont injustes, tant pour la France que pour l'Europe, et je m'entretiendrai de ces différends avec M. Michael Kantor », a déclaré, vendredi 5 février, à Miami, M. Bruno Durieux, ministre délégué au commerce extérieur, en faisant allusion à la rencontre qu'il doit avoir le 9 février, à Washington, avec le nouveau représentant spécial du président Clinton pour les affaires commerciales internationales. « Je compte bien attirer son attention sur

le très grand danger de voir une puissance économique comme celle des Etats-Unis s'engager dans la voie du protectionnisme », a expliqué M. Durieux, ajoutant qu'il allait également tester son interlocuteur sur l'attitude de l'administration Clinton à l'égard du GATT en général, et plus particulièrement de la négociation sur le volet de l'Uruguay Round, dont le ministre souhaite « l'aboutissement rapide dans l'intérêt de tous ».

« Business France »

M. Durieux a tenu ces propos à l'occasion du lancement, aux Etats-Unis, d'une campagne de promotion des entreprises et des produits français, visant à « doubler la contribution de la France à l'économie américaine d'ici à l'an 2000 ». Le « mythe », selon l'expression de M. Durieux, veut que la France soit surtout connue aux Etats-Unis pour sa haute couture, ses parfums et son champagne, alors qu'elle exporte aussi des produits leaders dans les transports, la technologie médicale et la pharmacie, les télécommunications, le génie civil et l'industrie de l'environnement, tous secteurs d'activité que cette campagne sera chargée de promouvoir. Lancée sur une initiative gouvernementale et relayée en partie

par les entreprises du secteur privé français, elle a été baptisée « Business France », et dotée d'un budget de 3,7 millions de dollars (environ 20,7 millions de francs).

En 1992, les investissements français aux Etats-Unis atteignaient 22,7 milliards de dollars, et les exportations françaises vers ce pays se situaient à 14,6 milliards de dollars. Environ 9 000 entreprises françaises exportent actuellement vers les Etats-Unis, et plus de 1 500 filiales de groupes français sont implantées sur leur sol où elles emploient 340 000 personnes. En sens inverse, les Etats-Unis représentent plus de 25 % des investissements étrangers en France et un solide commercial positif (en faveur de Washington) de 5 milliards de dollars. « Nos performances économiques sur le marché américain sont en dessous de nos potentialités », a indiqué M. Durieux en rappelant que la France, quatrième exportateur mondial, n'est que le neuvième fournisseur des Etats-Unis avec 2,7 % de parts de marché. C'est pour tenter de remédier à ce déséquilibre que Paris a lancé cette campagne de promotion qui, à certains égards, rappelle l'initiative — au succès mitigé — prise il y a quelques années par M. Edith Cresson, alors ministre du commerce extérieur.

SERGE MARTI

Selon une étude de l'OCDE

Le gouvernement britannique doit veiller à la crédibilité de sa politique monétaire

Le Royaume-Uni devrait enfin pouvoir sortir en 1993 de la récession qui touche le pays depuis deux ans, estiment les experts de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) dans leur étude sur l'économie britannique publiée jeudi 4 février. De nombreuses incertitudes demeurent cependant, concernant notamment la capacité des autorités d'outre-Manche à contenir l'inflation après la sortie de la livre du système monétaire européen (SME).

« La décision de se retirer temporairement du mécanisme de change a été prise dans le contexte d'une récession plus profonde et plus prolongée que prévu », a écrit l'analyse. Avant d'analyser les possibilités offertes par le changement de politique monétaire du Royaume-Uni — depuis la sortie de la livre du SME, le 16 septembre 1992 —, les experts de l'OCDE soulignent dans leur étude que, malgré quelques signes de reprise économique enregistrés au début de l'année 1992, le pays a traversé deux années de récession « historique ».

Sur les six trimestres s'échelonnant à la fin de 1991, précise le rapport, la production totale du pays a chuté d'environ 4,25 % par rapport au sommet atteint au milieu de l'année 1990. Ce n'est que progressivement, au cours de l'année 1992, que le produit intérieur brut (PIB) a pu inverser la tendance et rester « stationnaire ». Le redressement de l'activité a été bloqué par l'interaction de plusieurs éléments, note l'OCDE : « La forte endettement des ménages, la baisse des prix du logement, le niveau élevé

des taux d'intérêt et la crainte que ces taux ne soient encore relevés pour défendre la livre ».

Facteur décisif pour la reprise, la consommation privée représentée au Royaume-Uni à peu près les trois quarts du PIB. Or les ménages ont longtemps procédé à l'ajustement de leurs budgets, souligne l'étude, « le niveau élevé des taux d'intérêt nominaux les incitant à augmenter leur épargne et à réduire leurs dépenses ». Signe encourageant : un premier redressement de la consommation privée a été observé au printemps 1992.

Un risque inflationniste

Surtout, « le relâchement sensible des conditions monétaires donnera un coup de pouce à l'économie », précise l'étude. Alors que, depuis le début de 1990, les exportateurs du Royaume-Uni perdent des parts de marché, « la baisse récente du taux de change de la livre a amélioré la situation », note l'OCDE, précisant que les coûts en Grande-Bretagne sont revenus à leurs « meilleurs niveaux » depuis le milieu de 1980. Les exportateurs britanniques devraient donc tirer parti de la reprise prévue des échanges monétaires en 1993-1994.

En total, l'OCDE prévoit une croissance du PIB réel qui « devrait » se redresser progressivement cette année, atteignant peut-être, courant 1994, son taux potentiel estimé à 2,5 %. La production réelle « pourrait », quant à elle, commencer à s'accroître au premier semestre 1993, soutenue par la bonne « résilience de l'investissement » des entreprises. En revanche, les experts du Château de la Monnaie à Paris se attendent guère à une amélioration du mar-

ché du travail. Plus d'un million d'emplois ont été perdus par rapport au niveau le plus faible de juin 1990 : le nombre total de chômeurs inscrits était de 2,87 millions en octobre 1992 (10,1 % de la population active), contre 1,66 million en 1990 (6,9 %). En 1993, le taux de chômage devrait atteindre 11 % de la population active.

« Les perspectives économiques sont assombries par des incertitudes d'une ampleur exceptionnelle, du fait notamment de la dégradation récente de la confiance concernant l'évolution aussi bien intérieure que mondiale », soulignent les auteurs de l'étude, déclinant des conseils de priorités. Première urgence : la nécessité d'un « effort » assainissement budgétaire. Car, après avoir été en position d'équilibre au cours de l'exercice 1990-1991, le besoin d'emprunt du secteur public pour 1992-1993 a été révisé à la hausse et porté à 37 milliards de livres (298 milliards de francs). Dédouctions faites, le produit des privatisations, ce besoin atteindra, pour l'exercice en cours, près de 7,5 % du PIB.

Second danger : le risque inflationniste, notamment depuis que la discipline imposée par le mécanisme de change a disparu et que la livre flote à nouveau. Par rapport à son niveau record de 11 % d'octobre 1990, l'inflation a été fortement réduite jusqu'à une progression sur douze mois de l'indice des prix de détail tombée à 3,6 % en octobre 1992. A présent que le rythme de progression des rémunérations est retombé à son plus bas depuis 1960, les experts de l'OCDE conseillent au gouvernement britannique de « rétablir la crédibilité de la politique monétaire ».

OLIVIER PIOT

Pour dépasser l'opposition service public-marché

La France proposera l'adoption d'une charte européenne du service public

La Communauté ne peut se bâtir uniquement sur la concurrence. A son côté, il convient de réaffirmer la place du service public. Soucieux de sa donner les moyens de mieux résister aux coups de boutoir de ceux qui, au sein de la Commission européenne, militent pour un libéralisme sans entraves, le gouvernement français a décidé de soumettre à ses partenaires un mémorandum dont l'objectif est l'adoption par les Douze, d'ici à la fin de l'année, d'une « charte européenne du service public ».

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, qui présentait ce projet jeudi 4 février à Bruxelles, à l'occasion d'un colloque organisé par l'Association des anciens élèves de l'Ecole polytechnique, sur le thème « Vers un service public européen : les entreprises de réseaux à l'heure du marché unique », a affirmé que cette initiative avait déjà recueilli l'appui de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne ainsi que de l'Italie et qu'en France l'opposition pourrait l'appuyer.

« Les directives européennes ne doivent pas remettre en cause nos services publics... Il faut reprendre l'initiative sur le plan politique et idéologique », s'est exclamé l'un des intervenants, témoignant ainsi de la volonté des dirigeants des entreprises nationales et des grands corps de l'Etat de freiner une interprétation trop libérale du traité de Rome.

Réaffirmer la place du service public dans la construction européenne ne revient pas à défendre les intérêts des entreprises publiques et encore moins de leurs monopoles, a tenu à préciser le ministre. Une précaution oratoire reprise par la plupart des intervenants, sans qu'on sache si elle convaincra les tenants d'une libé-

lisation des « réseaux ». La charte, dont le champ d'application naturel serait l'ensemble de ces réseaux (transports, énergie, services urbains, télécommunications), aurait deux objectifs. Le premier, défensif, serait de réaffirmer le droit des pays membres d'organiser leurs services publics. D'établir des règles qui protègent les usagers contre ce que M. Bianco a appelé la « myopie du marché ». Le second viserait à favoriser l'émergence de services publics à l'échelle du continent. « Des raisons techniques de couverture de l'espace, en justifient l'existence », a expliqué M. Bianco.

La place de l'intérêt général

Faisant la synthèse des débats, M. Jacques Lescaume, directeur du Monde, a relevé le souci des participants de sauvegarder un modèle européen de société en s'efforçant de définir une relation équilibrée entre « l'espace de marché et l'espace de service public ».

Autre mise en garde, celle de M. Claude Desama, président de la commission de l'énergie du Parlement européen, qui a redouté que, face aux « machines de guerre » que sont les contraintes du traité et la jurisprudence développée par la Cour européenne de justice, la charte — si elle voit le jour — ne soit guère plus qu'un catalogue de vœux pieux. Une manière de rappeler la cruelle expérience de la charte sociale européenne !

M. Jacques Delors n'ignore rien des difficultés qui guettent la démarche proposée par M. Bianco, en symbiose évidente avec l'élite publique française. Il l'appuie cependant, estimant le moment propice, car apparaît « un mouvement de fond qui replace l'intérêt général au centre des préoccupations », mais aussi parce que la nécessité, liée à l'existence du grand marché, de mettre en place des réseaux trans-européens, avec prolongements vers nos voisins de l'Est, donne l'occasion d'envisager « l'extension du concept de service public à l'échelle transnationale ».

PHILIPPE LEMAÎTRE

A la suite du conflit avec Virgin Atlantic Lord King cède la présidence de British Airways à M. Colin Marshall

Six mois avant l'échéance prévue, Lord King of Warratoby, soixante-trois ans, a annoncé qu'il abandonnait le poste de PDG de la compagnie British Airways « afin de consacrer l'essentiel de son énergie à l'entretien de son domaine ».

Sir Colin Marshall, cinquante-neuf ans. Celui-ci lui a succédé, le 5 février, sans attendre le mois de juillet.

Des démêlés avec Virgin Atlantic avaient déstabilisé l'équipe dirigeante de British Airways, soupçonnée d'être à l'origine de l'espionnage et de la campagne de dénigrement de ce challenger. Elle avait été obligée de présenter ses excuses à M. Richard Branson, président de Virgin, et de payer 610 000 livres, soit 5 millions de francs, de dommages et intérêts (le Monde du 13 janvier).

Lord King peut s'enorgueillir d'avoir réussi la privatisation de British Airways en 1987 et d'avoir transformé une compagnie aérienne en perte de vitesse et déficitaire en champion de la rentabilité (285 millions de livres de bénéfices au cours de l'exercice clos en mars 1992). Récemment, elle a acquis la compagnie française TAT et l'australienne Qantas. Elle négocie son entrée dans le capital de l'américaine US Air.

La crise de l'immobilier M. Christian Pellerin perd la présidence de Lucia

Affaibli par deux inculpations et par la crise de l'immobilier de bureaux, M. Christian Pellerin vient de perdre la présidence de Lucia, un des holdings de son groupe. Son départ était attendu (le Monde du 13 octobre 1992) et fait suite à celui d'une autre vedette de l'immobilier, M. Michel Pelge, il y a quelques jours (le Monde du 7 janvier).

Mais, aussi déstabilisé soit-il, le « père de la Défense », dans l'Ouest parisien, ne disparaît pas totalement du groupe dont il a fait le succès puisqu'il conserve les présidences d'Olipeur, holding de tête du groupe, et des filiales de promotion Sari et Sarsi, ainsi que des participations à différents échelons. M. Pellerin est remplacé à la tête de Lucia par M. Dominique de La Martinière (soixante-cinq ans), qui fut notamment directeur général des impôts (1967-1973) avant de passer des années à l'Institut de développement industriel (IDI), où il s'occupa, entre autres, du dossier Boussac. Le conseil d'administration qui l'a nommé a également entériné la reconstitution financière de Lucia, désormais restructurée sur ses immeubles de la Défense. Son capital est maintenant détenu à 38,5 % par Olipeur, 27 % par AXA, 12 % par la BNP, 9,5 % par la Compagnie générale des eaux, 7,5 % par Suez, 1,2 % par Paribas et 4,3 % par le public.

INDICATEURS

FRANCE

• Prix : + 2,4 % en 1992. — Les prix de détail ont augmenté de 2,4 % en 1992 par rapport à 1991 en moyenne annuelle. En 1991, la hausse avait été de 3,2 % par rapport à 1990 et de 3,4 % en 1990 par rapport à 1989. La hausse des prix des produits alimentaires a été de 0,5 %, celle des produits manufacturés de 1,8 %, celle des services de 4,4 %.

JAPON

• Paiements courants : excédent record en 1992. — L'excédent de la balance japonaise des paiements courants a atteint, en 1992, le record de 117,6 milliards de dollars (660 milliards de francs), contre 72,9 milliards (chiffre révisé) un an plus tôt, a annoncé vendredi le ministère des finances. Le précédent record avait été établi en 1987, à 87,02 milliards de dollars. Selon les résultats du ministère des finances, qui n'incluent pas les frais de transports et d'assurance, l'excédent de la balance commerciale (incluse dans celle des paiements courants) a augmenté de 29 % en 1992, atteignant 132,6 milliards. Cet accroissement de l'excédent japonais s'explique par une nouvelle et forte progression des exportations, tandis que les importations se sont légèrement contractées sous l'effet de la faiblesse de la demande interne.

Après une forte augmentation de la productivité

Le taux de chômage a diminué aux Etats-Unis en janvier

L'année commence bien sur le front de l'emploi aux Etats-Unis, puisque le taux de chômage a diminué en janvier, s'établissant à 7,1 % de la population active, contre 7,3 % en décembre. Le département du travail a fait savoir, vendredi 5 février, que 106 000 emplois avaient été créés en janvier, et a également révisé en baisse le nombre de créations d'emplois du mois de décembre, à 90 000, contre 64 000 précédemment annoncées. Le résultat de janvier a été très bien accueilli, puisqu'il s'agit du plus bas taux de chômage depuis un an et demi, et que les créations d'emplois n'avaient jamais été aussi fortes depuis six mois.

La veille, le gouvernement américain avait fait savoir que la productivité avait augmenté de 4 % au quatrième trimestre par rapport au précédent, et de 2,7 % au total en 1992 par rapport à 1991. Selon certains économistes, cette progression, d'une ampleur jamais égale depuis vingt ans pourrait expliquer la faiblesse du nombre des embauches à la fin de l'an dernier, au moment où l'activité économique redémarrait. En ce début de 1993, des spécialistes font également observer que le nombre de créations d'emplois est actuellement faible comparé aux 300 000 généralement enregistrés chaque mois en période de sortie de récession.

هكدا من الاعمال

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Incontournable Allemagne

Pressée de se procurer les ressources nécessaires à un prêt de 2 milliards d'euros que les Duitze ont consenti à l'Italie, la Communauté économique européenne va s'adresser à la fois au marché allemand et à celui de l'éco. Les deux opérations sont attendues avec impatience. Celle libellée dans la monnaie composite ne surprendra pas. Elle s'inscrit dans le droit fil d'une politique suivie depuis trois ans par la CEE, qui est un des promoteurs les plus ardents du marché de l'éco. L'emprunt en marks aura un caractère beaucoup plus spectaculaire, car il marquera le retour d'un débiteur prestigieux dans un compartiment qu'il avait négligé depuis 1987.

De fait, l'évolution récente du marché allemand est telle qu'aucun emprunteur d'envergure ne peut encore l'ignorer s'il entend obtenir des ressources en devises. C'est devenu une des principales sources de financement du monde, où les débiteurs ont par surcroît la possibilité de s'illustrer. L'Espagne vient d'y remporter une réussite éclatante qui a effacé toute trace de l'échec que ce pays avait essuyé en septembre dernier lors de sa précédente émission internationale qui avait été émise en dollars. La dernière transaction espagnole porte sur 4 milliards de marks pour une durée de dix ans. Elle coûte au Trésor public de Madrid 7,37 % l'an net compris. Au prix où les titres étaient initialement proposés, les investisseurs pouvaient compter sur un rendement de 7,32 %. Les obligations du gouvernement allemand rapportaient alors 7,01 %. L'affaire était placée sous la direction de la Dresdner Bank.

Le succès de telles opérations renforce le prestige international des pays emprunteurs, ce dont ils peuvent profiter sur le marché des changes. Invokant des arguments de cet ordre, d'anciens préconisent qu'à son tour la France lève des fonds en marks. La stabilité du franc, disent-ils, en serait renforcée. A Francfort, une telle éven-

tualité est sérieusement envisagée dans plusieurs banques. A Paris, on ne veut généralement pas y croire. Le Trésor public ne s'endette plus en devises et, au programme de ses emprunts de cette année, ne figurent que des opérations en francs français et en euros. Il est cependant très vraisemblable, estime-t-on, que des établissements publics soient incités à drainer des fonds en marks en quantité très importante suivant l'exemple donné en janvier par le Crédit foncier de France.

Quoi qu'il en soit, la prochaine manifestation de ce type de coopération financière franco-allemande pourrait bien se concrétiser dans l'autre sens. Un des meilleurs emprunteurs d'outre-Rhin tient à se présenter bientôt sur le marché français. La Landesbank de Bado-Wurtemberg se propose d'émettre pour 1 à 2 milliards de francs français d'euro-obligations d'une durée de huit à dix ans.

Forte demande asiatique pour le dollar

Le marché des titres internationaux en France est présentement dans de très bonnes dispositions. Comme les taux d'intérêt à moyen et à long terme ont beaucoup baissé ces dernières semaines, les emprunteurs y trouvent leur compte. Quant aux investisseurs, ils sont attirés par des rendements nettement supérieurs à ceux qui leur sont proposés dans toutes les autres grandes devises. Les titres en francs rapportent davantage que ceux en marks car les incertitudes du marché des changes imposent d'offrir une sorte de prime de risque.

Il reste que les emprunteurs les plus habiles obtiennent des conditions très avantageuses, auxquelles ils n'étaient plus en mesure de prétendre depuis des années. L'électrification de France en a profité vendredi pour lever 1,5 milliard de francs d'euro-obligations de près de cinq ans de durée, et sa transaction ne coûtera à cette entre-

prise que 7,94 % l'an net compris. Au prix d'émission, les investisseurs pouvaient tabler sur un rendement de 7,87 % l'an. L'affaire est dirigée par la Société générale. Elle viendra dans quelques semaines augmenter l'encours d'un emprunt en circulation qui est actuellement de 2 milliards de francs.

Une raison supplémentaire de l'attrait du marché français tient à la politique de libéralisation menée par les autorités. La liste des banques étrangères habilitées à diriger des opérations en euro-francs s'allonge régulièrement. Le nom de la Société de banque suisse vient de s'y ajouter. Les banques étrangères jouent un rôle essentiel dans le développement de Paris en tant que place financière, et leur rôle ne se limite pas au seul marché de l'eurofranc.

Pour ce qui est des emprunts internationaux en dollars, la demande en provenance d'Extrême-Orient continue d'être très soutenue. Les grandes institutions financières asiatiques ont d'énormes liquidités à placer. Dans plusieurs pays, le dollar représente une sorte de monnaie naturelle pour laquelle elles ont une préférence. Comme la plupart des spécialistes prévoient une nouvelle hausse de la monnaie américaine, leurs investissements en dollars prennent maintenant des proportions très importantes. Un emprunteur français en a particulièrement bénéficié ces derniers jours, le Crédit local de France, qui a émis deux séries d'obligations à taux variable qui assurent aux bailleurs de fonds un rendement de 5 % au minimum. Parmi les euro-emissions classiques en dollars, la plus grande de ce début de février portait sur 500 millions. Elle était émise pour le compte de la Banque interaméricaine de développement, par l'intermédiaire de CSFB. Les titres ont immédiatement trouvé preneurs en Asie.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Accalmie sur le SME

En abaissant à nouveau ses taux directeurs (lire ci-dessous), la Banque fédérale d'Allemagne a fait comp double : elle a apaisé les tensions au sein du système monétaire européen (SME), du moins dans l'immédiat, et a contribué à placer le dollar sur la ligne d'un véritable dérapage, qui pourrait porter le billet vert au-delà de 1,70 DM dans un avenir pas trop éloigné. Certains avancent même que la Bundesbank a sauvé le SME, menacé de dislocation, mais c'est aller un peu loin : on pourrait dire qu'elle a gagné du temps avant les élections législatives françaises et le nouveau référendum d'adhésion au traité de Maastricht.

La semaine avait pourtant mal commencé, avec la dévaluation de 10 % de la livre irlandaise, le point, dont nous disions la semaine dernière, qu'aux yeux des opérateurs, elle devenait inévitable : en dépit des bonnes données « fondamentales » de l'économie irlandaise, le fait que plus de tiers des exportations du pays soit dirigé vers la Grande-Bretagne rendait

insupportable la dépréciation continue de la livre sterling, encore accentuée, en semaine dernière, par une nouvelle diminution des taux d'intérêt britanniques. Immédiatement, les ondes de choc de cette dévaluation, pourtant attendue un jour ou l'autre, se répandaient à l'intérieur du système monétaire européen. Le cours du mark à Paris passait de 3,3820 francs à 3,3930 francs pour revenir à 3,38 francs les jours suivants. Mercredi et jeudi, toutefois, la spéculation repartait à l'attaque, contre la couronne danoise cette fois, tandis que le glissement de la livre sterling se poursuivait : la devise britannique tombait à son plus bas cours historique, vis-à-vis du mark, à 3,3580 DM, et à moins de 8 francs à Paris. Jeudi, en début d'après-midi, l'abaissement des taux directeurs de la Bundesbank sauvait les membres. La spéculation se calmait sur la couronne danoise, le cours du mark à Paris, qui était, d'ailleurs, remonté à 3,39 francs, redescendait à 3,38 francs à la veille du week-end.

La poursuite de la baisse des

taux allemands à court terme est, indéniablement, de nature à favoriser le dollar, dans la mesure où l'écart entre les taux à New-York (moins de 3 %) et à Francfort (8,60 %) se réduit lentement. De plus, la certitude que les États-Unis sortent, lentement, de la crise, illustrée, à la veille du week-end, par le recul du chômage en janvier (7,1 % contre 7,3 % en décembre), au plus bas depuis un an, et la création de 106 000 emplois, s'ajoute à l'effet Clinton pour propulser vers le haut la devise américaine. Cette dernière a poussé une pointe à près de 1,67 DM, au plus haut depuis un an, et beaucoup d'analystes le voient au-dessus de 1,75 DM dans un délai « raisonnable ». Cette semaine, il s'est avancé à 5,65 francs sur la place de Paris.

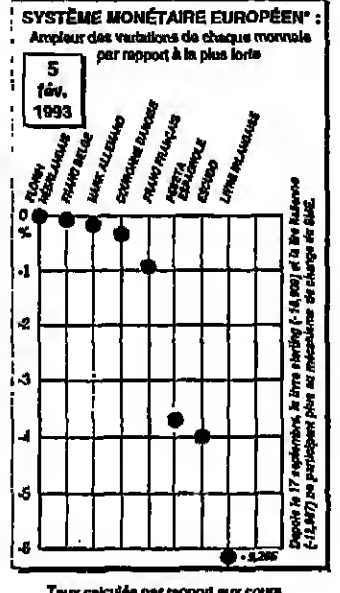
F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 1^{er} AU 5 FÉVRIER 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.I.	Franc français	Franc suisse	Quint	Franc belge	Florin	Lire italienne
London	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
New-York	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Paris	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Zurich	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Frankfurt	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Bruxelles	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Amsterdam	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Milan	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99
Tokyo	1,4515	1,4515	1,1103	2,2106	2,3086	49,4962	2,6991	27,99

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 février 1993, 4,48255114 F contre 4,36378205 F le vendredi 22 janvier.



MATIÈRES PREMIÈRES

Légère embellie sur le thé

Aux affaires de Londres, les prix du thé continuent à monter, s'établissant à leur plus haut niveau depuis trois ans : 210 penny le kilo pour les qualités supérieures et 160 penny le kilo pour les qualités moyennes.

La production mondiale, de l'ordre de 2 300 000 tonnes, s'effondre du fait de la sécheresse en Inde, au Sri-Lanka et au Kenya. Les dernières statistiques de production établies par le Comité international du thé pour les neuf premiers mois de 1992 confirment cette baisse de récolte : l'Inde du Nord n'a cueilli que 405 337 tonnes de thé (contre 411 560 tonnes l'année précédente), le Kenya, 131 137 tonnes (contre 147 577 tonnes), le Sri-Lanka, 126 626 tonnes (contre 184 931 tonnes). L'affaissement de la production et l'épuisement des stocks ont fait craindre, à terme, des ruptures d'approvisionnement, voire des pénuries. Par ailleurs, la reprise des échanges entre la Russie et l'Inde a également soutenu les cours. Ces deux partenaires commerciaux jouent un rôle déterminant sur le marché international car, depuis longtemps, la Russie a supplanté le Royaume-Uni comme

principal importateur de thé. Faute de devises, les Russes s'étaient retirés du marché. D'avril à septembre 1992, les exportations de thé de première, son principal fournisseur, avaient chuté de plus de 60 000 tonnes par rapport à la même période de 1991. Les achats russes s'étaient taris et l'Inde, du même coup, avait perdu son rang de premier exportateur mondial pour se retrouver en troisième position derrière le Kenya et le Sri-Lanka. Mais, en fait, le regain d'optimisme dû à la présence soviétique semble pour le moins prématuré : certains observateurs ne manquent pas de le souligner. Car comment les Russes paieront-ils ? L'inconnue demeure. « Quand il s'agit de contrat d'Etat, nous disons assurés d'être payés, dit un professionnel, maintenant, il en est tout autrement. »

Des tendances négatives

L'Inde, à ce sujet, n'est pas arrivée en terme de ses soucis. Sur les 200 millions de kilos de thé - les professionnels du thé paient plus volontiers de kilos que de tonnes - qu'elle exportait, elle était assurée d'en placer 120 millions environ sur le marché soviétique. Ce n'est plus vrai du tout aujourd'hui. Même si la demande locale augmente de 20 millions de kilos par an, au point de dépasser 500 millions de kilos aujourd'hui, elle n'est pas suffisante pour absorber toute l'offre. Et ce pour cette raison que ce pays essaie de plus en plus de jouer la qualité tandis que d'autres, comme le Sri-Lanka ou la Chine, déversent des tonnes de thé de variétés plus ou moins médiocres ? Peut-être, mais c'est le seul producteur à essayer d'assurer par lui-même le conditionnement d'une partie de sa récolte. Après avoir introduit les appellations d'origine comme l'Assam et les Darjeeling grâce à des cahiers des charges rigoureux, l'Inde grignote peu à peu le monopole des industriels et des conditionneurs, comme Unilever, qui domine la moitié du marché mondial en exportant de plus en plus son thé sous forme de paquets. En 1991 - pour 1992, les chiffres ne sont pas encore connus - près de la moitié des volumes vendus à l'étranger l'ont été sous cette

forme. Outre les interrogations liées à la demande russe, les tendances fondamentales du marché, quelle que soit l'embellie passagère des cours, demeurent négatives. Tous les pays producteurs sont confrontés à un grave problème : la diminution constante de leurs ventes de thé à l'étranger, non pas seulement pour des raisons financières, mais par pure désaffection. Même le Royaume-Uni se détourne de sa mythique boisson au profit du café. Entre 1986 et 1991, la consommation dans ce pays est passée de quatre kilos par habitant et par an à trois kilos et demi.

Sans tout à fait empiéter le retrait des pays industrialisés, la demande semble se déplacer. Ainsi, sur les huit premiers mois de 1991, les principaux acheteurs de thé du Sri-Lanka aux enchères de Colombo ont été l'Iran (22,3 millions de kilos) et la Jordanie (19,8 millions de kilos). Mais il est vrai que l'Irak, grand consommateur de thé, se cache probablement derrière son voisin. En 1990, le « bateau de la Méditerranée » importait 190 000 tonnes de thé. Malgré la levée partielle de l'embargo des Nations unies en août 1991, ce pays ne s'est plus jamais manifesté depuis, préférant passer par la Jordanie, l'Iran ou même les Emirats arabes.

MARIE DE VARNÉY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 29-1-93	Cours 5-2-93
Or fin 999,9	59 800	59 100
Or fin 999,9	57 400	56 100
Prix Londres (20 k)	327	341
Prix Hong Kong (10 k)	400	376
Prix Suisse (20 k)	325	356
Prix New York (20 k)	327	345
Prix Amsterdam (20 k)	330	340
Sourabaya	425	435
Sourabaya	425	435
Prix de 20 dollars	2100	2100
10 dollars	1050	1050
5 dollars	525	525
100 pesos	410	400
100 bahts	337	343
6 roubles	270	280

Les chiffres de l'or ne sont cotés qu'à la volée et sont donc susceptibles de variations.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La Bundesbank crée la surprise

On ne l'attendait pas si tôt ! Tout au plus, pour la fin février ou le début de mars. En abaissant jeudi, à 1,5 % à l'issue d'un très long conseil d'administration, que ses taux directeurs étaient ramené de 9,50 % à 9 % pour le Lombard et de 8,25 % à 8 % pour l'escompte, la Bundesbank a créé la surprise et provoqué un début de baisse du marché interbancaire et monétaire.

Comme sur les changes, la semaine avait mal commencé. A l'annonce de la dévaluation de la livre irlandaise, la plus forte jamais enregistrée (10 %) depuis la création du système monétaire européen en mars 1979, le taux de l'argent au jour le jour, qui avait glissé au-dessous de 12 % à la fin de la semaine précédente, remontait à 12,50 %, y compris à un mois et trois mois. Sur le MATIF, le contrat Pibor à trois mois s'effondrait, victime d'anticipations trop optimistes. Le retour au calme provisoire sur le marché des changes ramenait un peu le contrat Pibor, mais les taux à court terme restaient tendus. La reprise de la spéculation sur la dévaluation de la couronne danoise n'arrangeait pas les choses. Jeudi, en début d'après-midi, l'abaissement des taux directeurs de la Bundesbank créait le choc, et, à Paris, les taux refusaient un peu : 11 3/4 % sur le jour le jour, et 11 1/2 % - 11 3/4 % sur le un mois-trois mois.

Certains s'étonneront de la faiblesse du recul, qu'ils auraient imaginé plus important. D'abord, beaucoup d'opérateurs attendaient davantage de la Bundesbank, qui préfère distiller ses efforts. Ensuite, beaucoup de non-résidents, qui anticipaient la diminution, ont pris leurs bénéfices, ce qui a limité le recul des cours. Enfin, il est permis de penser que la Banque de France n'entend pas abaisser sa garde trop vite. Certes, elle a accompagné le mouvement en ramenant à 11 5/8 % le taux de ses pensions à vingt-quatre heures, porté à 12 % depuis le 4 janvier dernier. Mais la lecture des rentrées de devises (une quinzaine de milliards de francs seulement pour la semaine du 28 janvier, comme la semaine précédente) l'incite à la prudence. Cette lenteur semble indiquer que beaucoup d'emprunts en francs ont été contractés à des échéances s'étendant jusqu'aux élections législatives de mars, et même après, afin d'être vendus à terme, en comptant sur une dévaluation ou un décrochement : la

spéculation a donc du temps pour les rembourser, après avoir racheté ses francs. Enfin, les trésoriers de France et de Navarre, dans les banques et les entreprises, tablant sur une baisse des taux d'ici à la fin de l'année, ne veulent pas emprunter à un an, ni même à six mois, et se précipitent sur les échéances courtes (un mois-trois mois). Même si c'est cher : sur l'année, ils estiment y trouver leur avantage.

Sur le MATIF, l'espoir d'une baisse des taux à long terme est toujours très vif, le cours du contrat du notional sept-dix ans s'élevant de près de 1 point à 113,60, sans pouvoir dépasser 113,70, son plus haut de l'année. Au comptant, le rendement de l'OAT dix ans est revenu de 7,97 % à 7,78 %. A ce niveau, l'écart avec le rendement du Bund allemand dix ans est encore de 0,7 point, et cet écart est difficile à réduire : il était de 0,30 point en mai dernier, avant le « non » au référendum danois sur le traité de Maastricht.

La zone des gros chiffres

Sur le marché obligataire, la semaine a été marquée par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui a frôlé 20 milliards de francs : compte tenu des besoins du budget et de son déficit croissant, qui dépassera largement 200 milliards de francs, dont 3,3 milliards de francs de sommes non compétitives des spécialistes en valeurs du Trésor, les adjudications mensuelles entrent dans la zone des gros chiffres. Le rendement de la tranche 2003 (11,5 milliards de francs) est revenu de 8,09 % en janvier à 7,82 %, celui de la tranche 2004 (4 milliards de francs) s'est inscrit à 7,82 % contre 8,13 % (contre 8,45 % pour la tranche à treize ans, pour 1,8 milliard de francs).

L'achat a été médiocre de la part des investisseurs domestiques, et assez bon de la part des non-résidents, notamment les fonds américains. A part le Trésor, la CEPME a levé 1 milliard de francs à trois ans et 187 jours, sous la houlette de la BNP, à 8,40 % nominal, 7,91 % réel (par émission au-dessus du pair). La garantie de l'Etat a permis un placement correct, sans plus, qui a souffert de la durée très brève de l'émission.

Sur les marchés de taux à terme, les affaires marchent bon train, de même que les initiatives stratégiques.

Au milieu du mois de janvier dernier, le MATIF français et son homologue allemand, le DTB, ont annoncé un rapprochement, afin de permettre aux membres du MATIF d'accéder aux contrats du DTB ; les intervenants sur ce dernier marché, de leur côté, pouvaient négocier les contrats du MATIF libellés en euros, grands spécialistes du marché parisien. En même temps, le marché à terme allemand, le LIFFE, où se négocient 70 % des opérations sur l'emprunt d'Etat allemand, à dix ans (Bund) contre 30 % pour le DTB, lançait un nouveau contrat sur les obligations d'Etat allemandes à moyen terme (BOBLS), mais celui-ci se heurte à la résistance des opérateurs et investisseurs d'outre-Rhin. Cette semaine, le même LIFFE accueille son offensive européenne en annonçant, pour le 10 mars prochain, la cotation d'un autre contrat sur les impôts d'Etat espagnols à dix ans, les « Bonos », cotés depuis trois ans sur le marché à terme de Barcelone. Les Espagnols, furieux, envisagent, du coup, de se rapprocher du MATIF français, comme les Allemands, dans une sorte d'union sacrée contre un LIFFE décidément très ambitieux.

En attendant, ce même MATIF a lancé, la semaine dernière (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février), son contrat franc long terme, à échéance de quinze-trente ans, qui prolongera les sept-dix ans du contrat « notional ». Ce lancement est en liaison avec l'allongement à quinze-trente ans des emprunts du Trésor depuis 1987, avec un gisement atteignant 172 milliards de francs au 1^{er} janvier 1993. Le nouveau contrat est de nature à intéresser les non-résidents, surtout les Américains, déjà habitués aux emprunts à trente ans du Trésor de leur pays. Les investisseurs domestiques, en revanche, sont plutôt portés sur le sept-dix ans. D'où le démarrage lent de ce contrat long terme : 400 à 500 lots par jour, contre 100 000 à 120 000 pour le notional sept-dix ans. Le groupe Gartmore Indosuez, grand spécialiste des sicav indicielles OAT, en a profité pour lancer sa sicav Horizon 30, « très long terme », pour offrir aux actionnaires un produit à effet de levier maximum dans une phase de baisse des taux. On sait que plus la durée d'un emprunt est longue, plus les cours de cet emprunt sont sensibles à toute variation des taux.

FRANÇOIS RENARD

En dépit des pressions occidentales

Le président zairois Mobutu annonce le limogeage du premier ministre

Le président Mobutu a officiellement demandé, vendredi 5 février, lors d'une déclaration radio-télévisée, au Haut Conseil de la République (HCR, instance d'arbitrage, issue de la Conférence nationale) de lui « présenter, très rapidement, une personnalité qui sera chargée de former un gouvernement de salut public ». Pour justifier ce vœu, qui revient, de facto, à limoger l'actuel premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, le chef de l'Etat a dénoncé « l'incapacité de ce dernier à former un gouvernement d'union nationale ».

M. Tshisekedi, qui n'avait pas encore, samedi matin, fait connaître sa position, avait récemment refusé toute nouvelle décision du président : « Mobutu ne m'a jamais nommé, alors il ne peut pas me renvoyer », avait-il déclaré, jeudi, devant les journalistes. Désigné à la tête du gouvernement, puis révoqué un mois plus tard par le chef de l'Etat, fin 1991, M. Tshisekedi avait été « élu » premier ministre, en août 1992, par la Conférence nationale.

Evocant l'attitude adoptée par la Belgique, la France et les Etats-Unis, qui viennent de le prier d'accorder sa confiance au premier ministre, M. Mobutu, tout en affirmant apprécier les « conseils », a souligné qu'il ne permettrait « jamais que ces conseils se transforment en injonctions, visant à recoloniser notre pays et notre peuple ».

Le maréchal Mobutu a également annoncé qu'une « réorganisation de l'armée » allait être lancée « incessamment » et que des « sanctions sévères » seraient prises à l'encontre des militaires, responsables des pillages du 28 janvier.

Sous couvert de « réorganisation », c'est un nettoyage politique en règle qui, en réalité, semble devoir s'amorcer. M. Mobutu a, en tout cas, fustigé « l'intoxication des politiciens », visant à « infecter » les troupes. Une « thérapie radicale s'impose », a ajouté le président, précisant que « tous les éléments des forces armées, qui se sont laissés entraîner par les discours démagogiques des politiciens, quitteront impérativement l'armée ».

Le chef de l'Etat, renouant avec une vieille idée, a recommandé l'organisation « rapide » d'un référendum constitutionnel et d'élections générales, « en présence d'observateurs étrangers ». Cette proposition, aux séduisantes allures démocratiques, fait apparemment fi de l'état de déchéance avancée d'un pays immense où l'administration est fantomatique et les communications, routières ou ferroviaires, sont, depuis longtemps, impraticables. « Tant que les élections ne seront pas organisées, nous vivons de conflits », a-t-il déclaré, « c'est à nous, le président Mobutu. » (AFP, Reuters).

Briguant la succession de M. Carlos Salinas

M. Cuauhtemoc Cardenas sera candidat à la prochaine élection présidentielle au Mexique

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Le candidat de l'opposition de gauche au scrutin de 1988, M. Cuauhtemoc Cardenas, a annoncé, vendredi 5 février à Mexico, son intention de se présenter à l'élection présidentielle de juillet 1994 au Mexique. Il briguera ainsi la succession de M. Carlos Salinas, auquel la Constitution interdit de se représenter.

Devançant les deux autres grandes formations politiques, le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au

pouvoir depuis 1929), qui n'ont pas encore désigné leurs candidats, M. Cardenas s'est présenté comme le « choix des citoyens ».

Sa désignation définitive, a-t-il reconnu, devra être entérinée dans le cadre de l'Assemblée nationale élue lors d'élections anticipées, avant la fin de l'année, par sa formation, le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), issu partiellement d'une scission du PRI survenue en 1987.

La candidature de M. Cardenas, cinquante-neuf ans, a été présentée par un ancien ministre du PRI, M. Rodolfo Gonzalez, qui a rejoint les rangs du PRD l'an dernier.

S'exprimant devant quelque six cents personnes - essentiellement

des représentants du PRD - mais aussi des militants de petites formations de gauche comme le Parti des travailleurs, - M. Gonzalez a déclaré, une fois de plus, « la fraude électorale » qui aurait permis à M. Salinas de remporter l'élection de juillet 1988 avec un peu plus de 50 % des suffrages. « Le Mexique, a-t-il averti, ne tolérera pas, en 1994, une nouvelle violation de la volonté populaire, qui pourrait avoir de graves conséquences sociales et mettre en danger la stabilité politique » du pays.

BERTRAND DE LA GRANGE

Alors que le chômage touche plus de 3,5 millions de personnes

Les milieux politiques et économiques saluent le tournant salarial en Allemagne

FRANCFORT

de notre correspondant

« Le début d'un changement dans la bonne direction », M. Helmut Schlesinger, le président de la Bundesbank, s'est félicité vendredi 5 février, comme toute la classe politique et les milieux d'affaires, du résultat obtenu la veille au soir lors des négociations salariales dans le secteur public. Les 2,3 millions de salariés de ce secteur verront leur salaire net augmenter de 3 % en 1993, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier, selon l'accord conclu entre leur syndicat, l'IG Metall, et les employeurs. Les plus bas salariés recevront en sus 10 deutschemarks par enfant et par mois.

Ce résultat est considéré comme un signe de modération très positif, inférieur même aux hypothèses les plus optimistes, qui permettra de ralentir l'évolution des coûts et des prix en Allemagne. L'IG Metall avait demandé 5 % d'augmentation et 150 deutschemarks (510 francs) pour les bas salariés. Les employeurs offraient 2,25 %. L'an dernier, l'IG Metall avait obtenu 5,4 % après une grève spectaculaire de dix jours. Chacun espère que cette modération fera école pour les autres branches.

M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, a déclaré

que la rémunération avait diminué de 15 % le revenu moyen par tête des Allemands, ajoutant : « Il est indiscutable que notre pays vit maintenant ou-dessous de ses moyens ».

L'économie allemande est sans doute en récession désormais, et la situation de l'emploi se dégrade vivement. L'Allemagne compte presque 3,5 millions de chômeurs,

après une croissance vertigineuse du nombre de sans-emploi en janvier : 200 000 de plus à l'Ouest (2,26 millions) et 90 000 à l'Est (1,19 million). Le taux de chômage atteint 7,4 % de la population active à l'Ouest et 14,7 % (chiffre officiel, mais qu'il faut plus que doubler pour approcher la réalité) à l'Est.

E. L. B.

L'affaire Grundig

M. Bérégovoy menace d'imposer à l'Autriche des droits de douane

L'accord entre la Communauté européenne et l'Autriche « prohibe toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou productions », écrit M. Pierre Bérégovoy dans une lettre adressée au chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, et rendue publique par l'Hotel Matignon, vendredi 5 février.

Evocant l'éventuel transfert des activités de Grundig de Creutzfeld (Mosselle) à Vienne, le premier ministre ajoute que cet accord, conclu en 1972, « prévoit une procédure de conciliation et, à défaut, l'adoption de mesures de sauvegarde nécessaires, notamment l'imposition de droits de douane ».

Rappelant que l'Autriche avait donné « l'assurance » de ne pas apporter d'aides publiques à ce projet, le premier ministre s'inquiète des intentions de la ville de Vienne et souligne que la France étanche « une importance particulière » à ce que les autorités locales se conforment aux accords passés avec la Communauté.

La polémique sur le prix unique du livre

Des éditeurs ripostent à la nouvelle campagne de la FNAC

Le temps est à l'orage entre la FNAC et plusieurs éditeurs. La chaîne de magasins culturels, qui a récemment renouvelé ses attaques contre la loi d'août 1981 sur le prix unique du livre, est accusée par des éditeurs d'avoir utilisé leurs ouvrages pour servir une campagne « d'illégalité ». Afin de protester contre les méthodes de leur client qui a agi à leur insu, les responsables de Gallimard et du Seuil ont décidé de suspendre leur participation aux animations culturelles organisées par la FNAC.

L'offensive menée fin janvier par la FNAC comprenait deux volets étroitement liés. M. Jean-Louis Pétriat, PDG de la FNAC, a réclaté mercredi 27 que soit assouplie la disposition législative inter-

disant aux librairies de pratiquer une remise supérieure à 5 % du prix fixé par l'éditeur. Il a proposé un amendement permettant aux détaillants de vendre les ouvrages avec des réductions de 20 %, douze mois après leur parution. Partant du postulat que le livre est « trop cher », la FNAC a aussi lancé une opération en direction des jeunes, à grand renfort de publicité. Les 28 et 29 janvier, cent mille ouvrages en format de poche étaient offerts aux visiteurs âgés de moins de vingt-cinq ans dans les magasins FNAC (le Monde du 29 janvier).

Or ces livres n'ont pas été directement achetés par la FNAC aux éditeurs concernés (Le Seuil, Gallimard, Flammarion, Hachette et les Presses de la Cité). C'est l'agence de promotion Dane-International qui a servi d'intermédiaire entre la chaîne et les maisons d'édition, lesquelles ignorent la destination réelle des volumes vendus. En avançant ainsi masqués, les responsables de la FNAC évitent d'affronter un refus de leurs fournisseurs. Car les éditeurs, qui défendent le principe du prix unique, auraient refusé d'alimenter une campagne dirigée contre la loi Lang de 1981. « Nous sommes fondamentalement pour la loi Lang et nous avons subi un préjudice de la part de partenaires très proches », estime M. Ambroise Pujebet, directeur commercial des éditions Gallimard. Ces opérations

coup de poing, très démagogiques, perturbent la perturbation. « Même mécontentement aux éditions du Seuil, dont la direction a protesté auprès de Dane-International et de la FNAC. « Nous avons exigé des garanties pour éviter les détournements, mais nous ne pouvons pas prévoir ce qui s'est produit », explique M. Claude Cherki, PDG du Seuil. Les éditions Gallimard étudient actuellement quelle suite juridique donner à l'affaire et pourraient se retourner, le cas échéant, contre l'agence Dane-International.

Au-delà de ce différend, le nouvel assaut de la FNAC contre le prix unique a suscité des réactions dans le monde de l'édition. Le Syndicat national de l'édition a réaffirmé son attachement à une loi qui protège les librairies et les consommateurs. De son côté, M. Jérôme Lindon, PDG des Editions de Minuit et ardent défenseur du prix unique, a adressé une lettre à la directrice du livre de la FNAC. Il y observe que l'amendement demandé par M. Pétriat conduirait à une loi « taillée sur mesure » pour la FNAC. Selon M. Lindon, cette disposition permettrait à la chaîne de se retrouver en position de force par rapport à l'ensemble de ses concurrents.

RAPHAËLE RÉROLLE

Après la baisse des taux décidée par la Bundesbank

Plusieurs pays européens assouplissent le crédit

Généralement saluée par les marchés financiers et les gouvernements, la diminution des taux Lombard et de l'escompte (à 9 % et 8 % respectivement), annoncée jeudi 4 février par la Bundesbank, s'est traduite par un mouvement d'assouplissement du crédit en Europe. Après l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, qui ont également diminué leurs taux directeurs (le Monde du 6 février), la Banque centrale de Suède a annoncé vendredi 5 février qu'elle ramènerait son taux d'intervention sur le marché monétaire de 10,50 % à 9,75 %, le dernier assouplissement remontant au 3 janvier dernier. La Norvège, dont la monnaie, tout comme la couronne suédoise, a récemment été dévaluée vis-à-vis de l'écu, a fait savoir que le taux d'intérêt au jour le jour était ramené de 9,75 % à 9,50 %, alors que, sous l'effet des tensions monétaires, il avait atteint jusqu'à 16 % en décembre. La Banque d'Irlande - la livre irlandaise a été dévaluée de 10 % au sein du système monétaire européen samedi 30 janvier - a réajusté son taux d'intervention ordinaire, à 13,75 %, un instrument dont l'usage avait été suspendu au cours de la période de spéculation contre la livre. Vendredi, la Banque de France a également légèrement détendu le taux de ses interventions à court terme sur le marché monétaire. (lire page 17).

Une première dans l'immobilier

Le groupe ISM s'engage à acheter à terme au groupe Bouygues un immeuble à construire

La société Bail-Investissements, filiale du groupe ISM, dans l'orbite de Suez, a cédé à la SOGEARIF - filiale de promotion du groupe Bouygues - une option de vente à deux ans portant sur un immeuble de bureaux parisiens d'un peu plus de 3 000 mètres carrés à construire.

En clair, Bail-Investissements s'est engagé à acheter fermement cet immeuble dans deux ans, moyennant une prime qu'elle achèvera immédiatement. SOGEARIF, en revanche, paie cette prime pour avoir le droit de vendre l'immeuble en question à Bail-Investissements en 1995 à un prix fixé d'avance, ou de ne pas le vendre si les conditions du marché s'améliorent d'ici là.

Pour le groupe Bouygues, c'est une assurance de bonne fin, un véritable parachute pour son opération de promotion, soit en levant l'option de vente avec la possibilité de profiter éventuellement d'une hausse des prix, soit en ne levant pas ladite option et en recherchant un autre acheteur. Pour le groupe ISM, c'est l'occasion de se placer sur un immeuble qui l'intéresse à un prix convenu en fonction des conditions actuelles du marché, c'est-à-dire avec un fort rabais, le risque de ne pouvoir l'acheter étant rémunéré à l'acquisition de la prime.

Cette opération, négociée difficilement depuis des mois par l'immobilier, filiale du groupe FINACOR, constitue une véritable première sur le marché immobilier. Effectuée en 1989, elle aurait peut-être permis à certains promoteurs de se couvrir contre le risque de mévente, qu'il leur fallait limiter puisque le prix d'exercice de l'option était fixé d'avance. Aujourd'hui, une telle opération n'est pas facilement applicable aux immeubles déjà construits et non vendus, car il faudrait un préalable chiffré la dénote sur le prix demandé initialement. Démarche délicate et délicate, faute de transactions de référence.

F. R.

Adidas reprend la société américaine Sports Incorporated. - Le groupe Adidas, un des leaders mondiaux des articles de sport, reprend l'entreprise de marketing américaine Sports Incorporated, à Portland (Oregon). Cette petite entreprise (50 employés) qui crée de nouvelles marques de chaussures et de vêtements de sport, a été fondée en 1987 par MM. Rob Strasser et Peter Moore, deux anciens cadres de Nike qui ont beaucoup contribué au milieu des années 80 à sortir ce groupe d'une mauvaise passe. Les filiales américaines (Adidas USA) et canadiennes (Adidas Canada) du groupe vont fusionner pour former Adidas America, dont M. Strasser sera le PDG. M. Strasser sera aussi nommé membre du directoire d'Adidas AG.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, la guerre fait demi-tour à Stalingrad 2

ÉTRANGER

Etats-Unis : les quinze premiers jours de M. Clinton à la Maison Blanche 3
Le voyage du pape en Afrique 3
Le président américain confirme ses réticences sur le plan de paix au Bosnie 4
Un entretien avec le premier ministre Bérégovoy, M. Hariri 5
« Loin des capitales » : Welth, du souvenir britannique ou d'événements sud-coréens 5

POLITIQUE

La commission d'instruction de la Haute Cour déclare éteinte l'action publique dans l'affaire du sang contaminé 6
La chambre d'accusation demande au parquet de Lyon de réexaminer l'affaire M. Léotard pour « corruption passive et infirmité » 7
Dans les Pyrénées-Orientales, un candidat UDF gravement blessé dans un attentat à l'explosif 7
Un conseiller régional du Front national dénonce les « méthodes de racket » de son parti 8
Les événements du 6 février 1934 8
Livres politiques : « La démocratie en question », par André Laurens 8

SOCIÉTÉ

Le juge Van Ruymbeke souhaite voir M. Dutoit répondre devant la Haute Cour de l'affaire du scanner de Nîmes 9
L'inculpation de Patrick Pélivier d'Arvor pour recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire Botton 10
M. Kouchner lance une campagne d'information sur le mort subite du nourrisson 11

HEURES LOCALES

● L'âge de raison de la décentralisation : Régions : Agde trouve des mécènes contra la drogue ● Ile-de-France : la baroud de la Belleville ● Dossier : des abris pour les marts ● Cites : Albertville, les cinq anneaux de la nostalgie 19 à 26

CULTURE

La 34^e Festival du film de l'Inde 13
Laprio da M'anga, l'Idole camerounaise, au New-Morning 13

ÉCONOMIE

M. Bruno Durieux dénonce les récentes mesures protectionnistes des Etats-Unis 15
La France proposera l'adoption d'une charta européenne du service public 15
Salon une étude de l'OCDE, le gouvernement britannique doit veiller à la crédibilité de sa politique monétaire 15
Revue des valeurs 16
Crédits, changes et grands marchés 17

Services

Abonnements 2
Cimet 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Télévision 12
Spectacles 14

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde » daté 6 février 1993 a été tiré à 472 689 exemplaires.

EN BREF

● ÉTATS-UNIS : Edgar Hoover était homosexuel et la Mafia le faisait chanter, selon un livre d'Anthony Summers. - Edgar Hoover, l'ancien directeur du FBI, la sûreté fédérale américaine, était un homosexuel que la Mafia a fait chanter pendant des années pour qu'il ne publiquement l'existence du crime organisé, selon un livre publié par Anthony Summers. Les chefs de la Mafia Meyer Lansky et Frank Costello avaient menacé Hoover de publier une série de photos compromettantes le montrant avec son collaborateur Clyde Tolson, avec lequel il avait partagé une maison pendant de nombreuses années, écrit l'auteur. Hoover, qui a fondé le FBI en 1924 et l'a dirigé jusqu'à sa mort en 1972, a toujours démenti l'existence du crime organisé. - (AFP)

● GRÈCE : La Grèce expulse massivement des Albanais. - Plus de 1 300 Albanais ont été expulsés de Grèce depuis le début de la semaine, dont 350 le vendredi 5 février, selon Tirana, alors que des milliers d'entre eux tentent toujours de se réfugier dans ce pays, qui compterait 430 000 réfugiés économiques clandestins, dont la moitié d'Albanais, selon la presse grecque. - (AFP)

● KOSOVO : Vingt-trois personnes condamnées pour trafic d'armes. - Vingt personnes, dix-neuf Albanais et un Serbe, ont été condamnées, vendredi 5 février, pour trafic d'armes par le tribunal de Prizren (Kosovo) à des peines de prison allant de trois mois à huit ans, a annoncé le quotidien serbe Vekernje Novosti. Les armes étaient acheminées d'Autriche, de Slovaquie et de Croatie, selon le journal. Le tribunal de Prizren a d'autre part condamné, dans le cadre d'une seconde affaire de trafic d'armes, trois autres Albanais à cinq ans de prison ferme, toujours selon le quotidien. - (AFP)

● SOMALIE : manifestation contre les soldats américains. - Pour la première fois depuis leur arrivée en

Somalie, le 9 décembre 1992, les « marines américains » ont été la cible, vendredi 5 février, de jets de pierres lancées par de jeunes Somaliens. Ces derniers leur reprochaient la mort d'un des leurs, qui tentait de pénétrer dans le port de Mogadiscio, occupé par les forces internationales. Ce regain de tension intervient alors que l'ONU a décidé d'organiser, samedi, une vaste distribution de vivres aux habitants de la capitale, afin de dissuader les pillards et faire baisser les prix. - (AFP)

● Les ministres des finances du groupe des Sept devraient se réunir à la fin du mois. - L'Assemblée par la nouvelle administration américaine, puis reprise par plusieurs gouvernements, l'idée d'une réunion rapide du groupe des Sept fait son chemin. Les ministres des finances des principaux pays industriels devraient se retrouver à la fin du mois de février ou au début de mars, vraisemblablement à Bonn ou à Londres, afin de discuter des moyens de stimuler la croissance économique mondiale. Cette rencontre sera l'occasion d'une présentation au groupe du nouveau secrétaire américain au Trésor, M. Lloyd Bentsen, ainsi que du ministre des finances japonais, M. Yoshio Aiyoshi.

● France 2 condamne « l'intrusion » des salariés de Chausson. - La direction et la rédaction de France 2 ont « condamné l'intrusion des salariés de Chausson » durant le journal de 13 heures de la chaîne, vendredi 5 février. Dans un communiqué, elles « s'insurgent encore qu'il puisse être reproché aux journalistes de France 2 de ne pas avoir couvert le conflit et le plan social de Chausson ». « France 2 a en effet été la première chaîne à avoir diffusé un reportage » sur cet événement, précise France 2. Des salariés de l'entreprise, qui ont été annoncés à 285 suppressions d'emplois (le Monde du 6 février), avaient déjà occupé la Bourse de Paris le 28 janvier.

مكتبة الامم المتحدة

Agde trouve des mécènes contre la drogue

Deux entreprises participent à une campagne de prévention

21

Le baroud de la Bellevilleuse

Une association parisienne invente l'urbanisme démocratique

23

Des abris pour les morts

Les communes face à la saturation des cimetières

24

Albertville : les cinq anneaux de la nostalgie

Un an après le rêve olympique, la ville redécouvre la réalité

26

HEURES LOCALES

L'ÂGE DE RAISON DE LA DÉCENTRALISATION

A l'occasion de la préparation du XI^e Plan, un rapport dénonce les excès de pouvoir d'élus locaux et regrette l'insuffisance des contrôles financiers ou politiques

La décentralisation fait l'objet d'une étude approfondie à l'occasion de la préparation du XI^e Plan. Venues d'horizons divers, plusieurs centaines de personnes ont apporté leurs lumières pour aboutir à un document de 155 pages, rendu public vendredi 5 février. Comme le voulait la logique, l'aréopage d'experts était présidé par un élu, Martine Buron (PS), maire de Châteaubriant (Loire-Atlantique).

Sous le titre « L'âge de raison », le rapport du Plan ne plaira ni aux réformateurs ni aux partisans du *statu quo*. Il innove, mais garde toujours un ton légitimiste. Quatre expressions reviennent régulièrement au fil des chapitres : pragmatisme, étapes, harmonisation, marge d'appréciation. En quête de convergences et prenant acte de la complexité des règles juridiques, financières et techniques qui encadrent la vie locale, les membres de la Commission ont préféré « organiser cette complexité », rechercher la cohérence des actions entre des partenaires forts et confiants mutuellement, plutôt que « de se lancer dans une simplification illusoire ». Part difficile : « Avancer des propositions opérationnelles qui, sans bouleversement des institutions, puissent la décentralisation entraîner un large consensus, nécessite toutefois un changement substantiel des mentalités et des comportements », précise Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan. Le rapport pose en préalable d'éviter deux écueils : la remise en cause de la décentralisation et une avancée vers le fédéralisme. De même ont été évacués, parce que « stériles et platoniques », le débat relatif au choix entre le département et la région ou les conflits entre Etat et collectivités locales. Les chevauchements des compétences et des financements sont des faits qu'on ne peut gommer.

Comment améliorer la démocratie locale ? Le rapport dénonce sans ambages une grave dérive : l'excès de pouvoir des dirigeants locaux par défaut de contre-poids. « On peut dire que le maire cumule les rôles que jouent, au plan national, le président de la République, le premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, c'est-à-dire les rôles des quatre premiers personnages de l'Etat. » Les contrôles (financiers, politiques ou juridiques) restent insuffisants, et un redressement s'impose : « Le contrôle de la légalité présente, après dix ans, un bilan décevant. » Le pouvoir exécutif local, notamment celui des maires



dans les domaines des permis de construire, pêche par trop de personnalisation sur un homme. Il est temps, selon les rapporteurs, de réformer, dans un sens plus restrictif, le cumul des mandats et fonctions, en intégrant aussi dans le dispositif la présidence d'une société d'économie mixte ou d'un groupement de communes. Autre suggestion : la carrière politique « alternée », l'élu exerçant à des périodes différentes soit un mandat national, soit un mandat local. Pour faciliter le dialogue entre l'Etat et les élus locaux, il est recommandé de renforcer le comité des finances locales « dont la sérénité et le pragmatisme sont exemplaires ». Quant aux conseils économiques et sociaux régionaux, il faut accroître leurs compétences, par exemple pour mener à bien l'évaluation des politiques publiques locales.

Les préfets, pour leur part, hésitent à exercer les contrôles dont la loi leur charge : « L'Etat de droit est lacunaire ou plan local. » Privilégient-ils trop leur rôle

de conciliateurs par rapport à celui de procureurs ? Alors que les collectivités prennent de plus en plus de décisions, le nombre des recours déposés diminue.

Déficiences et rareté des contrôles occasionnent par conséquent une inégalité des citoyens devant le droit, notamment en matière d'urbanisme. Mais les lois sont si nombreuses qu'elles deviennent inapplicables. « On n'insistera jamais assez, note le texte de la commission Buron, sur les effets désastreux de la surproduction normative, c'est-à-dire l'inflation des prescriptions et des règles. »

Sur la question de la coopération intercommunale, les experts du Plan ont recherché une voie moyenne entre le respect de la diversité des situations et le coup d'arrêt à l'écoulement des structures. Option difficile : aucune solution originale n'a d'ailleurs été proposée. Et, pour l'organisation de l'Etat, le groupe réclame une plus forte déconcentration des pouvoirs administratifs et financiers (cela vaut aussi pour les trésoriers-payeurs généraux) autour du préfet.

La dimension européenne vient compliquer les choses : « Le Sénat, dans ces conditions, paraît le lieu naturel pour formuler une procédure d'information et d'association des collectivités à la construction européenne. » Mais attention ! Pas d'accès direct des collectivités « à la décision européenne ». C'est clair et net : pas d'Europe des régions.

Le chapitre sur les finances apporte peu d'informations sur un sujet connu. Les rapporteurs notent toutefois que « la pression restera forte sur les collectivités durant tout le XI^e Plan ». Il faut lire le dernier chapitre pour trouver la proposition sans doute la plus percutante du rapport : « Annexer au budget primitif des collectivités une liste des entreprises qui ont bénéficié de leur aide financière l'année précédente, quelle qu'en soit la forme. » Un document capital qui, évidemment, devrait être rendu public.

François Grosrichard

Trente ans

« La jeunesse n'est pas un droit, la vieillesse n'est pas une tare. » Appliqué aux humains, ce mot de Louise Weiss donne matière à réflexion quand on célèbre l'anniversaire d'une administration, par exemple la Délégation à l'aménagement du territoire et de l'action régionale (DATAR), créée par un décret du 14 février 1963.

Trente ans ! N'est-ce pas un âge suffisamment canonique pour penser à d'autres formules d'organisation administrative et politique que celles qui ont prévalu lorsqu'il fallait, croissant aidant, remodeler la France, canaliser une démographie galopante, redistribuer des emplois ? Les temps ont changé. La machine économique patine, les frontières dans l'Europe et entre les hémisphères se sont ouvertes, la décentralisation et le poids des collectivités s'imposent à tous, la CEE crée des tirailleurs, les Français s'agglutinent dans les villes pendant que les campagnes s'étiolent, la thrombose guette l'île-de-France.

Le regroupement sous une seule autorité de la DATAR, du ministère de la ville, de la direction générale des collectivités locales et des responsables de l'aménagement rural devient plus que jamais judicieux.

Pour éviter le discrédit, l'aménagement a besoin d'un appui solide et ne pas dépendre une fois de ministres d'Etat (Jean Lecanuet ou Michel Rocard), une autre de celui de la police (Michel Poniatowski) ou d'un secrétaire d'Etat (André Laignel). Les délégués successifs de la DATAR ont suivi leurs chemins, à la tête d'entreprises publiques ou privées, d'une chambre de commerce, ou de l'administration des musées. Le plus fidèle au « métier d'origine » aura, peut-être, et paradoxalement, été le premier, Olivier Guichard (RPR), indéfectible président de la région Pays de la Loire, dont les propos sur le réajustement territorial n'ont rien perdu en percutante sagacité.

F. Gr.

ILE-DE-FRANCE

LES BUREAUX S'INSTALLENT A L'EST

La crise de l'immobilier perdure mais certaines communes conservent des atouts

EST-IL bien raisonnable de construire encore des bureaux dans la région parisienne ? Alors que promoteurs et banquiers sont enlisés dans la crise avec des milliers de mètres carrés qu'ils ne parviennent plus ni à louer ni à vendre, certains poursuivent cette aventure immobilière. C'est le cas de la mairie de Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui vient de créer cinq zones d'aménagement concerté (ZAC) sur 55 hectares de terrain. La surface prévue pour les bureaux est d'environ 370 000 mètres carrés. L'aménagement et la commercialisa-

tion de ces opérations, qui devraient s'étaler sur quinze ans, ont été confiés à la société d'économie mixte Montreuil Développement (MODEV).

« Cela entre dans la politique de développement menée par la ville », explique Philippe Serres, directeur général de MODEV. Pour cette opération, la municipalité de Montreuil, qui possède 70 % du capital de cette société, s'est adjoint le concours de la Caisse des dépôts et consignations (10 %), du Comptoir des entrepreneurs (2,5 %) et de quelques autres investisseurs et promoteurs.

C'est depuis le début des années 80 que la municipalité de Montreuil, dirigée par Jean-Pierre Brard (Parti communiste), s'est lancée dans une politique volontariste d'implantation d'activités, notamment avec la création d'une ZAC de 15 000 mètres carrés et de quelques opérations comme celle de Cap 1, installée sur l'ancien site des papiers peints Dumas.

En réalité, Montreuil, qui, avec ses 95 000 habitants, est la troisième ville de la région Ile-de-France, fut de tous temps un centre d'activités, notamment dans les secteurs du jouet et de

l'alimentaire. Plus de 2 000 entreprises y sont installées. Ce sont pour la plupart des PME et des PMI, mais aussi des sociétés comme Pernod, les biscuits Basquaise ou les bonbons Kréma (qui viennent de déménager pour Châtelleraut, dans la Vienne). En 1983, la COT quitta la rue La Fayette à Paris pour prendre ses quartiers dans un immeuble monumental où, aujourd'hui, elle dispose de bureaux libres qu'elle cherche à louer.

C'est aussi au début des années 80 que la municipalité engagea sa politique de relance de l'activité de la ville. « Entre 1980 et 1984, l'investissement public a été l'élément dynamique », note Philippe Serres. Et il était nécessaire, car il n'y avait pas de marché et l'image ne se prêtait pas à un développement local et à des investissements sur Montreuil. A l'époque, il est vrai, la mode était plutôt de s'installer à l'Ouest.

Françoise Chirot
Lire la suite page 23

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 : LES CLÉS DE L'INFO

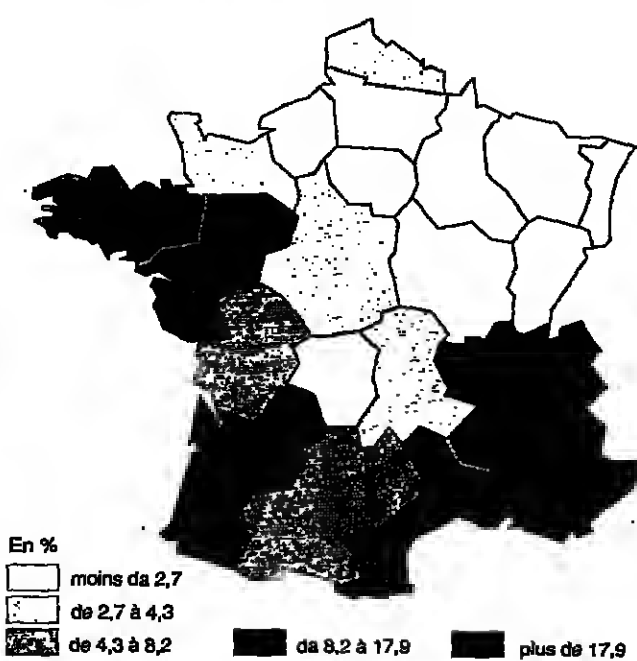
Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de l'actualité.

En vente dans tous les kiosques - 20 F

REPÈRES

STATISTIQUES

Vive les vacances !



Partir, quitter la grande ville pour la mer ou le campagne : les vacances d'hiver incitent au rêve. La carte illustre la part du nombre de jours de vacances passés dans une région, dans le total de la France métropolitaine, à l'occasion des séjours d'été de 1991. Le Sud se distingue, et les flots bleus de la Méditerranée attirent toujours les estivants. Mais la Bretagne réussit un score honorable puisqu'elle est la deuxième région, après Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec un chiffre de 11,1 %.

(Source : INSEE)

DÉCENTRALISATION

LES VILLES ET L'ENSEIGNEMENT

Les responsables municipaux de l'éducation réunis à Dijon, ont choisi la prudence

LES directeurs des services éducation des grandes villes de France sont-ils prêts à aborder une nouvelle vague de décentralisation, au cas où on leur proposerait d'aller plus avant ? A l'occasion de leur seconde rencontre, à Dijon du mercredi 27 au vendredi 29 janvier, ils se sont interrogés pour savoir s'ils souhaitent, ou pouvaient, dépasser la logique des blocs de compétences telle qu'elle est définie actuellement, les écoles aux villes, les collèges aux départements et les lycées aux régions.

Pour la trentaine de villes représentées cette année (dont une bonne moitié comptent plus de 100 000 habitants), la réponse, qui paraissait claire il y a quelques temps, se fait aujourd'hui évasive et plus circonspecte. Même si les discours officiels récusent la filiosité, « L'année dernière je vous aurais dit que nous étions prêts à prendre en charge les collèges », nous avons le souvenir d'un directeur de l'enseignement d'une ville de 175 000 habitants. Et le savoir-faire n'est pas ce qui manque, soulignent à l'unisson ses collègues. Que ce soit dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP), où la commune assume aussi les problèmes de logement et de RMI, ou dans le domaine de la carte scolaire, les responsables de l'enseignement revendiquent une vision globale des problèmes et une solide pratique.

Si demain on leur donnait davantage de prérogatives, certains ne seraient pas en peine. « A partir du système éducatif, il est possible de coordonner bien des aspects de la vie locale », résume Jean-Pierre Guffroy, directeur de l'enseignement, de l'éducation et de la caisse des écoles de Lille.

Beaucoup soulignent toutefois qu'un nouveau transfert des charges ne saurait se faire sans un nouveau transfert de compétences. Les services éducation des villes sont souvent pris en tension entre les engagements et les ambitions de leurs élus. Ainsi, à Chateauroux, 53 000 habitants, c'est le développement de l'enseignement supérieur qui commence à élargir dans ses limites. « Nous avons cinq DEUG (diplôme d'enseignement universitaire général), un

IUT (Institut universitaire de technologie), une antenne d'UTM (Institut universitaire de formation des maîtres), c'est un véritable atout pour une ville moyenne », reconnaît Frédéric Brisset, chargé du service des affaires scolaires et universitaires de la ville. Mais comment gérer un tel ensemble ? Le département, la ville, l'université d'Orléans et la chambre de commerce et d'industrie de l'Indre sont réunis pour l'instant dans une association loi de 1901. Faut-il continuer ainsi ?

Au final, si chacun s'accorde à reconnaître que l'action éducative locale joue, pour beaucoup, dans le rayonnement d'une ville, tous admettent que l'écheveau de la décentralisation reste bico embrouillé. Ce qui n'est pas le moindre obstacle à son développement ultérieur. Alors que les responsabilités locales paraissent bien délimitées par la loi, suivant les niveaux scolaires, la réalité se révèle plus complexe. Les financements croisés sont monnaie courante, d'où des retards permanents dans les opérations, des investissements désordonnés, voire redondants.

Certains textes sont mal appliqués. Les communes rurales par exemple, qui scolarisent leurs enfants à la ville sont censées participer aux frais scolaires de ces derniers. Elles le font rarement, contrairement à ce que croient les hauts fonctionnaires, relèvent plusieurs responsables des villes. Robert Poujade (RPR), maire de Dijon, n'est pas veu attiser l'euthousiasme décentralisateur, loin de là. Aux réserves d'ordre technique, il en a ajouté d'autres, politiques et financières. « Il n'y a pas de vrai projet cohérent de décentralisation, ni à droite, ni à gauche, ni au centre », a-t-il assené, avant de recommander la prudence : n'épuisez pas les finances locales en voulant trop en faire, a-t-il recommandé en substance.

Selon lui, une seconde vague de décentralisation ne serait concevable qu'une fois le pays sorti de la crise économique. En attendant, que faire ? Pour les administrateurs des affaires scolaires une urgence s'impose : clarifier les compétences de chacun, avant d'aller plus loin et mieux définir le véritable rôle des villes en matière éducative. Dans l'immédiat, « on règle les imperfections de la décentralisation à coups de contractualisation » entre la commune, les établissements et la hiérarchie de l'éducation nationale, comme le constate Francis Oudot, directeur de l'éducation de la jeunesse et des sports de Reims. Les langues vivantes dans le primaire ? Contrat. Un bon projet d'école ? Contrat encore. Tout en sachant que ce système — là aussi a ses limites.

de notre envoyée spéciale à Dijon

Béatrice Gurrey

PROSPECTIVE

DES LYCÉENS IMAGINENT LEUR RÉGION

Un concours organisé par la DATAR a permis à 22 000 jeunes d'exprimer leurs souhaits pour les années futures

ILS y ont mis leurs rêves les plus fous, une certaine générosité. Ou bien la sagesse rigoureuse de leur professeur, maître d'œuvre d'un projet contenu dans un dossier d'une quarantaine de pages proprement relié. Elèves de première, littéraires, techniques ou scientifiques, ils ont planché trois mois durant sur l'aménagement de leur région à l'horizon 2015. Ils ont étudié la géographie, analysé la démographie, disséqué les réseaux de transports, soupesé les enjeux économiques. Certains sont allés loin dans la critique, dénonçant, par exemple, les choix de la SNCF...

Puis ce fut un bond d'une vingtaine d'années en avant. Ils sont devenus prospectivistes, ont dressé des cartes, des graphiques, et ont imaginé, pour les uns, des voies rapides, des tunnels, des monorails, des avions à décollage vertical. Pour les autres, une « téléévolution » faisant feu de toute technologie à distance : télécopie, télémanutention ou télématique. Pour vendre leurs idées, ils ont employé

le futur plutôt que le conditionnel et se sont inventés des logos, des slogans. Gardant à l'esprit que « derrière un trait sur une carte, il y a toujours un financement ».

Sensibiliser les élèves

Lancé à la rentrée scolaire 1992 par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'équipement régional (DATAR), le concours « Avenir et territoires » avait pour objectif de permettre aux lycéens d'exprimer l'avenir de leur région dans l'Europe intégrée de 2015. Retenu par 560 lycées publics et privés, il a finalement concerné près de 22 000 élèves. Sélectionnés par les rectorats et les administrations décentralisées, les meilleurs avant-projets se sont affrontés en décembre dernier au cours de forums régionaux. Tandis que, choisis par les élèves eux-mêmes, les meilleurs dossiers régionaux ont été exposés lors d'une journée nationale le 27

janvier, en présence de Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes (1).

« Nos responsables, les élus, ont, très souvent, une totale méconnaissance de la géographie, et donc de l'aménagement de l'espace », explique Jean-Louis Guigou, directeur de la DATAR. Il faut prendre le mal à la racine et sensibiliser les jeunes dès le lycée.

Le but pédagogique était évident, constate un professeur d'histoire-géographie d'Île-de-France. Quel sujet transversal ! Entre histoire, géographie, démographie... et politique. Certains ont abandonné le sacro-saint programme de première. D'autres ont préféré prendre sur leur temps de loisirs, comme ces élèves du lycée de Gourdon (5 000 habitants dans le Lot), très préoccupés par la désertification des campagnes et par les fermetures successives des services publics.

« Nous avons voulu défendre notre région », expliquent Charles, Elisabeth et Marianne, élèves de

première S du lycée Victor-Hugo de Poitiers. Pour préparer notre dossier, nous avons d'abord appris à faire des cartes ! Nous nous sommes efforcés de bâtir un dossier, d'adopter une démarche logique. Nous avons rencontré des élus, nous sommes allés dans les directions régionales de l'industrie, de l'agriculture, où l'on nous a expliqué la politique agricole commune. Finalement, tout cela peut donner envie de faire de la politique...

De fait, les visions régionales sont très concrètes et les constats abrupts. « La région Midi-Pyrénées ? Une tête - Toulouse - avec un corps onémé, constatent les élèves de Gourdon. Une nationale - la N 20 - trop meurtrière. Un aéroport, celui de Cahors, fantôme. » A l'instar de « l'Arc atlantique », des régions du littoral, ils ont imaginé « le collectif grand Sud » des régions méditerranéennes. Ceux de Bordeaux ont rêvé d'« activités de service pour les jeunes », d'un « conservatoire national supérieur de musique » et estimé que « le TGV ne rompt pas à lui seul l'isolement ».

L'Etat absent

Pragmatiques, les Naotais ont intégré des données de géopolitique internationale pour élaborer leur propre schéma directeur, analysant différents scénarios de conflits en Europe de l'Est. Amers, les Guyanais ont ajouté qu'« un peuple qui ne maîtrise pas son espace peut susciter la convoitise de ses voisins ».

Quelles leçons tirer de ces réflexions lycéennes ? « Un très fort sentiment d'attachement régional de la part des élèves, constate Michel Foubert, géographe, professeur à l'université de Lyon-II et directeur de l'Observatoire européen de géopolitique. Avec une assurance quant à la qualité des paysages de leur région, les lycéens sont soucieux d'apporter des réponses aux problèmes de vie quotidienne et d'emploi ».

Autre fait marquant : l'absence, dans leurs exposés, de l'Etat. On passe directement de la région à l'Europe. Car « l'Europe permet de contourner Paris », constate à son tour Jean Viard, sociologue. Tandis que la logique transfrontalière s'impose d'elle-même, en Alsace ou en Catalogne.

Jugeant les efforts fournis par les lycéens, André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, a demandé, mercredi 27 janvier, à ce que les jeunes soient plus associés à l'élaboration des contrats de plan Etat-régions. Enrobant le pas, certains élus se sont emparés des propositions des jeunes. Aiosi, Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR), président du conseil régional de Poitou-Charentes, s'est engagé à reprendre dans l'immédiat deux idées formulées par les élèves de Poitiers.

La première propose de faire des lycées de véritables « catalyseurs de la vie locale ». Leurs portes et leurs équipements (salles de conférences, centres de documentation...) seraient ainsi ouvertes aux acteurs économiques locaux ou aux familles, aux personnes âgées, le week-end. La seconde a été baptisée « Ulysse ». Son objectif est de maintenir des contacts avec les jeunes qui ont été formés en Poitou-Charentes, afin de susciter un jour le retour de ceux qui auraient émigré. « Car dans notre classe, constate Elisabeth, sur 39 élèves, 37 souhaitent travailler hors de la région ».

Pour l'heure, la DATAR envisage déjà de réitérer l'opération et d'y associer des classes d'autres régions européennes. Elle compte surtout s'appuyer, à l'avenir, sur le réseau de professeurs contactés pour poursuivre ce travail de sensibilisation. Afin de ne pas briser, à long terme, la chaîne des scénarios, selon la formule d'un lycéen nantais, « probables et imaginaires ».

Jean-Michel Dumay

(1) Les trois projets récompensés ont été présentés par : le lycée Emile-Zola de Châteaurenard (Euro-Lot), le lycée Xavier-Marmier de Pontarlier (Jura) et le lycée Félix-Eboué de Cayenne (Guyane).

ENVIRONNEMENT

DES DÉCRETS POUR LES DÉCHETS

Des textes fixent les obligations des régions et des départements

LES communes connaissent leurs obligations en matière d'enlèvement des ordures ménagères, mais rien jusqu'ici n'obligeait départements ou régions à s'occuper de leur élimination. Tout est changé depuis la parution au Journal officiel du jeudi 4 février, des décrets qui fixent les obligations des uns et des autres.

Le premier décret fixe les « plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés ». Les préfets vont donc demander à chaque département de leur proposer un plan départemental ou interdépartemental de gestion des déchets. Ce plan devra comporter un « inventaire prospectif » définissant les quantités de déchets à traiter à l'échéance de cinq et dix ans, et aussi la manière dont ils seront traités (recyclage, valorisation, destruction ou stockage). Le plan indiquera les installations à créer pour y parvenir et l'emplacement proposé (« les localisations préférentielles »).

Les conseils généraux auront trois mois pour faire leurs propositions. Si, un mois après l'expiration du délai, le département n'a rien fourni, il reviendra au ministre de l'environnement de fixer lui-même la zone de gestion des déchets. Le préfet, responsable de

l'établissement du plan départemental, sera entouré d'une commission composée de représentants du conseil général, des communes, de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), des professionnels, et des associations de protection de l'environnement. Le plan, soumis pour avis au conseil général, sera mis à l'enquête publique.

Un délai de trois ans

Le deuxième décret fixe la procédure pour l'élimination des déchets industriels. C'est la région, cette fois, qui sera chargée de faire l'inventaire des besoins (à dix ans) et de proposer des solutions, dans un délai de trois ans. Mais les préfets de région peuvent, d'ici à deux mois, fixer les zones où s'appliquera le futur plan. Il seront entourés d'une commission comprenant les représentants de l'Etat (DRIRE et DIREN), de l'ADEME, des conseils régionaux, des professionnels et des associations. Pour certains déchets spéciaux, enfin, les ministres de l'environnement et de l'industrie peuvent établir un plan national d'élimination.

Roger Cans

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Concertation en Poitou-Charentes. - Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-PR) de la région Poitou-Charentes, organise des assises régionales, intitulées « Un projet pour Poitou-Charentes », lundi 8 et mardi 9 février, au Futuroscope de Poitiers. Maires, conseillers généraux, décideurs, universitaires et partenaires sociaux sont invités à ce débat qui portera sur les grandes orientations de la région jusqu'en l'an 2000. Ils seront amenés à discuter des opérations devant être retenues pour le prochain contrat de plan quinquennal.

■ Renseignements au (16) 49-55-77-00 ou (16-1) 42-25-33-23.

■ Câble et aménagement. - L'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) organise un séminaire sur « Le câble et l'aménagement urbain », jeudi 11 février à Paris. Quelques maires doivent présenter les initiatives prises dans leur ville pour mieux prendre en compte le câblage dans les

opérations d'urbanisme privées et publiques.

■ Renseignements au (16-1) 44-39-34-66.

■ Technopoles. - L'Association France-Technopoles, que préside Pierre-Yves Tesse, et le Comité français des expositions organisent un séminaire sur « Les technopoles, facteur de développement », jeudi 18 février, à la Sorbonne. Ce séminaire, destiné aux responsables des technopoles, sera l'occasion de mettre au point la convention qui devrait se tenir en octobre 1993 à Nice-Acroropolis.

■ Renseignements au (16-1) 45-63-05-00.

CONCOURS

■ Des idées contre l'aérophobie urbaine. - La ville de Clermont-Ferrand, en liaison avec le Club des ouvriers, organise un concours destiné aux étudiants. L'aérophobie des grandes cités - engorgement du trafic, pollution, accidents, etc. - est le thème retenu cette année. Cinq étudiants ou groupes d'étu-

dians, dont les dossiers auront été retenus, recevront une bourse d'exploration de 15 000 F pour mener une étude dans une ville étrangère. Le meilleur mémoire qu'ils en rapporteront sera publié et récompensé par un prix de 25 000 F. Date limite d'envoi des dossiers : le mardi 30 mars.

■ Renseignements au (16) 73-42-63-67 ou 73-42-63-63, poste 6446.

CONTACTS

■ Au secours des contribuables. - Georges Fléchoux, bâtonnier des avocats parisiens, a proposé à Jacques Chirac d'aider gratuitement les contribuables de la capitale à rédiger leur déclaration d'impôts. Suggestion acceptée : les consultations seront données par 180 volontaires, du lundi 8 au vendredi 26 février (de 14 heures à 18 heures), au Palais de justice, galerie de Harlay, 4, boulevard du Palais, 75001 Paris. Les avocats donnent également des consultations juridiques gratuites chaque semaine - sur rendez-vous - dans

les mairies d'arrondissement et au palais de justice. Les membres du bureau fournissent des informations gratuites par téléphone (SDS-Avocats : 43-29-33-00) et des conseils à tarif réduit aux consommateurs (Assistance consommateurs, 43-54-33-04).

NOMINATIONS

■ Michel Bescond, directeur général de Cités unies France. - Michel Bescond vient d'être nommé directeur général de l'association Cités unies France, présidée par Bernard Stasi (CDS). Cités unies France est la branche française de la Fédération mondiale des villes jumelées et cités unies. Elle anime un réseau de sept cents villes françaises qui mènent une action de coopération avec des villes étrangères. Né le 2 novembre 1953 à Pessin (Seine-Saint-Denis), Michel Bescond est titulaire d'une maîtrise d'histoire. Il a enseigné à Bobigny de 1981 à 1986, avant de devenir inspecteur général de l'éducation nationale dans le Calvados.

HEURES LOCALES

RÉGIONS

LANGUEDOC-ROUSSILLON

AGDE TROUVE DES MÉCÈNES CONTRE LA DROGUE

Aidée par deux entreprises, la station balnéaire lance une campagne de prévention

AVEC ses 18 000 habitants, l'ancienne cité grecque vit paisiblement, protégée d'un côté par la rivière Hérault, de l'autre par le mont Saint-Loup, une colline dont le sémaphore fiché à son sommet braque son regard vers la mer. Mais ce n'est là qu'une apparence hivernale. L'été, les touristes arrivant, la station balnéaire de Cap-d'Agde, proche du village, coiffe brusquement la population y est alors multipliée par dix, avec son cortège de jeunes, parfois désœuvrés.

Au point qu'Agde fait aujourd'hui partie des zones considérées comme des cibles privilégiées pour les trafiquants de drogue à la recherche de nouveaux débouchés vers l'Europe. Le flux de population étrangère y est important, la démographie y a crû de 35 % ces quinze dernières années, et, avec un taux de chômage voisin de 17 %, le terrain de prédelinquance y est fertile. Mais la commune ne présente pas encore de symptômes chroniques. Les réseaux de trafiquants occasionnels qui se mettent en place l'été ne semblent pas encore s'installer durablement.

Le maire d'Agde, Régis Passerieux (PS), connaissait cette situation lorsqu'il a vu vent l'an dernier de la volonté de deux entreprises - Sony et GFM - d'associer leur image à une action sociale extérieure. « Il est toujours difficile de trouver un thème fédérateur pour l'ensemble de l'entreprise », explique Philippe Poels, secrétaire général de Sony-France. La prévention contre la drogue auprès de l'enfance ne pouvait qu'emporter l'adhésion d'un maximum de salariés.

Les deux mécènes ont proposé à Agde les services de spécialistes de la lutte antidrogue aux États-Unis : Robert Stutman, ancien responsable de la Drug Enforcement Administration, et Robert Ross, qui dirige la New York State Division of Alcoholism and Alcohol Abuse. Aujourd'hui, ils sont à la tête d'une agence de conseil, en préventions contre la toxicomanie notamment. « Avant d'apporter de l'argent, poursuit Philippe Poels, il fallait frapper les esprits

pour pousser les gens à se remettre en question. » Les « deux Bob », comme on les surnomme, sont arrivés, un soir de 1992, dans une salle des mariages comble où avaient pris place des enseignants, des médecins, des parents d'élèves, des syndicalistes, des hommes d'Eglise, etc. Les deux orateurs ont plaidé pour une forte mobilisation de l'ensemble du corps social et pour une démarche de prévention qui commencerait dès la maternelle.

Deux mois après cette prise de contact, ils sont revenus, animant cette fois des réunions distinctes avec les acteurs sociaux locaux. Des propositions concrètes ont émergé. Un comité de pilotage, inséré au sein du conseil communal de prévention de la délinquance, a

vu le jour, un animateur permanent a été embauché par la ville, et un projet, baptisé « Opération prévention toxicomanie », dont les premières applications concrètes démarrent en ce moment, a été financé par Sony et GFM à hauteur de 550 000 francs pour la première année.

Ateliers de danse et de musique

La ville propose aux écoles une série d'interventions favorables accueillies par l'éducation nationale, qui pourrait difficilement les assurer sans une aide financière extérieure. Pour les petits, il s'agit avant tout d'activités d'éveil et d'équilibre. « Si les enfants sont stressés du

matin jusqu'au soir, ils seront plus facilement sujets à la toxicomanie que s'ils entrent dans la vie sociale épanouis et équilibrés, précise Nicole Roque, institutrice à l'école Albert-Camus. Or les enfants sont de plus en plus instables, laissés souvent à l'abandon par les parents. La société, donc les collectivités, doit prendre le relais. »

Des ateliers de danse, de musique et de rythme se mettent en place dans les écoles. Pour sensibiliser les enfants à l'éducation à la santé, 800 trousses dentaires avec gobelets et brosse à dents ont été distribuées. Des élèves de classes primaires préparent une chorégraphie sur le thème de la toxicomanie. Ces activités se prolongent au collège avec la création de « clubs santé » animés par un médecin scolaire, ou à la maison de jeunes et de la culture d'Agde, qui bénéficie notamment de matériel audiovisuel fourni par Sony. Afin de fédérer ces initiatives, un journal est en préparation, « pour que les jeunes eux-mêmes portent le message de leur combat », précise Régis Passerieux. Un « forum santé » devrait également se tenir en mai ou en juin, avant la mise en place de nou-

velles opérations « prévention » pendant les grandes vacances.

Dans ce dispositif, les adultes n'ont pas été oubliés. Des conférences-débats animées par des médecins et des psychologues ont déjà été organisées pour les parents et les enseignants. « Beaucoup se demandent comment réagir face à un jeune toxicomane ou s'il est possible de détecter très tôt des conduites déviantes », explique Didier Laporte, animateur de l'opération. Ils trouvent là des éléments de réponses. La commune va aussi mettre en place des formations périodiques « adultes-relais », sous la forme de sessions de deux semaines ouvertes à tous les habitants d'Agde, parmi lesquels des chômeurs longue durée, qui s'interrogent plus généralement sur la drogue et ses répercussions.

Un premier bilan de cette opération sera dressé après l'été. Mais le lien qui a été noué entre les mécènes, la ville, l'éducation nationale et l'ensemble des acteurs sociaux ne devrait pas se distendre.

De notre correspondant à Montpellier Jacques Morin

NORD-PAS-DE-CALAIS

RONCHIN SOUTIENT UN DÉTENU TIBÉTAIN

Une petite commune de la banlieue lilloise choisit de privilégier l'action humanitaire

L'ORSQUE les brumes pittoresques, en réalité un épais brouillard, se lèvent, Ronchin apparaît conforme à l'image traditionnelle des petites villes du nord de la France. Là s'alignent des maisons de brique fortifiées rouges. Cette banlieue résidentielle de 14 000 habitants, dont bon nombre de cadres, est, comme pour ne pas faire mentir la chère réputation des gens du Nord, les Ronchinois sont en passe de faire de l'action humanitaire une de leurs spécialités.

Terre socialiste depuis la seconde guerre mondiale, la ville n'en est pas à son coup d'essai dans ce domaine. Seulement, cette fois, son conseil municipal a joué les précurseurs, en décidant, il y a quelques mois, de parrainer un détenu d'opinion tibétain. « Pour être éloigné géographiquement de Ronchin, la question tibétaine ne saurait, cependant,

susciter son indifférence », rapporte la délibération du 25 juin 1992. L'argument a porté, puisque le texte a été adopté à l'unanimité. Dès lors, il ne restait plus au conseil municipal qu'à mêler sa voix au concert des nations, ou plutôt à celle des intellectuels qui régulièrement alertent l'opinion internationale.

Michel Laignel (PS), maire de la commune depuis bientôt treize ans, a donc demandé officiellement au premier ministre Li Peng de bien vouloir libérer Jampel Changchub, un jeune moine bouddhiste condamné à dix-neuf ans de détention pour avoir diffusé des « textes réactionnaires ». En fait, pour avoir traduit le texte de la déclaration des droits de l'homme, précisent les membres de l'équipe municipale, sur la foi, entre autres, d'Amnesty international.

En 1990, Strasbourg avait pris la première l'initiative de parrainer deux prisonniers

tibétains, qui depuis ont retrouvé leur liberté. Depuis peu, d'autres communes, comme Manosque, dans les Alpes-de-Haute-Provence, Issy-les-Moulineaux ou Précigny-sur-Marne, en Ile-de-France, ont signé à leur tour. Le maire d'Audeneourt, dans le Doubs, s'apprête lui aussi à soumettre l'idée à son conseil municipal, répondant ainsi aux sollicitations du Comité de soutien au peuple tibétain (1). Cette association s'est fixée pour objectif de mobiliser les collectivités locales françaises : elle espère convaincre au moins dix communes dans chacun des départements où elle est implantée. Une façon, en somme, de déconstruire le « devoir d'ingérence humanitaire », comme l'explique Bertrand Zuideau, universitaire et fondateur du comité à l'échelon du Nord-Pas-de-Calais.

Une faible part du budget

En attendant, la démarche reste insolite. Le maire de Ronchin juge pourtant tout naturel de passer du stade de l'aide concrète, envoi de vivres par exemple, à celui de l'engagement politique au nom d'une cause humanitaire : « Nous avons reçu les enfants venant

du Chili, de Pologne, de Tchénobyl. S'il le faut, nous accueillons des petits Tibétains. » La solidarité fait partie intégrante de l'ambiance de la ville », analyse-t-il simplement, avant d'évoquer le réel sens de l'entraide des Ronchinois et la vigueur de la cinquantaine d'associations locales.

Mais, si Michel Laignel s'abstient de mettre en avant son propre rôle ou celui de sa famille, dont tous les membres sont peu ou prou engagés dans une action humanitaire, il ne peut s'empêcher de rappeler récemment son « plus beau conseil municipal », peu après la chute du dictateur roumain, en 1989. Ronchin fut alors une des premières communes de France à réagir.

Ici, la solidarité internationale s'appuie sur le bénévolat, avec le soutien logistique des services municipaux. Le maire en estime le coût à environ 2 % du budget, tandis que l'action sociale s'élève à près de 30 %. Autant dire qu'à ses yeux l'engagement humanitaire est à la portée de toutes les collectivités locales. Jusqu'à présent, ses administrés n'ont pas réagi à sa prise de position en faveur de Jampel Changchub. Celle-ci est certes symbolique et peut passer inaperçue, admet Michel Laignel, comparée à l'aide offerte à Vaisop-la-Romaine, à l'envoi de matériel pour des élèves sourds-muets au Burkina-Faso ou de lits d'hôpital à la ville roumaine de Tiroveni, une autre « fillette » de Ronchin.

Une conférence ainsi qu'une exposition organisées, à sa demande, par le Comité de soutien au peuple tibétain auront lieu à l'hôtel de ville, du jeudi 11 au dimanche 14 février. Ces manifestations devraient permettre de sensibiliser les habitants. Comme souvent ici, le conseil municipal des enfants a été l'une des premières assemblées consultées. José Copin, directeur de l'une des écoles primaires communales, n'y trouve rien à redire. Au contraire, « s'intéresser à d'autres cultures, à d'autres religions, faire preuve de tolérance est une façon d'affirmer sa laïcité », estime-t-il. Bon nombre d'enseignants ont suivi le même raisonnement, puisque, sur huit maternelles et primaires publiques, les élèves de cinq d'entre elles ont travaillé sur ce thème.

L'exposition devrait aussi, espère Michel Laignel, être une occasion d'informer des conseillers municipaux des communes voisines. A ses yeux, l'engagement humanitaire entre pleinement dans le rôle des élus locaux. D'ailleurs, le prochain mandat pourrait voir la création d'un poste d'adjoint au maire chargé de ce secteur. Inutile de se prétendre métropole pour cela.

De notre envoyée spéciale à Ronchin

Martine Valo

(1) Comité de soutien au peuple tibétain, 3, rue Lavoisier, bâtiment 3, 93300 Pantin.

BASSE-NORMANDIE

Un Musée d'art moderne à Granville

Port de pêche et de plaisance, Granville attirait déjà de nombreux visiteurs séduits par la « haute ville » et ses anciennes fortifications. La commune du département de la Manche (13 340 habitants) s'enrichit cette année d'un nouveau centre d'intérêt, qui peut aussi passionner les amateurs de bords de mer et de grandes marées, un musée baptisé du nom d'un enfant de la ville : Richard Ancreon.

Né des curiosités multiples de ce collectionneur autodidacte, décédé l'an passé à Granville, les collections de ce musée se composent d'un fonds de 200 œuvres peintes d'André Derain à Utrillo en passant par Paul Signac ou Van Dongen) et de 500 livres et tracts de dédicaces ou de manuscrits (de Colette à Malraux). Autour d'André Derain, « fauve parmi les fauves », est organisé, jusqu'au mois d'octobre, la première exposition temporaire du nouveau Musée de l'art moderne en Normandie.

CENTRE

Orléans s'ouvre aux piétons

Jusqu'ici le cité de Jeanne d'Arc n'avait jamais fait preuve d'une audace particulière en matière de voies piétonnes. Le conseil municipal vient de décider d'effectuer ce choix pour la principale artère commerciale de la ville, la rue de la République, qui relie la place d'Arc à la place du Martroi où trône la statue cavalière de la Pucelle. A terme, seuls des minibus pourraient y circuler, en attendant l'arrivée d'un éventuel tramway, dont l'idée fait peu à peu son chemin parmi les aménageurs de la cité.

L'opération (10,5 millions de francs, dont une participation du Syndicat à vocation multiple de l'agglomération) devrait être menée à bien pour la fin de l'année, et l'architecte Bernard Huet s'est vu confier le traitement paysager de cette transformation. « Orléans doit-elle être la lantern rouge des grandes villes dans ce domaine ? », s'est interrogé le maire, Jean-Pierre Sueur (PS). Le but de l'opération est d'amorcer un cheminement piétonnier en direction du vieux Orléans et de la Loire, à travers les quartiers Châtelet et Desaux qui vont faire l'objet, dans les années à venir, d'une profonde réhabilitation. Afin que la ville ne tourne plus le dos à son fleuve, comme elle en a pris la fâcheuse habitude depuis la début du siècle.

LIMOUSIN

Nouvelle bibliothèque à Brive

Après deux ans de travaux, la nouvelle bibliothèque centrale de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) a ouvert ses portes. Dans la ville déjà célèbre pour sa Foire internationale du livre, une importante restructuration a permis de tripler la superficie du bâtiment qui, avec plus de 3 000 mètres carrés, peut désormais accueillir 140 000 ouvrages et 5 000 disques compacts pour ses 10 000 lecteurs, dont la moitié sont des enfants de moins de quatorze ans. En conservant un emplacement en plein cœur de la cité, maintenant préservée des nuisances du trafic routier de la nationale 20, les élus ont voulu montrer toute l'importance qu'ils accordaient à la fonction de valorisation de la lecture. Mais, pour atteindre cet objectif, ils ont dû demander aux architectes de faire preuve d'imagination. L'ancien bâtiment, à la façade classique, a été relié aux nouvelles constructions par un immense hall central recouvert d'une verrière. Les travaux se sont élevés à 20 millions de francs, dont 30 % ont été subventionnés par l'Etat. Le reste a été pris en charge par le budget municipal.

AQUITAINE

LE PROJET DE TGV DAX-IRUN DÉRAILLE

Entre exigences économiques et pressions écologistes, les élus tergiversent

PLUS de mille personnes, un samedi de janvier, dans une salle communale. Arcangues ne rend pas hommage ce soir-là à Luis Mariano, l'une de ses illustres figures. Et malgré l'abondance des élus de tous bords, il ne s'agit pas davantage d'une opération liée à la campagne électorale. Du moins en apparence. Cible d'un tir groupé d'associations fraîchement constituées, le projet de train à grande vitesse entre Dax et la frontière espagnole est sur la sellette. Surtout depuis qu'on a été divulguées certaines projections du bureau d'études SOFRERAIL proposant deux tracés pour ce prolongement du TGV Atlantique.

Aujourd'hui une trentaine d'associations se coordonnent pour refuser la création d'une voie spéciale. Nées, la plupart du temps, dans le cadre du village, elles étaient leur refus autour de trois arguments : une nouvelle ligne sacrifierait l'environnement du sud des Landes et du Pays basque, « créant une véritable saignée » à travers vertes collines, champs de maïs et propriétés privées. Ensuite, l'économie de temps réalisée (de l'ordre de dix minutes) paraît

Développement européen

Quasiment tous présents à Arcangues ce 9 janvier, les élus et députés locaux ont assuré faire la même analyse que les associations. Même le président du conseil régional d'Aquitaine, Jacques Valade (RPR), venu courtoisement faire face, s'est prononcé contre une ligne nouvelle et pour l'utilisation des lignes actuelles construites par les frères Pereire au siècle dernier.

Pourtant, e rappelé à Arcangues un contestataire, n'est-ce pas le même Jacques Valade qui a signé très officiellement le 18 décembre 1992 à Bordeaux une convention d'étude pour un TGV entre Dax, Irun et Vitoria,

en Pays basque espagnol ? Dans ce contexte, le conseil régional d'Aquitaine et le gouvernement de la Communauté autonome basque prévoient en effet d'employer pas moins de 1,6 million d'euros à cette tâche. Et les contradicteurs insistent : il y a des revirements aujourd'hui suspects : ce même conseil régional d'Aquitaine n'a-t-il pas financé la précédente étude de la SOFRERAIL, celle qui a mis le feu aux poudres ?

Situation embarrassante donc pour Jacques Valade, qui proteste de sa bonne foi et assure que, justement, les études sont faites pour établir des certitudes et pour trouver les solutions les meilleures. Un discours entendu non sans inquiétude à Vitoria : les autorités autonomes basques ont fait de la liaison de leur Communauté avec le réseau européen de TGV une priorité qui peut favoriser la région basque en pleine reconversion industrielle.

Une voie à écartement normal et à grande vitesse rendrait en effet Bilbao plus proche de Bruxelles, Londres et Francfort et arrimerait cette région aux grands axes de développement européen.

Ce TGV entre Dax et Irun, les Basques y tiennent donc beaucoup, d'autant plus que les gouvernements espagnol et français ont décidé, le 19 novembre 1992 à Abbi, de privilégier le lien ferroviaire à grande vitesse entre leurs deux pays par Perpignan et la Catalogne plutôt que par l'Atlantique. Or, à présent, seuls les Etats semblent capables

de financer de tels investissements, à moins que la Commission de Bruxelles ne se montre plus compréhensive dans l'usage de ses fonds structurels.

L'Euskadi reliée, ou au contraire reléguée, l'enjeu est également ressenti comme tel à Bayonne chez les responsables économiques et dans certains cercles nationalistes. Avec un tel niveau de dialogue autour du TGV, ces derniers craignent que le Pays basque français ne fasse les frais de la soudaine vocation écologique de certains élus. « Les mêmes, font-ils remarquer, qui trouvent très convenable le tunnel routier et la voie rapide du Somport en cours de construction... en Béarn. »

Scénario pessimiste

Autrement dit, soulignent les mêmes responsables, faute d'une réflexion sérieuse sur l'avenir, les positions à courts vue énoncées à Arcangues risquent bien de contribuer à la marginalisation du Pays basque, pour tant traditionnelle voie de passage d'Europe du nord et la péninsule ibérique. Un scénario pessimiste selon lequel une fois achevée la route du Somport, le TGV par Perpignan, sans oublier le tunnel de Puymorens, le Pays basque sera à la traîne, avec des infrastructures d'une autre époque, tout juste adaptées au transit et aux migrations estivales d'autofreux.

De notre correspondant à Bayonne

Michel Garicoix

Le Monde

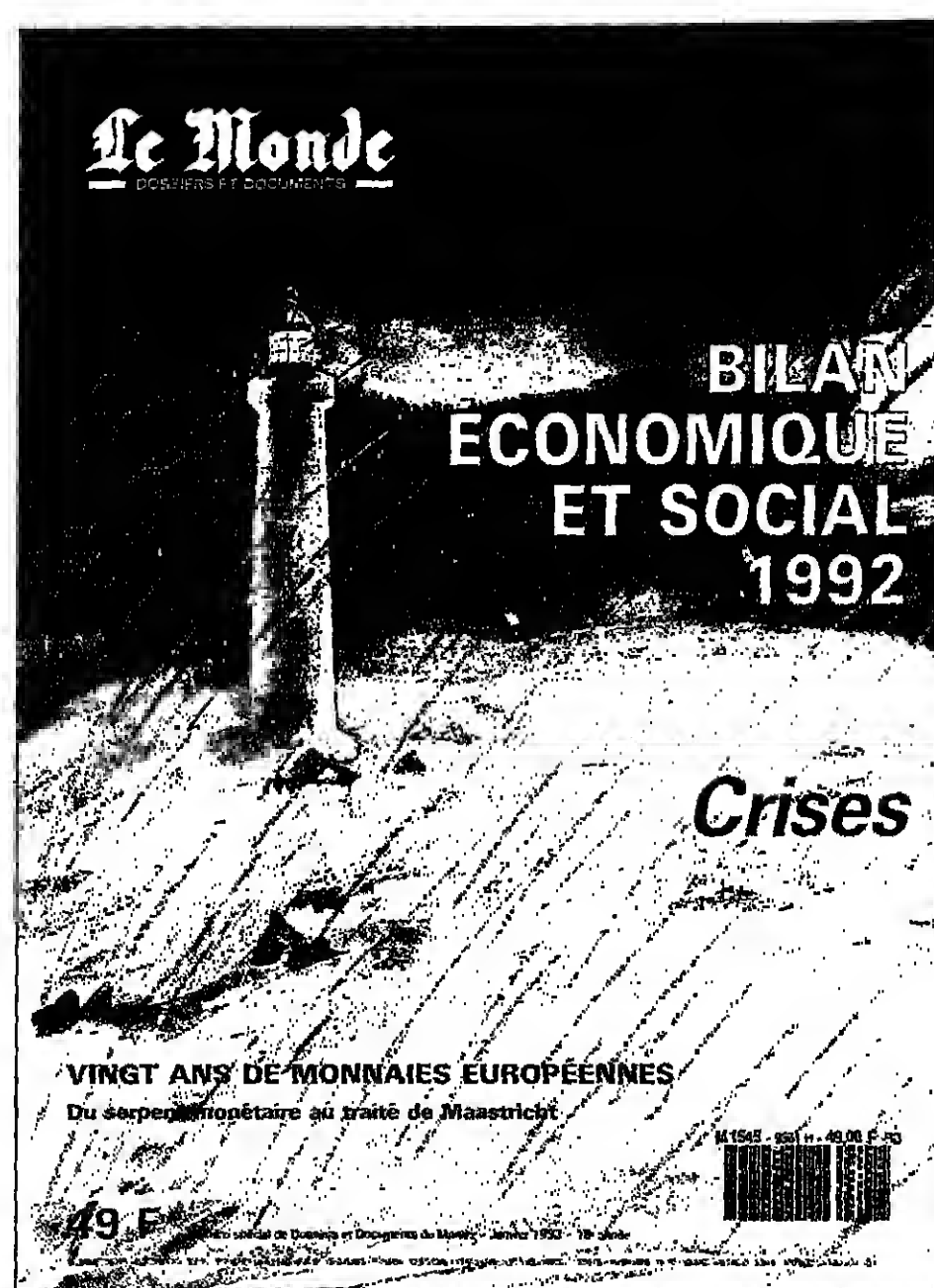
BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1992

1992, année de paradoxes : le communisme continue de s'effondrer, le libéralisme est instable. L'Union soviétique est éclatée, les États-Unis fragilisés. La nouvelle Europe fait ses premiers pas dans un monde confus et obscur. Consommation et investissements diminuent. L'économie mondiale stagne. Saura-t-elle dans un proche avenir retrouver ses points de repère ?

Le *Bilan économique et social* – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte politique et social.

Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 160 PAYS A LA LOUPE :
 - Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du *Monde*.
 - Un examen détaillé des différentes nations composant l'ancienne URSS.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- UN DOSSIER SPÉCIAL :
 - Vingt ans de monnaies européennes (1972-1992) : du « serpent monétaire » au traité de Maastricht.

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1992

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement)

Nombre d'ex. _____ x 55 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER

Nombre d'ex. _____ x 60 F (port inclus) = _____ F

Bulletin à découper et à envoyer à
LE MONDE : Service vente au numéro – 15, rue Falguière
75501 PARIS Cedex 15 France

مكتبة العمل

PARIS

LEBAROUD DE L

IS-DE-SEINE

ALERIE D'AUDACES
SURESNES

هكذا من الناحية

HEURES LOCALES

Le Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 février 1993 23

ILE-DE-FRANCE

PARIS

LE BAROUD DE LA BELLEVILLEUSE

Comment une association de quartier oblige élus et services municipaux à inventer un urbanisme démocratique

C'EST une réunion de travail comme on en avait rarement vu. Le 8 décembre 1992, dans une salle du quartier de Belleville, un demi-millier de citoyens ont, durant quatre heures, évoqué leur sort avec une dizaine d'élus et de hauts fonctionnaires de la Ville. Objet du débat : le réaménagement d'un petit îlot de 5,5 hectares abritant 2 400 habitants. A peine 1 % du vaste et peuplé vingtième arrondissement. Une parcelle désolée à l'échelle de la capitale. Pourtant, ce coin historique où les insurgés de 1848 et les communards de 1871 tirèrent leurs derniers cartouches est devenu un laboratoire de terrain où se testent les règles d'un nouvel urbanisme « en douceur ».

Entre les protagonistes, la partie semble inégale. D'un côté Didier Bariani (UDF-rd), maire de l'arrondissement depuis quatorze ans, appuyé par l'administration, composée d'aménageurs chevronnés, connaissant toutes les ficelles et disposant de moyens techniques et financiers incalculables. De l'autre de petites gens, représentant toutes les strates d'une émigration séculaire, entassés dans un assemblage de bâtisses sans confort.

Au om de l'insalubrité, les officiels veulent jeter bas la majorité des immeubles pour reconstruire un îlot « coconneable ». Conséquence : les habitants seront contraints de déménager en banlieue au profit de nouveaux venus sélectionnés. L'économie et la sociologie du quartier seront ainsi bouleversées. Adieu Belleville, quartier providentiel où depuis des générations les étrangers s'installent sans histoire.

Une idée de génie

Il suffit parfois d'un grain de sable pour bloquer le mécanisme bien rodé de l'urbanisme technocratique. Ici, il s'appelle Nicolas Rialan, un journaliste d'origine trentaise-quois qui a déjà beaucoup voyagé. Débarquant à Belleville en 1987, presque par hasard, il est charmé par la convivialité de l'îlot. Mais il s'aperçoit que la Ville achète systématiquement les vieilles bâtisses pour les murs ou les démolir. Surpris, inquiet, il réunit une dizaine de voisins et fonde une association, « la Bellevilleuse » (1). Il s'agit de comprendre quelles sont les projets du

mairie et, en tout cas, de ne pas le laisser décider seul du « bonheur des gens ».

Voilà des naïfs embarqués dans une véritable aventure. Ils l'ont vécue dans une improvisation quotidienne, mais avec un talent stratégique que leurs interlocuteurs les plus coriaces sont obligés de reconnaître. Rétrospectivement, les méthodes de la Bellevilleuse apparaissent comme un modèle d'efficacité.

Nicolas Rialan et ses amis ont commencé par s'attacher aux procédures tortueuses de l'aménagement urbain : études préalables, achats par préemption, votes multiples des assemblées locales, constitution d'une ZAC, plan d'aménagement de zone, enquête publique, désignation d'un opérateur, expropriations... Ils ont surtout en une idée de génie. Ils ont commandé à un bureau d'études un diagnostic économique, sociologique et architectural de leur îlot. Séduit par cette démarche originale et aussi par le bon tour joué aux services de Jacques Chirac, le ministre de l'équipement débloqua les 360 000 F nécessaires.

Le résultat a été un document impeccable, plaçant pour le maintien des caractéristiques du quartier et montrant que la plupart des immeubles pouvaient être réhabilités (le Monde du 11 mai 1992). Méfians, les fonctionnaires parisiens demandèrent une expertise contradictoire.

Les conclusions furent identiques. Le grand projet de démolition-reconstruction se trouvait nu, sans autre fondement que la volonté de modifier la physiologie du quartier.

Les animateurs de la Bellevilleuse entreprirent alors de déterminer quel, des nombreux « décideurs » (élus de l'arrondissement, directeurs de services, membres du cabinet de M. Chirac), voulait mener cette politique. Ils découvrirent alors que les conceptions urbanistiques des uns et des autres n'étaient pas convergentes. Les petits malins de la Bellevilleuse n'ont pas manqué d'en tirer parti.

En tout cas, ils ont cherché le contact avec les divers intervenants et au plus haut niveau. Les dérobades et les déclarations légalisantes n'ont pas manqué. Mais les militants du quartier n'étaient déjà plus des néophytes. Bref, ils commençaient à connaître leur dossier et à poser les bonnes questions. Devant leur insistance

à peser sur les décisions les concernant, on leur a opposé l'argument habituel : « Il nous appartient de décider, répondent les élus, puisque nous tenons notre pouvoir du suffrage universel, alors que vous ne représentez que vous-même ».

S'ils ne l'avaient déjà compris, Nicolas Rialan et ses copains ont réalisé qu'il leur fallait eux aussi trouver une légitimité. D'où une campagne de démarchage. En quatre ans, l'association est passée de 10 à 600 adhérents. Et, quand il le faut, elle mobilise les leaders religieux, les enseignants et les artistes du secteur. Avec des cotisations et des subventions obtenues grâce à la loi, la Bellevilleuse a pu se donner les moyens de sa politique : une permanence rompue au travail de terrain, trois auxiliaires, un local au cœur de l'îlot, un ordinateur pour confectionner les tracts et la lettre mensuelle distribuée dans le quartier.

Aides aux propriétaires

Mais comment insouffler aux modestes Bellevilleux le sentiment que leur terroir urbain vaut d'être défendu ? En organisant des expositions, en montrant des concours de photos, en ouvrant les portes des ateliers d'artistes. Cette opération a attiré 40 000 personnes dans le bas Belleville. La permanence de la Bellevilleuse s'est aussi transformée en bureau d'assistance urbaine. Aux locataires, on explique leurs droits et leurs devoirs ; aux propriétaires, on donne des informations sur les aides à la réhabilitation. Quatorze immeubles, hier à l'abandon, sont en travaux.

Cet activisme, qui se nourrit de l'incertitude municipale, paye. Aux réunions de concertation, les habitants se pressent par centaines, comme aux séances du conseil d'arrondissement traitant du quartier. Mais, quand les Bellevilleux descendent de leur colline pour assister aux débats du Conseil de Paris à l'Hôtel de Ville, on les repousse. Une bavure qui renforce leur méfiance.

Fort de la mobilisation qu'ils ont suscitée, Nicolas Rialan et ses amis discutent pied à pied avec Didier Bariani. Ils osent maintenant la porte et s'efforcent d'avoir toujours une longueur d'avance dans les

propositions. Ils publient tout et ne commentent rien d'irréparable. Un matin, des dizaines de Bellevilleux sont dans la rue pour empêcher la démolition d'une ancienne usine, La Forge, achetée par la Ville. Le lendemain, elle est occupée par des artistes, qui désormais y travaillent.

Enfin, l'association s'affiche résolument « légaliste ». Elle encourage les locataires à régler leurs dettes, elle ne passe rien aux services municipaux. S'ils refusent de fournir la liste des parcelles déjà achetées, on fait appel à la commission d'accès aux documents administratifs. Par ailleurs, trois recours sont déposés contre la Ville devant le tribunal administratif pour refus d'accès au Conseil de Paris, pour refus d'immeubles sans permis de construire et pour démolition de La Forge sans permis de démolir.

L'action tous azimuts de la Bellevilleuse a eu des résultats spectaculaires. En quatre ans, le pourcentage des immeubles de l'îlot promis à la démolition n'a cessé de s'amenuiser : 75 %, 60 %, 40 %, 22 % aujourd'hui. La Ville a donc décidé de revendre les parcelles qu'elle avait préemptées. Elle promet le relogement sur place de ceux des habitants qui seront tout de même contraints de quitter un logis irrecupérable. Et de deux manières, nouvelles à Paris. D'abord, on

construit des immeubles sociaux sur les parcelles vides avant toute autre démolition. Ensuite on propose des échanges en nature aux propriétaires dont le local devra être livré à la pioche. Leur « ruine » contre un appartement ancien de même surface, mais mieux conservé. La Bellevilleuse demande maintenant à la Ville de mener dans le quartier une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH). L'Hôtel de Ville devrait se laisser convaincre d'autant plus facilement que cela ne lui coûtera rien.

La courtoisie guérilla du bas Belleville montre que de simples citoyens motivés sont parfois plus pertinents, sinon plus compétents, que les gestionnaires. Le cas est en passe de devenir un classique (2). Ensuite, elle oblige la Ville à réfléchir sur ses futures opérations d'urbanisme. A la direction de l'aménagement urbain, on abandonne les ZAC table rase pour de la réhabilitation en dentelle, au moindre coût financier et social. Il s'agit de moderniser une ville sans détruire les équilibres et les harmonies héritées du passé ? De faire participer la population à l'aménagement de son lieu de vie autrement que par des enquêtes publiques de façade ? Des réflexions qui se résument de mots encore nouveaux : l'urbanisme démocratique. Une pratique qu'un maire et quelques citoyens sont en train d'inventer du côté de Belleville.

Marc Ambroise-Rendu

(1) 33, rue Ramponeau, 75020 Paris. Tél. : 46-36-36-16.
(2) Il figure dans le livre de Fabrice Nicolino *Le Tour de France d'un écologiste*, Seuil, 1993.

LES BUREAUX S'INSTALLENT A L'EST

Suite de la page 19

Peu à peu, Montreuil est parvenue à se découvrir quelques atouts. Notamment du côté des transports. Outre la proximité de la ligne A du RER, son accès est possible par deux lignes du métro parisien, notamment la ligne 9, qui a la réputation d'être éparpillée par les gares car elle dessert la CGT, ainsi que par trois autoroutes, qui permettent d'être relié rapidement aux aéroports de Roissy et d'Orly.

En même temps, cette commune est, par le faubourg Saint-Antoine, dans le prolongement direct de Paris. Elle est ainsi devenue un lieu naturel d'installation de bureaux pour ceux qui n'étaient pas tentés par l'avenue de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée et ne trouvaient guère d'emplacements dans cette partie de la capitale qui compte des quartiers résidentiels.

Un argument décisif

Le peu de locaux disponibles dans le douzième arrondissement ont d'ailleurs été rapidement absorbés par les activités périphériques du ministère de l'économie et des finances depuis son installation à Bercy. Dans ce domaine, les grands projets de François Mitterrand à l'est de Paris, dont la création de la Bibliothèque de France à Tolbiac, favorisent les communes alentour. Mais surtout celles-ci bénéficient d'un argument tout à fait décisif en ce moment : celui du prix. A Montreuil, le mètre carré de bureau se loue à moins de 1 300 francs par an. Du coup, certains se laissent séduire : le RATP vient de prendre 6 500 m², sur lesquels elle installera ses activités techniques dès juillet prochain ; la Sofresid a décidé d'y regrouper ses activités et Terrasol, un bureau d'études spécialisé dans la mécanique des sols qui voulait s'agrandir, a quitté Puteaux (Hauts-de-Seine) en juillet 1992 pour Montreuil. Au moment où la plupart des entreprises rogent leurs dépenses, un immobilier bon marché constitue un avantage. A l'inverse du phénomène des dix dernières années, où les coûts de location avaient doublé, notamment à

Paris ou dans les quartiers d'affaires traditionnels. Sur les Champs-Élysées ou place de l'Opéra par exemple, les prix avaient grimpé de 2 900 francs en 1991 à 4 500 francs en 1992. Et les ventes étaient à l'avenant. Un des records étant le rachat d'un immeuble, pièce de la Madeline à 140 000 francs le mètre carré. Les spécialistes estiment qu'aujourd'hui sa valeur est en dessous de 70 000 francs.

Exemple révélateur

Sans doute exceptionnel, l'exemple est cependant révélateur de la crise qui touche l'immobilier de bureau dans la région parisienne. Même s'il est difficile d'obtenir des statistiques exactes, les locaux vacants sont estimés à plus de 800 000 mètres carrés, dont les deux tiers se situent à Paris et dans les Hauts-de-Seine.

Compte tenu des livraisons prévues dans les prochains mois, certains pensent de plus de 3 millions de mètres carrés. Sans compter les programmes en cours. Ainsi en 1992, 1,8 million de mètres carrés ont été mis en chantier. Autant dire que la crise n'est pas terminée. D'autant que les solutions ne sont pas simples. Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, prône la suppression de l'agrément utilisateurs.

Quelques-uns rêvent que Paris profite de cette occasion pour récupérer les trop nombreux logements qui avaient été transformés en bureaux. Cela est éventuellement envisageable pour quelques immeubles haussmanniens des huitième, seizième et dix-septième arrondissements par exemple, mais à condition de travaux importants. Tout cela pour un marché relativement restreint à une clientèle capable de s'offrir des loyers très élevés.

Et encore, ce métier de reconvertir, les propriétaires ne sont pas certains de s'y retrouver. Pour ce qui est du logement, en effet, un rapport de 1 500 francs du mètre carré est considéré comme presque rare. Autant dire que l'écart est encore de taille avec les tarifs des bureaux.

Françoise Chivot

FORMATION
Concours littéraire pour les lycéens

Pour le cinquième année consécutive, le conseil régional d'Ile-de-France organise le Grand Prix littéraire des lycéens d'Ile-de-France. Ce concours s'adresse aux 500 000 élèves de 500 lycées publics et des 200 établissements privés sous contrat d'association avec la région. Ces lycéens vont devoir composer l'adaptation cinématographique de quatre romans : *L'Espoir*, *Escalier C*, *Le Crabe-Tombour* et *Plein Soleil*. Les classes, encadrées par un professeur, devront désigner le scénario qu'elles jugent le plus fidèle au texte original. Chaque classe présentera son vote avec des documents écrits et filmés.

Le scénario choisi sera proclamé Grand Prix littéraire des lycéens d'Ile-de-France. La classe, qui aura été choisie pour la qualité de son dossier par un jury, présidé par Michel Giraud (RPR), président du conseil régional, sera récompensée par un voyage à Rome. Sept autres classes recevront un prix de 5 000 francs. Les inscriptions seront closes le 18 février et les dossiers, disponibles au conseil régional d'Ile-de-France, devront être expédiés avant le 28 mai.

RÉCUPÉRATION
Journaux : halte au feu

Les Parisiens - la poste la sait bien - battent tous les records de France pour la lecture des journaux et magazines. Le papier ainsi consommé représente des forêts entières et encombre les trois usines d'incinération de la capitale, qui sont aux limites de leur capacité. La collecte sélective des périodiques et leur récupération est désormais une nécessité. Déjà pratiquée dans huit arrondissements à titre expérimental et avec un succès modeste - 20 % du papier sont récupérés - elle sera étendue à compter du mois de juin prochain à l'ensemble de la ville.

Des poubelles à couvercle bleu seront disposées dans chaque immeuble. Mais on ne devra y jeter que les magazines, les journaux et le courrier publicitaire qui envahit les boîtes aux lettres. A exclure les plastiques, cartons, papiers d'emballage et annuaires téléphoniques trop indigestes pour les papeteries fabriquant du papier journal. Objectif affiché par Anne-Marie Couderc, adjointe chargée de la propreté : passer des 7 000 tonnes actuellement récupérées à 15 000 et même 20 000 tonnes. Les économies réalisées dans les incinérateurs, 5 000 tonnes de pétrole, suffiront à couvrir le coût du ramassage.

SERVICES
Bureaux de poste informatisés

Le programme d'informatisation des bureaux de poste d'Ile-de-France est en voie d'achèvement. La quasi-totalité des bureaux de la région, soit 912 sur 1056, sont équipés d'ordinateurs. Ceux-ci permettent de simplifier les procédures aux guichets, d'offrir des prestations élargies, en particulier sur les opérations financières, et d'accélérer les opérations d'envoi du courrier. Avec cette informatisation qui permet la polyvalence des guichets, l'attente a été notablement réduite pour les utilisateurs.

Le plan d'informatisation des 17 000 bureaux de poste a été lancé en 1987, et porte sur 40 000 postes de travail. Il devrait être achevé à la fin de l'année. Cette informatisation, entièrement réalisée dans le Val-de-Marne depuis la fin de 1992, devrait être terminée, au début du mois de février, dans les 174 bureaux de poste parisiens.

HAUTS-DE-SEINE

GALERIE D'AUDACES A SURESNES

En échange du don d'une œuvre, la ville offre un lieu d'exposition aux artistes

« NOUS voulons servir d'intermédiaires généraux entre de jeunes artistes et la population locale », explique Grégoire de La Fouchardière (RPR), maire adjoint en charge des affaires culturelles à Suresnes. Parti tenu dans cette commune de 35 998 habitants de la région parisienne : la galerie Courtieux (1) accueille depuis 1991 des artistes, peintres, sculpteurs ou photographes. L'entente entre la ville et les créateurs est claire. En échange du don d'une de ses œuvres à la ville, l'artiste bénéficie pendant trois semaines d'un lieu d'exposition de 125 mètres carrés qu'il organise à sa guise, d'une édition de catalogue, d'affiches dans la ville et d'un envoi d'invitations. Un vernissage est aussi organisé. Le coût de montage par exposition est de 40 000 francs.

Cette initiative audacieuse satisfait des artistes, choisis sur dossier par le service culturel. Certains n'ont jamais exposé, comme le peintre Pascal Dordaine, l'occasion de se faire connaître. C'est grâce à son exposition de novembre 1991 qu'il s'est fait remarquer par un marchand : celui-ci lui a fourni un atelier, et il expose maintenant quai Conti à Paris.

Les avantages de la formule Courtieux, du nom de la galerie, sont nombreux. Les prix pratiqués sont raisonnables (de 3 000 à 30 000 francs). L'amateur occasionnel peut venir en espérant ressortir avec une œuvre originale. Les artistes n'ont pas de commission à verser sur leurs ventes, et la

mairie fait son choix après les acheteurs éventuels. Enfin, la souplesse et la rapidité de la mise en place d'une exposition séduisent les artistes. A Suresnes, les critères de sélection prennent peu en compte le fait de vivre dans la commune, ce qui laisse la porte ouverte à tous. Une explication de la venue, par exemple, d'un artiste chilien.

Les créateurs surenois disposent d'une priorité lorsqu'ils rencontrent le service culturel pour défendre leurs œuvres. Ils souhaitent être exposés. « Le but du jeu n'est pas de privilégier les artistes locaux, mais plutôt la population. C'est pour elle une occasion, parfois unique, de se sensibiliser à ce type de culture », insiste Grégoire de La Fouchardière. L'art contemporain souffre d'être mal connu. Il est maintenant clair qu'il existe à Suresnes un public pour ce genre artistique. Pourquoi ne pas essayer d'y familiariser une partie plus large de la population ?

Mais les choix artistiques de la galerie ne font pas toujours l'unanimité. D'où parfois quelques contestations parmi les élus par rapport aux œuvres exposées. Cependant, l'existence de la galerie n'est nullement remise en question par l'instinct. Les Suresnois continuent donc à méditer en paix sur les curiosités que leur propose de découvrir la galerie Courtieux.

Adeline Chenon

(1) Galerie Courtieux, esplanade des Courtieux, place du Général-Leclecq 92150 Suresnes. Ouvert tous les jours sauf le dimanche de 12 h à 19 h. Renseignements au (16-1) 41-18-19-20.

DOSSIER

DES ABRIS POUR LES MORTS

Les communes recherchent une solution face à la saturation de leurs cimetières. Mais elles doivent d'abord en améliorer la gestion

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier vote la solidarité

Connue pour être une «technopole surdouée», Montpellier prend l'air du temps et recrée son image en inventant le concept de «cité cœur». Un nouveau slogan destiné à affirmer son refus d'être une ville à deux vitesses. Après une vaste consultation des associations, le conseil municipal a voté quatre-vingt mesures de solidarité envers les plus démunis pour les quatre années à venir. Dix-huit millions de francs seront ainsi engagés en 1993, 29 millions en 1994, 41 millions en 1995 dans des domaines aussi divers que la construction de logements sociaux, l'assistance aux handicapés, la maintenance en centre-ville des plus démunis, la fourniture de repas aux sans-abri ou la prévention contre le sida. Pour pouvoir être jugés sur place, la municipalité a regroupé ces quatre-vingt propositions dans un livre, sorte de catalogue, qu'elle vendra bientôt aux Montpelliérains pour le somme de 30 francs.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Dialogue scientifique euro-méditerranéen

L'initiative d'Edgard Pisani, président de l'Institut du monde arabe, neuf organismes, installés pour la plupart sur le parc de Valbonne-Sophia-Antipolis, près de Nice, viennent de créer l'Association pour la coopération et le dialogue scientifique et technologique euro-arabe et méditerranéen (MEDEAS). L'objectif de l'association est de favoriser un partenariat scientifique et technique entre l'Europe et le monde méditerranéen. MEDEAS a déjà élaboré plusieurs projets qui devraient être réalisés avec le concours financier, espéré, de la CEE et la Banque mondiale. Parmi eux figure la création d'un annuaire informatique des réseaux d'échanges scientifiques, d'un DESS «Méditerranée», pluridisciplinaire, de formation continue et d'un cycle de formation au management pour cadres. MEDEAS, ajoute son secrétaire général, la politologue Rudolf El Karh, veut également faire du concept de technopole le point de départ d'un développement méditerranéen.

RHÔNE-ALPES

Le financement du tramway de Grenoble

L'Etat participera au financement des travaux d'extension des deux lignes de tramway de l'agglomération grenobloise, a annoncé Jean-Louis Bianchi aux élus grenoblois. Mis en service en 1987, le réseau du «tram» se développe aujourd'hui sur quinze kilomètres, et 110 000 voyageurs empruntent quotidiennement ses lignes. Le Syndicat mixte des transports en commun (SMTC) a décidé de construire cinq kilomètres supplémentaires de voies en direction du nord et du sud de l'agglomération, pour un coût de 900 millions de francs. Les élus, toutes tendances politiques confondues, réclamaient une augmentation de la participation de l'Etat. Ils estiment que celle-ci devrait être égale à 30 % de la dépense globale (infrastructure et matériel roulant). Le ministre a rappelé que le gouvernement n'entend pas, pour l'instant, déroger au principe resté en matière de financement des transports en commun en site propre, tramways et VAL (véhicules automoteurs légers), soit la prise en charge de 30 % du coût des infrastructures ou de 20 % de l'ensemble de l'investissement (infrastructure et matériel roulant).

Au cœur de Marseille, un immeuble de sept étages n'abrite ni logements ni bureaux. Il accueille les morts de la ville. Cette «cathédrale du silence» est un cimetière en élévation. Des kilomètres de couloirs desservent les 18 649 cases où sont rangés autant de cercueils.

«Le HLM de la mort», comme l'ont rapidement surnommé les Marseillais, a été construit en 1971 dans l'enceinte du vieux cimetière Saint-Pierre. «A l'époque, la ville devait trouver une solution au manque de concessions», explique Robert Carou, conseiller municipal délégué aux ennuis et nécropoles. Dans les années 60, déjà, des architectes avaient conçu, en Italie et au Brésil, des «cimetières-gratte-ciel», immenses tours desservies par ascenseur.

Avec 530 000 décès par an en France, ces «lieux où l'on dort», créés pour le plus part au dix-neuvième siècle, sont devenus trop petits. Le regroupement de la population dans les grandes agglomérations pousse de plus en plus de communes à se préoccuper de la place qu'elles devront donner à leurs morts. En charge des inhumations depuis la Révolution (1791), et surtout depuis un décret impérial de 1804 toujours en vigueur, les communes doivent obligatoirement disposer d'un cimetière, fût-il intercommunal.

Souvent persuadées que leur cimetière est plein, les communes cherchent à l'agrandir ou à en créer un nouveau. «En fait, bien souvent, il suffirait de mieux le gérer», note Henri Cronet, directeur général d'Edil, une filiale des Pompes funéraires générales (PFG) spécialisée dans le conseil aux communes. Les différentes durées des concessions compliquent cette gestion. C'est aux communes de décider du type de concessions existant sur leur territoire, temporaires (moins de quinze ans), trentennaires, cinquennaires – toutes trois renouvelables –, ou perpétuelles. Des emplacements gratuits, occupés cinq ans seulement, sont par ailleurs obligatoires. Les communes doivent jongler avec les dates, anticiper. Aujourd'hui, les ordinateurs les aident dans cette tâche. Les concessions perpétuelles sont une catastrophe. Une procédure, étalée sur trois ans, permet de reprendre au bout de trente ans les concessions abandonnées et de les réattribuer. Mais les maires utilisent rarement. En revanche, ils peuvent



loger est nécessaire. Ce terrain doit ensuite être aménagé et entretenu. De plus en plus, les villes se regroupent pour créer des cimetières intercommunaux à l'extérieur des agglomérations. A Dijon, le futur cimetière intercommunal prendra place à proximité d'une base aérienne, en terrain non constructible. A Nice, la nouvelle nécropole s'est installée dans la plaine du Var, à plusieurs kilomètres de la promenade des Anglais.

Peu importe si le lieu n'est pas vraiment propice au recueillement et si les personnes âgées se plaignent d'un accès difficile en transports en commun. Personne n'est prêt à réserver un bon terrain aux morts. Jacques Aubert, auteur d'un rapport sur le législateur funéraire en 1980 (1), a d'ailleurs abandonné son idée de favoriser «le cimetière comme équipement de quartier», au cœur du tissu urbain. «Cette situation idéale ne résiste pas aux problèmes fonciers rencontrés aujourd'hui par les villes», reconnaît-il. Mais l'intercommunalité se heurte à une réticence générale des villes pour accueillir un grand cimetière sur leur territoire.

A Thiais, 132 000 sépultures se serrent sur un terrain de 107 hectares

Sensibilisés au problème de place, les maires sont plus rares à se préoccuper de l'esthétique de leurs cimetières. Entourés d'une enceinte obligatoire, ils se sont remplis peu à peu, selon un plan orthogonale où les tombes uniformes se serrent les unes contre les autres. A Thiais, en banlieue parisienne, 132 000 sépultures occupent les 107 hectares du cimetière géant. Maître mot du moment, le cadavre de vie fait son entrée au cimetière. De timides essais de cimetières paysagers sont tentés. Le grand ancêtre est le Père Lachaise, réalisé à Paris au début du dix-neuvième siècle par l'architecte Brongniart.

Si les Français réclament tous plus de verdure dans les cimetières, peu sont prêts à se faire enterrer à la mode anglaise, anonymement, sous une pelouse. Des solutions mixtes, à la française, sont trouvées. A Nantes, le cimetière-part de la ville est en fait composé de carrés traditionnels intégrés dans un vaste espace vert. Le cimetière de La

Tranche-sur-Mer, en Vendée, a inauguré il y a cinq ans un cimetière forestier dans les dunes. Eperpillés par petits groupes entourés d'arbustes, les caveaux prennent place sous les pins. Seules les pierres tombales sont autorisées, toute construction verticale est proscrite. Des sépultures individuelles en pleine terre, avec un simple mémorial portant le nom du défunt, sont également prévues. Un cheminement piétonnier débouche sur un belvédère offrant une vue sur le site. Pour une commune, choisir un cimetière-paysager revient à créer, en plus d'un lieu d'inhumation, un véritable espace vert. Elles sont pourtant rares à opter pour ce type de solution, qui nécessite un vaste terrain et coûte relativement cher.

Beaucoup de communes reverdisent leur cimetière, pour offrir un décor plus serein aux visiteurs. Pour Nathalie Allochon et Richard Bosquillon, paysagistes, «au-delà de la végétation, qui n'est que décoration, il faut inscrire les lieux de culte des morts dans un territoire, où les habitants ont leur repères». Mais les sépultures restent d'une décalante uniformité, la plaque de marbre ou de granit étant de plus en plus en plastique.

Alors qu'il existe des règles de construction très précises pour les vivants, la cité des morts peut s'édifier n'importe comment. Non seulement aucun permis de construire n'est nécessaire, mais un maire n'est absolument pas le droit d'interdire ou d'imposer une forme de sépulture, un matériau, ni même une dimension. Dans le domaine délicat de la mort, la liberté individuelle prime sur toute autre considération.

La construction de cimetières en élévation, les enfus, pourrait favoriser une certaine recherche en architecture funéraire. Il en existe en Italie et en Espagne, mais les premiers essais français se sont révélés esthétiquement catastrophiques. A Nantes, deux petits enfus de béton seront détruits. Ce mode de sépulture n'est d'ailleurs pas prévu par la loi, qui ne reconnaît que l'inhumation et la crémation. Il est toléré pour les enfus de petite taille, qui correspondent souvent à une tradition, en particulier dans les régions méditerranéennes. La technique évoluant, les enfus, peu consommateurs d'espace, pourraient répondre au problème de manque de place des communes. Mémoires des villes et d'une société, construits pour l'éternité, les cimetières mériteraient sans doute mieux.

Cécile Maillard

(1) «Pour une actualisation de la législation funéraire», Jacques Aubert, La Documentation française, 1981.

Vue sur la mer

«Comment un architecte peut-il dessiner aujourd'hui la mort des autres?» Marc Barant a longtemps réfléchi à la question pour concevoir l'extension du cimetière Saint-Pancrace (1) à Roquebrune-Cap-Martin dans le département des Alpes-Maritimes. Ce prolongement, composé exclusivement d'enfus, s'installera sur un promontoire rocheux plongeant dans la mer, dans un site protégé.

La partie centrale de la falaise, est érosée en trois immenses failles. Un escalier central dessert, à l'intérieur de chacune d'elles, trois niveaux. Un univers très minéral, où le seul mouvement est celui du soleil.

Relations symboliques

Une enceinte entoure le cimetière, mais elle est ici symbolique, composée de murs d'enfous fragmentés en plusieurs morceaux par un sentier courbant au flanc de la montagne. Au sommet du rocher, de petites «chapelles» cubiques prennent place sous la végétation méditerranéenne. Complètement novateur, ce cimetière veut rompre avec

le modèle «techniciste» dominant. «Son thème, produire un espace contemporain pour la mort avec en filigrane une réflexion sur le mystère de l'au-delà, sur l'espace de l'imaginaire et de la mémoire», explique le jeune architecte nîçois. Au cœur de cette réflexion, la question de la destinée : «Nous avons cherché à tisser des relations symboliques entre la nature et la mort. L'homme fait partie d'un ordre des choses qu'il doit sentir ici.» D'où un va-et-vient permanent entre le monde des vivants et celui des morts. Un visiteur au cœur de la faille pourra à la fois se recueillir dans le silence des entrailles de la terre, modifier sa perception du temps, et retrouver en quelques pas le ciel, la mer, le soleil, le paysage.

Pour l'architecte, l'organisation spatiale du cimetière s'inspire de celle de la cité. «Un cimetière, c'est une application de la charte d'Athènes. Ici, la densité des lieux de sépulture permet de dégager un grand espace naturel.» Comme le ville, la cimetière doit retrouver un sens. C. M.

(1) Le Corbusier y est enterré.

Sous les arbres de Clamart

A quelques mètres de la grande pelouse de l'entrée du cimetière intercommunal de Clamart (Hauts-de-Seine), repose l'architecte Robert Auzelle. Avant de mourir, il avait dessiné lui-même sa tombe, un anneau de béton ménageant un vaste espace intérieur livré à la nature. Une partie de l'anneau est émaillée en brique. Une idée de sa femme, Madeleine Auzelle, qui avait dit : «S'il mourait le premier, je pourrais venir y tricoter ; si c'était moi, je pourrais venir y lire».

C'est pour réconcilier le monde des vivants et celui des morts que Robert Auzelle a consacré sa vie à promouvoir le modèle des cimetières parcs en France. Un des premiers qu'il a conçus, celui de Clamart, reflète l'ensemble de ses convictions. Créé dans un champ de blé, le cimetière se présente aujourd'hui comme un parc de 32 hectares, planté de grands arbres. Des petits carrés de tombes entourés de haies sont reliés par des allées, d'autres s'éparpillent en étoile sous les arbres. Ici aucune sensation d'enlèvement. L'été, personne âgée et jeunes mères se retrouvent sur les bancs. Le

cimetière est réellement un lieu vivant.

Dans ses écrits, Robert Auzelle a toujours regretté que les collectivités n'abordent le problème des cimetières qu'en termes matériels, cherchant à «inhumer le maximum de corps dans le minimum de terrain, avec le minimum de frais» (1). D'après lui, «pour que domine le caractère sacré du lieu, il faut fonder la multitude des expressions individuelles dans un cadre qui les dépasse et les magnifie» (2).

La loi la plus surprenante et la plus enchevêtrée est une forêt-prairie où des monticules d'herbe dispersés émaillent les sépultures. Une petite anse verticale est autorisée, mais beaucoup se sont contentées d'un arbre ou de fleurs. Eloignées les unes des autres, les tombes peuvent occuper jusqu'à 15 mètres carrés.

La demande n'est pas particulièrement forte pour ces emplacements, qui ne représentent que 400 des 12 400 sépultures du cimetière. «L'argument financier joue certainement, estime Annie Balaide, directrice du cimetière, puisque les concessions coûtent ici 15 000 francs pour cinquante

ans. Mais surtout, les familles restent très attachées à la pierre tombale traditionnelle.

Ouvré en 1956, le cimetière est géré par un syndicat intercommunal regroupant six communes. La dernière tranche du cimetière devrait être aménagée avant l'an 2000, à condition de sacrifier le terrain de sport municipal qui s'y était installé «en attendant». Une partie du parc sera aménagée pour recevoir des urnes funéraires, dans le terre sous les arbres.

Les concessions perpétuelles n'existent pas à Clamart. Robert Auzelle les rendait responsables de l'état d'abandon de nombreux cimetières français, et contraires au retour de l'homme à la terre. Adversaires des cercueils pour la même raison, l'architecte a bénéficié d'une dérogation pour être enterré à même la terre, dans un linceul.

C. M.

(1) «Dernières Demeures», Robert Auzelle, 1965. En vente à la Librairie du Savoir, 3 rue Malherbe, 75005 Paris.

(2) «Monuments historiques» n° 124, décembre 1982-janvier 1983, consacré à l'architecture et la mort.

كتاب النحل

PORTRAIT

Alain Rist :
technicien et militant de l'écologie

Embarquer sur son bateau, pour six mois de navigation solitaire, voilà la rêve d'Alain Rist. Le conseiller régional écologiste d'Ile-de-France, qui négocie des nuits entières des amandants avec l'exécutif, le militant capable de défendre son point de vue au Conseil national interrégional des Verts, le consultant qui vient de livrer à la DATAR une étude sur la «développement soutenable dans le bassin parisien» s'ennuiera-t-il un jour ? Un peu plus longtemps en tout cas que pour ces courtes vacances qui lui permettent chaque été de voguer en famille sur un voilier de 10 mètres. «Sans radio pour na gêner personne», précise Alain Rist, mais son sourire laisse entendre que la tentation serait aussi trop forte de prendre des nouvelles de cette vie qui le passionne.

Avec sa barbe, son regard brillant et ce mouvement perpétuel qui l'anime et le fait résister aux nuits sans sommeil, Alain Rist navigue dans l'écologie politique sur son bateau. L'un de ses amis, parti en croisière avec lui, raconte d'ailleurs qu'il n'est pas simple de partager longtemps l'exiguïté d'un cockpit avec ce «vibration».

Né à Nanterre, il y a quarante-cinq ans, «élevé dans la religion catholique, mais dans la morale protestante», le bon élève Alain Rist a découvert qu'il pouvait «participer à l'histoire» en mai 1968. Etudiant à l'Ecole des mines de Saint-Etienne, il devient président de l'AGE de la ville de l'UNEP. Entré au bureau national de l'organisation étudiante, il adhère au PSU. Mais avec quelques jeunes, organisés-en-tendance dans un parti déjà-trop policé, il quitte les amis-de Michel-Rocard pour fonder l'une des mouvances de l'extrême gauche post-soixante-huitarde, la Gauche ouvrière et paysanne (GOP). Avec les militants révolutionnaires et idéalistes de cette organisation, il participe au ras-

semblement de protestation contre l'extension du camp militaire du Larzac. Il campe plusieurs jours durant sur le causse, et tente de rallier des syndicalistes paysans et des antimilitaristes à la «lutte des classes».

«C'était l'époque d'un nouveau type de sensibilité politique et la naissance d'un véritable phénomène de société», se rappelle avec nostalgie Alain Rist. Il restera quelques années encore à la GOP, avant d'observer ensuite de l'extérieur, avec intérêt, pendant près d'une dizaine d'années, l'avancée des thèses écologistes dans la vie politique. De la candidature de René Dumont aux présidentielles en 1974 aux listes écologistes aux élections européennes en 1984.

«Ministre plutôt
que député»

Choqué par l'idéologie de la «France qui gagna», symbole des années 80, Alain Rist cherche dans son métier à participer à la défense du service public, une alternative selon lui à la «primauté du fric». Entré au ministère de l'équipement en 1971, il étudie les équipements collectifs avant de devenir ce que les Anglois appellent un town-planner. Urbaniste, il élabore des stratégies pour les services publics locaux, établit des programmes de formation pour les élus, devient spécialiste des finances locales. Le coauteur des livres la Gestion communale et la Gestion financière communale deviendra d'ailleurs un des interlocuteurs privilégiés de Jean-Pierre Fourcade (UDF), vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, chargé des finances: lors des débats budgétaires de la première région française.

Entré à la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France en 1984, Alain Rist participe à l'élaboration du Livre blanc qui a servi de base à ce

fameux projet de schéma directeur, que ses amis politiques rejettent aujourd'hui. Depuis deux ans, il travaille comme consultant dans le cabinet Act, spécialisé dans le développement local, l'aménagement de l'espace et la planification urbaine. «Ceux qui font appel à moi n'ignorent pas ma conception de la société. Les choix que je leur propose partent du principe que l'écologie est, à mes yeux, la façon la plus moderne de gérer, d'économiser de l'énergie».

En 1985, Alain Rist adhère au mouvement des Verts qui vient d'être créé: «Sans être aussi naturaliste et fondamentaliste que certains écologistes, le concept d'écosystème n'est pas étranger à l'ingénieur que je suis. Je renouvèle par ailleurs dans ce mouvement une conception de l'action politique qui me redonne envie de militer».

Alain Rist se donne, en 1988, cinq ans pour rester chez les Verts: «Je ne m'imagine pas faire de la politique jusqu'à ma retraite. Mais il faudra bien qu'il y ait un candidat unique des écologistes aux présidentielles de 1995».

Il sera candidat en mars dans la huitième circonscription du département du Val-de-Meuse, un endroit où son mouvement a fait 24 % de voix aux élections régionales. Mais cela l'ennuierait plus d'être ministre que député, dans l'exécutif du conseil régional plutôt que six ans simple élu. Celui, que certains de ses amis nomment la «surdoudé», est un technicien reconnu pour ses compétences dans son mouvement. Mais son passé militant et son expérience du fonctionnement des grandes organisations le rendent aussi indispensable dans les négociations. Alain Rist devra sans doute attendre longtemps avant de larguer les amarres.

Christophe de Chenay

COURRIER

Gens du Nord

Nul chauvinisme dans ma démarche somme toute raisonnée. Je ne suis ni du Nord, ni du Pas-de-Calais, ni flamand, ni artésien, mais, habitant Boulogne-sur-Mer par hasard, je suis intéressé par le supplément «Heures locales» et épris d'exactitude géographique.

Ainsi dans votre article «Bray vire au vert» (le Monde daté 24-25 janvier), vous semblez hésiter quant à la localisation de Bray enire «les Flandres minières», qui, géologiquement, ne l'ont jamais été, et les «grandes plaines de l'Artois», qui le seraient même plus (grasses...) que celles des Flandres.

J'ai, pour ma part, tranché, mais je ne voudrais pas mettre cette erreur sur le compte de la vision généralement assez floue qu'on a du nord de la France - disons, «au-dessus d'Amiens» - à Paris et dans le reste de l'Hexagone, dont nos prétendues et sempiternelles fumées, pluies et grâilles diverses ne sont pas responsables...

ROGER DARBRE
Boulogne-sur-Mer

Des hôpitaux parisiens
pour les anciens

Depuis 1986, j'alerte les ministres successifs de la santé publique sur les problèmes de localisation des maisons de long séjour pour les personnes âgées dépendantes. Si elles sont concentrées, elles constituent des mouroirs. Il est donc nécessaire qu'elles soient dispersées, mais pas exilées en lointaine banlieue parisienne, comme a tendance à le faire l'Assistance publique. Cette politique est inhumaine car les personnes âgées ont besoin de conserver le contact avec leurs familles. Ces dernières ne peuvent plus visiter

leur parent hospitalisé, en raison de l'éloignement des centres.

J'ai obtenu la promesse de l'Assistance publique qu'un service de 200 lits de longue cure serait mis en place à l'hôpital Laennec, établissement qui va disparaître d'ici cinq ans. Il en est de même pour l'hôpital Boucicaut et l'hôpital Fernand-Widal.

Au mois d'octobre, j'ai demandé à Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, de ne pas concentrer dans le futur hôpital du 15^e, dénommé hôpital européen Georges-Pompidou, tous les lits de long séjour et de ne pas oublier le terrain de l'hôpital Laennec qui va être disponible. M. Kouchner m'a précisé qu'il y avait environ 12 000 à 13 000 lits de long séjour à Paris, dont seulement 2 000 étaient à l'intérieur des murs. Il a pris l'engagement de construire, sur les sites dégragés par les hôpitaux qui vont disparaître - Laennec, Boucicaut, Fernand-Widal, tous situés au centre de Paris, - des unités de longue cure. Il a également promis que d'autres hôpitaux existants seront dotés de capacités d'accueil pour les personnes âgées dépendantes.

ÉDOUARD FRÉDÉRIC-DUPONT
membre du septième
arrondissement de Paris.

Voter à Briançon

Le référendum de Briançon s'est passé (le Monde daté 10-11 janvier). Il s'est assez bien passé pour le maire en place, Alain Bayrou. Avec 54 % des votants et 88 % de bulletins «pour» à la question: «Etes-vous pour ou contre le plan de redressement». Cette population briançonnaise de quelque 12 000 âmes, dont à peu près 6 000 ont le droit et le devoir civique de s'exprimer, avait élu,

il y a quelques années de cela, le maire Robert de Caumont par 52 % des voix, avec une participation de plus de 60 %. Et ce même Robert de Caumont était dans la tranche opposée à Alain Bayrou... Allez comprendre. Les urnes ont de délicates surprises.

Votre article mérite quand même qu'on s'arrête un peu et que, sereinement, on écoute une autre version des faits. La plén en question était déjà votée en conseil municipal, plusieurs semaines auparavant. La consultation par référendum, qui vient d'habitude avant, a été faite après la décision. Quelle en était la portée, la valeur? D'autre part, sollicité sur la légalité de l'acte, le préfet, par l'entremise du tribunal administratif, semblait convaincu de la non-recevabilité du vote. Une clause, dont vous ne parlez pas, et qui a pesé fort dans la balance, était celle-ci: le maire s'engageait à démissionner s'il n'obtenait pas 50 % de participation.

NOËL PONS
Briançon

Le cœur
d'Aix-en-Provence

Fidèles lecteurs des «Heures locales» du Monde, nous vous faisons part d'un projet immobilier monstrueux en plein cœur de la ville d'Aix-en-Provence prévoyant entre autres choses la démolition de la maison natale de Paul Cézanne, adossée à des sous-sollements du dix-huitième. Ce projet comporte aussi la construction, à l'opposé, d'une masse de 12 et 17 mètres face au Palais des congrès (chapelle des pénitents blancs), monument historique faisant disparaître des cyprès magnifiques et autres arbres bordant la rue.

COLETTE GUITTARD
Aix-en-Provence

DÉBAT

SUPPRIMER LES DÉPARTEMENTS?

par Paul Chérel

APRÈS les déclarations de votre directeur de la rédaction, Bruno Frappat, lors d'une émission de télévision, il m'a semblé que je n'étais pas le seul à partager un point de vue visant à simplifier de l'administration française, et en particulier à profiter de la décentralisation pour réduire le nombre des échelons intermédiaires. Depuis longtemps, à mon avis, il est nécessaire de procéder à la suppression des départements.

Sans aucune prétention de détenir la vérité, car mes moyens d'enquête et d'information sont limités, il me semble toutefois possible d'exprimer quelques réflexions.

Est-il normal que la région dispose d'un budget inférieur à celui de chacun des départements qui la composent?

Est-il normal que la Catalogne, généralité espagnole, dispose d'un budget annuel de 65 milliards de francs, supérieur donc à lui seul à la somme des budgets de toutes les régions françaises? Et que dire, en Allemagne, du budget de Bade-Wurtemberg, qui atteint les 150 milliards de francs?

Est-il normal que, pour entreprendre un ouvrage d'une certaine importance, et, da surcroît, dans le cadre d'un plan défini au niveau national, la région soit obligée de quémander l'aide de l'Etat central et l'aide des autres collectivités locales? En plus de la somme d'efforts et de la perte de temps que cela doit représenter, cette pratique ouvre la porte à tous les marchandages, tous les compromis. Les dérapages peuvent commencer à ce moment-là.

Un monstre
nommé administration

Est-il normal que ce soit un organisme parisien (à savoir le Conseil constitutionnel) qui ait décidé, récemment, de refuser à la petite commune de Sainte-Hélène, dans le département du Morbihan, le droit de s'appeler Sainte-Hélène-sur-Mer, alors que, dans le même temps, un autre organisme parisien (par l'intermédiaire de son représentant au département: le préfet) refusait d'accorder le per-

mis de construire pour deux maisons dans cette commune, dans le cadre de la protection du littoral «maritime» et du droit de passage en bord de mer? Pour mémoire, Sainte-Hélène est située sur ce qu'on appelle en Bretagne une rivière, la rivière d'Étel, qui, en fait, est un golfe du Morbihan en miniature, où la mer remonte à chaque marée sur plus de 20 kilomètres, et dont les eaux sont salées car elle ne reçoit pratiquement aucun apport fluvial.

Est-il normal que tous les impôts, qu'ils soient directs ou indirects, taxes et autres redevances, soient collectés par un seul et même organisme appelé le «Trésor public», y compris ceux dont la ventilation entre les différentes collectivités locales est pré-déterminée comme, par exemple, les taxes foncières, les taxes d'habitation, les vignettes «automobiles», etc.? En plus de la perte de temps occasionnée, quel est le moyen, pour les collectivités locales, de s'assurer qu'elles reçoivent bien tout ce qui leur est dû? Qui va oser soupçonner l'Etat de malhonnêteté?

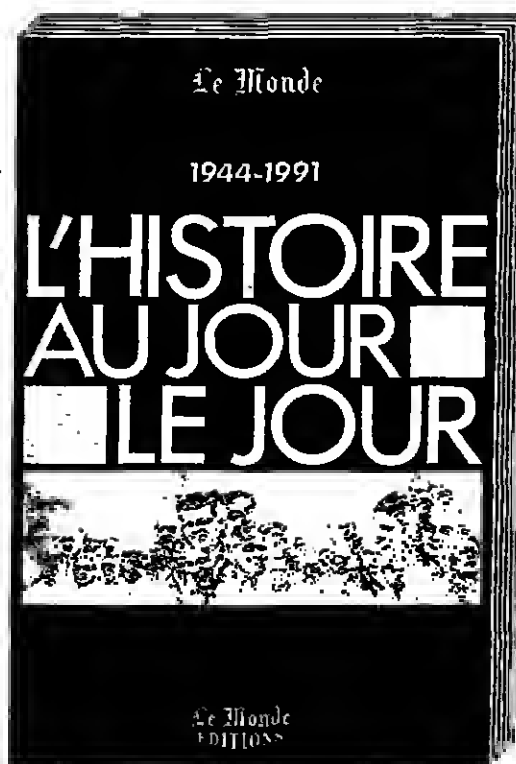
N'est-il pas cocasse de constater qu'un habitant de Charleville-Mézières, dans le département des Ardennes, dépend de Reims pour l'académie, de Châlons-sur-Marne pour la région, de Metz pour les questions militaires et pour la chambre régionale de commerce et d'industrie, et de Nancy pour la sécurité sociale? Ses enfants iront dans une école primaire construite et entretenue par Charleville-Mézières, puis dans un collège financé par le département et enfin dans un lycée construit et entretenu par Reims.

Un habitant de Cherbourg dans la Manche règle ses problèmes administratifs à Saint-Lô, son chef-lieu de département, mais dépend de Caen pour l'académie et la région, de Rennes pour les questions militaires et de Rouen pour la Sécurité sociale et pour sa retraite.

Et ne perdons pas des autres découpages: EDF, PTT, justice, régions, parcs régionaux, etc. Il faudra donc bien un jour, je l'espère, que quelqu'un s'attaque à ce monstre qu'est devenue l'administration au cours des siècles. Il faudra beaucoup de courage, beaucoup de bon sens, beaucoup de pragmatisme. Une première étape n'est-elle pas la suppression des départements et leur rattachement pur et simple à la région?

► Paul Chérel habite Plouharnel, dans le Morbihan.

1944-1991
UN DEMI-SIÈCLE D'HISTOIRE
DANS LES ARCHIVES DU Monde



1064 pages,
395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

L'Histoire s'écrit au quotidien: le quotidien raconte l'Histoire.

Les archives du journal Le Monde sortent de leur réserve...

Les articles les plus significatifs publiés depuis la Seconde Guerre mondiale sont ici rassemblés en une encyclopédie nécessaire à la compréhension du présent.

L'entrée dans l'Histoire est facilitée par la présentation en trois grands thèmes: les relations internationales, les aires géopolitiques, la France. Les chronologies, les cartes, les dessins et l'index des noms de lieux, de personnes et des thèmes renforcent le caractère pratique de cet ouvrage.

ALBERTVILLE

Les cinq anneaux de la nostalgie

DE l'éphémère théâtre des cérémonies, il ne reste que le mât central, vestige anachronique et inutile dressé vers le ciel au milieu de la morne plaine du Sauvat, devenue lieu de pèlerinage. On lui a gardé son escalier et sa plate-forme supérieure, roue de la fortune où accrocher les dernières images, les dernières souvenirs en guise d'ex-voto. Autour de ce gigantesque kiosque à musique désormais muet, les fantômes des lutins dansent, voltigent, tournent encore, suspendus à un élastique ou à d'étranges machines volantes. Le 8 février 1992, à l'ouverture des seizièmes Jeux olympiques d'hiver, grâce à Philippe Découffé, un chorégraphe peu cocoon, la grande majorité des Albertvillois, après avoir beaucoup douté, a brusquement découvert la magie opérée dans le monde entier par une flamme qui, durant quinze jours, a brillé au-dessus de leur tête.

« Les Jeux ont fait illusion. Après l'euphorie, la Savoie redécouvre la réalité »

Les bulldozers ont restauré le site. Ils n'effaceront pas de la mémoire ce « grand moment de joie, de plaisir et de bonheur irradier », cette « si jolie fête » achevée dans une polka savoyarde enflammée, athlètes, officiels, volontaires et spectateurs mêlés, qui résonne encore dans les têtes et illumine les regards, en un fugace instant. Trop de signes témoignent de cette aventure « extraordinaire ». Aux premiers jours de l'hiver, les anciens bénévoles, aujourd'hui orphelins, ont revêtu leur anorak gris frappé des cinq anneaux qui les distinguaient du reste de la population. Pour la plupart, ils ont réintégré les associations locales dont ils étaient issus, mais cela ne les empêchait pas de se retrouver périodiquement dans un club créé à cet effet.

La famille des trois cent cinquante salariés du comité d'organisation (COJO) est, certes, dispersée. Mais certains de ses membres, restés sur place, ont célébré à leur manière ces lendemains de fête, par un « baby boom » inattendu. Coca-Cola s'affiche toujours aussi impérial. Dans les rues du centre piétonnier aux façades fraîchement repeintes, on liquide, sans le brader, les stocks de maillots, mascottes et

autres objets. Un an après, Albertville ne veut rien perdre de ce passé si proche et a décidé de refaire la fête, durant trois jours, pour célébrer ce premier anniversaire. Une fois de plus, on coupe un ruban pour l'inauguration — la dernière avant longtemps? — de la Maison des Jeux, musée du souvenir avec photos, vidéos et des costumes du spectacle d'ouverture. Au pied des montagnes et au carrefour de trois vallées, un léger brouillard de nostalgie avorée s'est installé à demeure sur cette sous-préfecture qui, pendant plus de cinq ans, a vécu en « suspense ».

« C'est l'effet de deuil après un grand amour », explique un fonctionnaire, sur le registre sentimental. Un deotiste emprunte la métaphore médicale et évoque une période de « frustration ». Henri Dujol, maire (app. RPR) parle du « contre-coup de la secousse », comme s'il s'agissait d'un phénomène naturel. Geneviève Lhuani (PS), élue, compare les Albertvillois à des « enfants gâtés qui doivent réapprendre à vivre comme avant », tandis que Jean-Michel Tivoly, PDG d'une entreprise locale, fait œuvre de lucidité : « Les Jeux ont fait illusion. Avec les programmes intensifs et la période d'argent facile, personne, ici, n'a vu venir la crise qui sévissait ailleurs. Après l'euphorie, la Savoie découvre la réalité ».

Certes, Michel Barnier (RPR), président du conseil général et ancien président du COJO, se défend : « Il serait trop facile de peindre à l'image olympique tous les problèmes », explique-t-il. La parenthèse est refermée. Albertville se retrouve ville moyenne parmi les autres, mais avec de nouveaux horizons. Il n'empêche. Abrutée par la surchauffe des investissements olympiques, la cité savoyarde est, à son tour, atteinte du virus de la crise. « La période est plus difficile que ce nous avions prévu », note sobrement le docteur Dujol.

« La fête d'accord, du boulot d'abord. » Samedi 23 janvier, des pneus ont brûlé devant la sous-préfecture. Cinq cents personnes manifestaient dans les rues du centre, à l'appel des syndicats. Les commerçants ont baissé leur rideau, en solidarité, pour une opération « ville morte ». Les radios et télévisions ont laissé entrevoir un paysage dévasté après la tornade olympique. L'annonce brutale de la fermeture, en 1994, de l'unité d'Aluminium-Pechiney, qui emploie plus de trois cents personnes à Venthon, non loin de là, à laquelle s'ajoute une quarantaine de suppressions chez



Daniel GOTTINGER.

Cezus — une autre filiale du groupe nationalisé, — a transformé l'inquiétude latente en mouvement de grogne.

Cette décision, pourtant, n'était pas vraiment une surprise. Pechiney n'avait jamais caché les menaces pesant sur cette usine obsolète à bien des égards. Mais, Jeux ou pas Jeux, cette disparition annonce la fin d'une époque dans ce bassin dont le socle est forgé d'une solide communauté d'ouvriers-paysans. Avec les restructurations de l'industrie lourde des fonds de vallée, leur nombre s'est considérablement restreint, à l'image de l'usine d'Ugine-Acières, unité ultramoderne de produits inoxydables, passée de 3 400 à 1 300 salariés.

La situation est plus encore dans le bâtiment. Les flueurs des sociétés locales s'appellent Tondella, Botta, Bianco, Botta... héritiers de l'immigration italienne qui a réalisé les grands programmes de construction des barrages hydroélectriques, des stations de sports d'hiver et des

chantiers routiers. Depuis qu'à la faveur des Jeux « on a réalisé en cinq ans ce qu'il aurait fallu faire en quinze », il n'y a plus rien à bâtir. Rachetées pour la plupart par des entreprises nationales, certaines ont dû quitter la région, laissant une tradition en déshérence.

Avec un peu plus de 10 000 francs par habitant, la dette de la ville est aujourd'hui deux fois supérieure à la moyenne nationale

Attirées par l'odeur des profits rapides, les agences d'interim ont fermé boutique. Les services liés à la préparation des Jeux ont cessé leur activité, comme les entreprises « sponsors » qui, dès la fête terminée, ont plié bagage. Dès lors, même si le taux de chômage, aux alentours de 8 % avec 5 000 demandeurs d'emploi sur tout l'arrondissement, est moins important qu'ailleurs, l'augmentation de 32 %, constatée en un an, fait frémir. Cette fois, l'aveu de M. Barnier s'est vérifié : « Il était illusoire de croire que des entreprises allaient s'installer pendant les Jeux ».

Albertvillois d'origine et de cœur, le député de la Tarentaise mise sur « l'électrochoc et la révolution culturelle » de l'effort JO pour surmonter cette mauvaise passe. Selon lui, « cette cité est, dans sa catégorie, une des mieux équipées de France. Elle est prête, lorsque la reprise sera au rendez-vous », affirme-t-il. Sur ce point, personne ne le démentira. En cinq ans, l'Etat, la région, le département, la commune, les entreprises ont investi plus de 1 milliard de francs en routes, hôpital, gare routière et SNCF, bureau de poste, HLM... Les sinistres bouchons sur la route des stations ont sauté, grâce à une autoroute reliée au réseau alpin.

Dans la corbeille de l'héritage, deux équipements « lourds » avaient de quoi alimenter les soupçons. La grande patinoire est

utilisée abondamment par les enfants des écoles qui découvrent les sports de glace. Elle frémit encore lors des spectacles de patinage artistique organisés périodiquement. Sous l'immense coupole de métal, Max Robert, un ancien du COJO recruté par la ville, veut installer un complexe sportif couvert, avec tennis et mur d'escalade. Mais il faudra juger dans la durée la gestion de cette installation évaluée à 3 millions de francs par an.

Opération controversée jusqu'à l'ultime moment, le Dôme, superbe salle de spectacles de 600 places de 81 millions de francs, a failli sombrer après la découverte d'un « trou » financier, quelques mois après son ouverture. L'adhésion massive des Albertvillois, la mobilisation de quelques élus attachés à ce projet ont permis de surmonter la première crise de cet édifice encore fragile. Accolée à l'hôtel de ville, le Dôme est, il est vrai, la pièce maîtresse d'une opération d'urbanisme inachevée destinée à transformer un centre-ville désuet.

« On s'aperçoit vite que ces équipements ne sont pas surdimensionnés. » Le docteur n'est pas le dernier à s'inquiéter des conséquences de cette frénésie. « On a beaucoup dépensé. Maintenant, il ne faut pas gaspiller », note Guy Benat, adjoint en rupture de ban.

La note est lourde, même si la ville a été puissamment aidée. Sur les 137 millions d'équipements sportifs, la charge communale ne s'élève qu'à 20 millions. Mais la masse des investissements, de l'ordre de 300 millions de francs pendant deux ans, a laissé des traces. La dette, un peu plus de 10 000 francs par habitant, est deux fois supérieure à la

moyenne nationale, au point que les banques rechignent à prêter quelque 6 millions de francs manquants pour boucler le budget de 1992. Les élus, toutes tendances confondues, affichent pourtant une confiance mesurée. L'opposition elle-même se refuse à dramatiser. Grâce aux projections d'un bureau d'études financières, la ville n'est pas en « dépôt de bilan », comme d'autres sites olympiques. Les impôts ont certes fortement augmenté, mais jamais plus de 10 % par an. Rarement, sans doute, un budget communal n'a fait l'objet d'aussi scrupuleuses attentions. La chambre régionale des comptes s'est déjà livrée à trois expertises successives. Sans dissimuler ses craintes, elle n'aurait rien relevé d'anormal.

« Nous sommes condamnés à dix années de rigueur, et la ville s'est rendormie, avec une gestion au fil de l'eau. Comme avant », note pourtant M. Lhuani. Que manque-t-il donc à cette Cendrillon de sous-préfecture sur laquelle tant de bonnes fées se sont penchées? « La population a cru que l'euphorie allait durer. Mais la collectivité publique qui a joué le rôle de levier est exsangue », explique ainsi Gilles Thomas, secrétaire général de la mairie. Tont occupée à la préparation des Jeux, Albertville ne s'est guère soucée de l'après, se contentant d'engranger les bénéfices des subventions et les retombées d'image.

L'été dernier, ainsi qu'aux vacances de Noël, des foules de touristes qui ont retrouvé le chemin de la montagne ont commencé leur pèlerinage des sites par le stade du Sauvat et le centre piétonnier. Il n'en fallait pas plus pour inventer une vocation naissante à cette « porte d'entrée de la Tarentaise et de l'espace olympique », qui se compare déjà à Innsbruck, le modèle autrichien. A la tête d'Albertville Expansion, Michel Bailly (RPR), maire adjoint, rêve de nouvelles vocations économiques et industrielles. A l'automne prochain, cette association lancera un Salon de l'environnement et de la montagne, destiné à séduire d'éventuels investisseurs. Mais il lui faut avant tout se débarrasser de l'imbroglio d'une introuvable intercommunalité. Plusieurs centaines d'hectares de zones d'activité, soit près de trente années de disponibilité, ont été aménagées par trois structures communales, qui se disputent le partage d'une hypothétique taxe professionnelle.

« Cette ville doit se doter d'une image et gérer sa communication comme une entreprise cotée en Bourse. Elle peut monter au pinacle et aussi bien descendre aux enfers. » La mise en garde de M. Tivoly s'adresse bien évidemment au personnel politique local. Albert Gibello (RPR), adjoint au maire, actuel suppléant de M. Barnier, qui a décidé de ne pas se présenter aux législatives pour se consacrer à ses mandats locaux, estime lui aussi qu'il est grand temps de mettre en chantier un nouveau projet « capable de rassembler les énergies, par-delà les clivages ». Selon lui, les Albertvillois sont prêts et disponibles. A condition qu'on sache les mobiliser. La recette utilisée pour la préparation des Jeux vaut-elle encore pour l'après-JO? En 1993, date des prochaines municipales, le docteur Dujol, soixante et onze ans, maire depuis 1971, a décidé de passer la main. La succession est déjà ouverte.

de notre envoyé spécial
Michel Delberghe

Prochain article :
ANGERS

Les enfants de la guerre

Le foyer Sonacotra possède deux salles de télévision. L'une diffuse les programmes de Belgrade, l'autre ceux de Zagreb. Simple mesure de précaution et de respect à l'égard de ces membres, restés sur place, ont célébré à leur manière ces lendemains de fête, par un « baby boom » inattendu. Coca-Cola s'affiche toujours aussi impérial. Dans les rues du centre piétonnier aux façades fraîchement repeintes, on liquide, sans le brader, les stocks de maillots, mascottes et

posait là d'une « base de vie » disponible après les Jeux. Lieu d'accueil pour les travailleurs intérieurs des chantiers, puis des chauffeurs de bus et techniciens de télévision pendant les JO, le foyer de la Pierre du Roy, avec ses 224 chambres, à la sortie de la ville, près de la rocade, s'est transformé en centre de convalescence pour les réfugiés acheminés par Médecins du monde, la Croix-Rouge et l'UNICEF.

Plus que toute autre, Ada Djumic partage cette tragédie. A trente-six ans, cette jeune femme originaire de Sarajevo, de père serbe et de mère hongroise, a vécu plusieurs aventures olympiques : en 1984, comme interprète dans sa ville natale, puis à Los Angeles et à Calgary en 1988. Deux ans plus tard, elle se retrouve au COJO avec son mari informaticien, actuellement à Lillehammer. Mais elle a choisi de rester, dans sa « seconde patrie d'adoption ».

Elle se sentait inutile sur le quai de la gare, au moment de l'arrivée des premiers réfugiés. Depuis, Ada assure la liaison avec les services médicaux, dont

un collectif de dix-huit médecins locaux, qui se relaient en permanence dans le centre, aux côtés des instituteurs et des enseignants. Sans pouvoir compter sur le courrier qui n'arrive plus, suspendue au téléphone, au fax ou aux radios amateurs, elle-même a bien tenté de rapatrier les siens. Sans succès. Partir pour où, combien de temps, pour quoi faire? Dans le foyer d'Albertville, les femmes s'accrochent aux images des journaux télévisés. Malgré le crainte d'entrevoir, un jour, le visage, le corps d'un proche.

Encore sous le choc de la peur, de la méfiance — à la fois refouler les avances de Témoins de Jéhovah d'origine serbe, — les femmes se tiennent à l'écart. Ayant recréé un rythme de vie et des habitudes dans ce foyer provisoire, elles acceptent des activités proposées par des bénévoles. Cette solidarité sans frontières ne s'encadre pas de protocoles ni de cérémonies officielles. Tout juste d'une petite flamme qui brûle encore.

M. D.

Chiffres

■ Sous-préfecture du département de la Savoie, Albertville compte 17 411 habitants.

■ Résultats des élections municipales du 19 mars 1989 : L., 10 146 ; V., 6 954 ; A., 41 31 % ; E., 5 734. Union droite (Dujol, app. RPR, M.), 3 128 (54,55 %), 26 élus (3 div. p., 2 UDF-PR, 11 RPR, 10 div. d.).

PS (Gay) 1 923 (33,53 %), 5 élus (4 PS, 1 indép. p.).

PC (Cony) 683 (11,91 %), 2 élus (2 PC).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

L., 10 142 ; V., 6 360 ; A., 37,29 % ; E., 6 181.

Oui 3 428 (55,46 %).

Non 2 753 (44,53 %).

■ Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) et Blois (31 janvier-1^{er} février).